N° 40 MAI 1991

LE CHOC DU MOIS

PROCÈS CONTRE LE CHOC : C'EST LA LIBERTÉ DE LA PRESSE QU'ON ASSASSINE



JUSTICE : LA VÉRITÉ ÉTOUFFÉE



FAUSSES FACTURES AMNISTIÉES
FAURISSON BÂILLONNÉ
LE FRONT NATIONAL PERSÉCUTÉ...

QUAND L'OCCIDENT MASSACRAIT LES KURDES...



LE CHOC
DU MOIS

« Entre l'inconvénient de se répéter, et celui de n'être pas entendu, il n'y a pas à balancer. »

Louis de Bonald

Directeur de la publication
Patrice Boizeau

Chroniqueur
François Brigneau

Responsable de la rédaction
Catherine Barnay

Ont collaboré à ce numéro :
Arnaud Lutin, Hélène Montel, Michel Toda, Jean-Baptiste Chaumeil, Jean-Albert Louis, Christian Ville, Anne Le Pape, Jacques Devidal, Jean Keppel, Jacques Berrel, Jean-Claude Valla, Redon, Pierre Vial, Eric Eudes, Robert-Paul Chevrier, Hugues Rondeau, Lucien Renart, François Chesnay, Jean Mabire, Robert Scheuer, Daniel Raffard de Brienne, Eric Eudes, Michel Deville, Domnique Gardes, Jean Nouyrigat, Jean Rimeize.

Imprimerie Berger-Levrault Graphique, Z.I. Croix-de-Metz 54200 TOUL. Dépôt légal à parution

Publicité : **Au journal**

Crédit photo :
Sygma, Gamma, Roger-Viollet, Dragan Tomitch, journal Controverses. Couverture : Sygma

Siège social
25 rue Jean-Jacques Rousseau 75001 Paris. Tél. : (16.1) 40.26.22.02
CCP 256790 A - Paris Chèques
Télécopie : 40.28.07.93

Edité par Les Editions Choc, Sarl au capital de 217 400 F. Durée 99 ans. Siège social : 25 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris. Gérant : Patrice Boizeau.

Principaux associés :
APNI, Michel Merlin, Catherine Barnay.

RCS Paris B 344 969 886
Numéro de commission paritaire : 69622

ÉDITORIAL

« La vie publique sera moralisée »

N'OUBLIEZ JAMAIS !

Programme de gouvernement en 110 points, proposé en 1981 aux électeurs par le Parti socialiste, durant la campagne de François Mitterrand.

« 3e partie : La liberté : des hommes et des femmes responsables. La démocratie respectée.

Point 49 : La vie publique sera moralisée. Déclaration des revenus et du patrimoine des candidats aux fonctions de président de la République, de député et de sénateur, ainsi que des ministres en exercice, avant et après expiration de leurs mandats.

Point 50 : La justice sera appelée à faire toute la lumière sur les affaires dans lesquelles ont été mises en cause des personnalités publiques.

Point 51 : L'indépendance des magistrats sera assurée par la réforme du Conseil supérieur de la magistrature. »

Sic.

Nous n'avons pas la mémoire courte.

En 1944, quand le général de Gaulle, bafouant une première fois le Droit républicain dont il se prétendait le garant, fabriqua des lois rétroactives et forgea des juridictions d'exception pour dépêcher, plus facilement et plus vite, au bagne et aux poteaux d'exécution, les Français qui avaient obéi au maréchal Pétain, chef légal du gouvernement légal de la France, sa cote de popularité ne broncha pas. Elle demeura où elle se trouvait : au zénith.

En 1960, quand le général de Gaulle, bafouant une seconde fois le Droit, forgea de nouvelles juridictions d'exception pour dépêcher, plus facilement et plus vite, au bagne et aux poteaux d'exécution, les Français qui avaient obéi au général de Gaulle, chef légal du gouvernement légal, déclarant solennellement le 5 juin 1958 : *« Je dis, je dis à Bône, comme hier à Alger et tout à l'heure à Constantine, que je considère l'Armée française, avec sa loyauté, son honnêteté et sa discipline, comme la garantie que la parole de la France sera tenue »* ; puis, le lendemain, à Oran : *« La France, la France est ici, elle est ici en vous, hommes et femmes d'Algérie, de toutes communautés, catégories et professions… Vive Oran, ville que j'aime et que je salue, bonne terre française ! »* et enfin, le même jour : *« Il est parti de cette terre magnifique un mouvement exemplaire de rénovation et de fraternité. Il s'est levé de cette terre éprouvée et meurtrie un souffle admirable qui, par-dessus la mer est venu passer sur la France entière pour lui rappeler quelle était sa vocation, ici et ailleurs… Il n'y a plus ici, je le proclame en son nom et JE VOUS EN DONNE MA PAROLE, que des Français à part entière, des compatriotes, des frères qui marcheront désormais dans la vie en se tenant la main. Mostaganem, merci… Merci du fond de mon cœur… Merci d'avoir témoigné pour moi en même temps que pour la France. Vive Mostaganem. Vive l'Algérie française ! »*

Après avoir pris publiquement et devant l'histoire, ces engagements solennels, lorsque le général Moa-de-Gaulle bafoua le droit, se servit de la Justice, utilisa des magistrats ambitieux, intéressés et serviles (ça existe), et fit emprisonner et mettre à mort des Français dont le seul crime avait été de se battre pour que Sa parole fût tenue, non seulement sa cote de popularité demeura au beau fixe, mais elle augmenta. Au réfé-

CHRISTIAN DE LA MAZIÈRE QUITTE SA FONCTION DE CO-RESPONSABLE DE LA RÉDACTION

C'était dans le numéro 28 de mars 1990… François Brigneau, créateur et véritable conscience de ce journal, analysait pour nos lecteurs les raisons qui avaient progressivement détérioré la santé économique du Choc.

Afin de redresser cette situation critique, une assemblée générale des actionnaires réunie le 15 février 1990 avait donné les pleins pouvoirs à une commission de restructuration, composée de trois membres, pour assister le gérant Patrice Boizeau.

Parmi les premières décisions prises, ma nomination comme coordinateur puis, dès la reprise de la publication en mai, ma participation à la responsabilité de la rédaction.

Un an s'est passé… Il ne m'appartient pas de dire si les missions qui m'ont été définies ont été accomplies.

Je me retire pour convenance personnelle… Je souhaite à l'équipe de rester à votre écoute et de continuer à servir sans défaillance ce qui est notre raison de vivre.

Christian de La Mazière

rendum du 28 septembre 1958, il avait obtenu 85,14 % de Oui. Le 28 octobre 1960, c'était du 90,7 %. Comme écrivait Victor Hugo dans *Les pauvres gens* :

« Ces choses-là sont rudes,
Il faut pour les comprendre avoir fait des études. »

Un pareil précédent donne à penser. A la lumière de l'épigraphe, quand on constate comment le président Mitterrand respecte le Droit en France (après être allé le défendre au Koweït) ; comment il traite la justice, les policiers et les magistrats qui la servent ; son cynisme, son mépris, sa recherche de la provocation et de l'affront permanent par l'étalage de l'iniquité (exemple : nos condamnations sans amnistie et **leurs** amnisties avant même la condamnation), on est bien obligé de se dire qu'il n'a pas fini de monter dans les sondages. Hélas ! *Dura lex, sed lex* !

Dans une démocratie moyenne, sans vertus particulières ni tares excessives, observant un minimum de règles et de morale politique, il y a longtemps que la marmite aurait explosé. La IIIe République n'avait rien d'exemplaire. Et pourtant…

Jules Grévy doit se retourner dans sa tombe. Lui, un franc-maçon important (on lui donnait du *Très illustre frère…*), sous prétexte que son gendre Wilson, franc-mac également, fourguait des décorations pendant qu'il s'entraînait au billard, avait été contraint de quitter l'Elysée et de retourner dans sa campagne, à Mont-sur-Vaudrey, son Latche.

En revanche, François Mitterrand, qui n'est qu'un franc-maçon sans tablier, n'a même pas été attaqué, encore moins inquiété, quoiqu'il se fût autorisé à décorer de la Légion d'honneur l'escroc libanais Traboulsi, laissé en liberté provisoire sous une caution de 23 millions de francs lourds. Une aumône !

Le Parti radical ne devait jamais se remettre du scandale où il avait été compromis jusqu'aux oreilles, en 1934. Même des mirobolants spécialistes de l'agit-prop et de la réclame, comme Mendès France et Servan-Schreiber ne purent ressusciter le cadavre. Pourtant, que pèse ce scandale Stavisky à côté de ceux où patauge aujourd'hui et depuis plusieurs années le parti socialiste, devenu le parti des combinards, des magouilleurs, des maîtres-chanteurs, des contorsionnistes du dessous-de-table et des champions du racket d'Etat, avec service mais sans revers ?

Toutes nos Républiques connurent des élections financées de façon malhonnête sans que les sanctions pleuvent comme à Gravelotte.

Mais quand a-t-on vu les deux tiers de l'Assemblée nationale, dans un émouvant mouvement d'union nationale et même patriotique, amnistier à bride abattue et à fond la caisse — c'est le cas où jamais de le dire — le délit de prévarication, pour éviter que soient poursuivis, interrogés, jugés, et condamnés les députés prévaricateurs ?

Quand a-t-on vu un ministre comme M. Nucci, convaincu de malversations et de détournements de fonds publics, se diriger tout droit vers la Haute Cour, puis changer brusquement au métro Chambre-des-Députés, et se retrouver à la présidence de l'Assemblée nationale, à la droite de M. Fabius, en qualité de conseiller technique ?

Le *Canard enchaîné* mena grand tapage et fit des gorges chaudes en révélant que Mme Giscard d'Estaing, à l'Elysée, aimait à boursicoter en fin de matinée. Mais quand on apprend que l'ami intime du Président Mitterrand, un de ses anciens conseillers et l'un des financiers de sa campagne, ont été mis au parfum de tractations commerciales qui auraient dû rester secrètes, et qu'ils sont coupables de « délit d'initiés », l'indignation qui court sur le pays tient davantage du zéphyr que de l'ouragan.

Quand on découvre que le président de la Ripoublique a pu, de son propre chef, donner à son ami le socialiste milliardaire Rousselet, une chaîne de télévision à péage clefs en main, et que le socialiste milliardaire Rousselet a eu le culot de la nommer *Canal +* (plus de fric, bien entendu), qui proteste ? Qui parle d'abus de pouvoir ? Quel grand jury populaire se lève, spontanément, agacé soudain, sous les aisselles, par cette démangeaison que donne la loi de Lynch ? Vous pouvez chercher. Vous ne trouverez rien. Rien.

Malgré les nombreuses preuves de docilité qu'il donna, le pouvoir socialiste (PS), veut se débarrasser d'un garde des Sceaux. Il combine de lui mettre un éphèbe dans les pattes et de lui faire le coup de la tante surprise avec son neveu. Clic-clac, c'est dans la boîte, sous l'album de photo familial. Voilà ce qu'on appelle « moraliser la vie publique ».

Sur la piste d'une chaîne de fausses factures, l'inspecteur de police Gaudino remonte jusqu'à l'Elysée. Aussitôt son enquête s'arrête. Elle lui est interdite. Elle lui devient « impossible ». Croyant à l'égalité des citoyens devant la loi, l'inspecteur Gaudino l'écrit. Il est révoqué, sans susciter l'âpre colère des républicains qu'exaspèrent généralement les atteintes aux droits de l'homme.

Pour couvrir cet énorme trafic, le pouvoir socialiste (PS) nomme celui qui en avait la direction à la garde des Sceaux (en remplacement de l'amateur de grâces adolescentes…). Il s'agit de M. Nallet, personnage éminent du Parti socialiste (PS). Réputé pour sa connaissance des questions agricoles, M. Nallet était tout désigné pour s'occuper de la trésorerie occulte de M. Mitterrand, puisqu'il était le socialiste du fromage et de l'assiette au beurre. Il ne connaît rien au droit ? Qu'importe. Il est sûr ; très sûr ; et d'autant plus sûr qu'il est tenu par le financement de la campagne de l'actuel président. Que peut-on espérer de mieux ?

D'autant que pour la cuisine judiciaire, on a ce qu'il faut. Un orfèvre, Me Kiejman, dont la thèse *Dialectique et pilpoul*, est une œuvre de référence. Me Kiejman est donc bombardé ministre délégué à la Justice qui est, comme on sait, un art d'application. Il a tout pour plaire. C'est un Français de fraîche date : sa mère ne parlait pas notre langue et il a omis, par discrétion, de confier le nom de ses parents au *Who's Who*. Le bon fils ! Très lié au président de la République qui n'hésite pas à l'utiliser dans les affaires pointues ; administrateur de *France-Liberté*, l'organisation humanitaire de Danielle Mitterrand ; avocat de Jean-Christophe Mitterrand et de Jean-Louis Bianco, bras droit de François Mitterrand, Me Kiej-man est l'homme qu'il faut à la place où il faut. On l'a vu, le mois dernier. Vindicatif, emporté, enflammé par sa cause, Me Kiejman n'a pas hésité à accuser de « cambriolage judiciaire » le juge d'instruction du Mans (les formes obligent) parce que ce merdailleux magistrat, de gauche de surcroît, avait osé prétendre perquisitionner dans un repère de receleurs socialistes. Non mais, chez qui ? Chez Plumeau !

On pourrait continuer longtemps. Inutile. Chacun est bien convaincu que nous vivons sous un pouvoir socialiste qui pratique l'amoralité politique avec autant de bonheur que l'illégalité judiciaire. Malheureusement, tout le monde s'en fout ; à tout le moins donne l'impression de s'en foutre.

Pourquoi ?

Peut-être parce que la télévision appartient aux voleurs et que les voleurs ne sont pas assez bêtes pour aller échauffer les oreilles des volés. Or la télévision est à la société d'aujourd'hui ce que la presse était à celle d'hier. En ce temps-là les socialistes n'étaient pas aux commandes. Ils étaient donc pour la liberté de la presse. Aujourd'hui ils sont aux affaires. Ils sont donc résolument hostiles à la liberté de la télé. Leur avenir en dépend. Le nôtre aussi, malheureusement.

Dans ces conditions on ne voit pas très bien ce qui pourrait changer la situation, excepté un soulèvement des électeurs. Mais comme les électeurs sont mis en condition par la télévision, nous sommes revenus à la case départ sans l'avoir quittée.

A moins que…

Sait-on jamais…

Parfois, l'imprévisible arrive.

Quand il dissout l'Assemblée nationale le 2 décembre 1955, Edgar Faure n'imagine pas que les listes poujadistes vont rassembler deux millions et demi de voix le 2 janvier 1956.

En mai 1968, quand M. Pompidou et le général de Gaulle quittent la France pour l'Iran et pour la Roumanie, ni l'un ni l'autre ne se doutent que le pays est au bord de la guerre civile.

En 1983, l'immense mobilisation des Français pour la liberté scolaire prend Mitterrand à contre-pied ! (Pas pour longtemps. Le sauteur de l'Observatoire n'est pas Cyrano. « Les tours de souplesse dorsale », il connaît).

Alors ? Travaillons, avec les modestes moyens qui sont les nôtres, à montrer aux Français ce que les écrans leur cachent. Et espérons. *« Le désespoir en politique est une sottise absolue »*, a dit Charles Maurras.

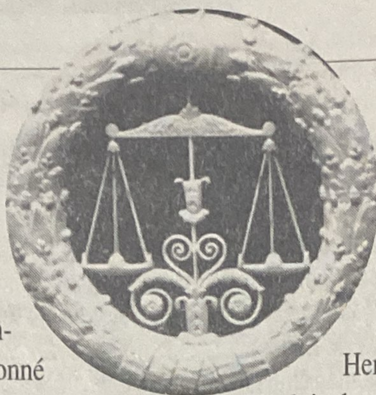
François Brigneau

SOMMAIRE

N° 40

P.6 : DOSSIER

JUSTICE : LA VÉRITÉ ÉTOUFFÉE



JUSTICE : LA VÉRITÉ ÉTOUFFÉE

L'institution judiciaire est sur la sellette depuis que Pierre Arpaillange a laissé à Henri Nallet la garde des Sceaux de la ripoux-blique. Le nouveau ministre, qui fut le trésorier de la campagne présidentielle de François Mitterrand en 1988, est soupçonné d'avoir été placé à ce poste pour tenter d'entraver le scandale révélé par l'inspecteur Gaudino.

Un scandale énorme qui ne résume pas à une banale affaire de fausses factures. On sait, en effet, grâce aux cahiers Delcroix, découverts en avril 1989 au cours d'une perquisition effectuée au siège marseillais de la société Urba, que le parti socialiste a empoché, entre 1984 et 1989, quelque 100 millions de francs, dont un quart est passé entre les mains d'Henri Nallet. On sait aussi que cet argent sale fut obtenu grâce au trafic d'influence, à la corruption, au faux en écritures publiques et à la concussion de fonctionnaires.

Bien que ces délits ne soient pas couverts par les lois d'amnistie du 20 juillet 1988 et du 15 janvier 1990, la Chancellerie a donné l'ordre au procureur de Marseille de bloquer la procédure. Et, lorsqu'un juge du Mans, Thierry Jean-Pierre, a pris l'initiative, le 7 avril dernier, de perquisitionner au siège parisien d'Urbatechnic, il fut immédiatement dessaissi du dossier. Trois jours plus tard, Henri Nallet l'accusait de s'être «affranchi d'un certain nombre de règles du Code de procédure pénale», tout en dégageant sa responsabilité : « C'est le magistrat du siège, c'est-à-dire un magistrat indépendant, inamovible, qui a mis fin à l'équipée sauvage d'un juge qui se croyait au-dessus des lois. »

Le 19 février, la chambre d'accusation de la Cour d'appel d'Angers a donné tort au garde des Sceaux, en déclarant que la procédure engagée par le juge Jean-Pierre était conforme au Code de procédure pénale. C'est Henri Nallet qui se croit au-dessus des lois lorsqu'il affirme qu'il ne démissionnera pas. Les socialistes, il est vrai, ont l'habitude des scandales financiers. Les affaires Pechiney et Société générale, qui ont permis à quelques amis du Président de se remplir les poches, dorment dans les tiroirs de la Justice. Christian Nucci, la vedette de l'affaire du Carrefour du développement, est aujourd'hui l'un des conseillers officiels de Laurent Fabius.

La France mitterrandienne est-elle encore un Etat de Droit ? Les responsables du parti socialiste peuvent détourner l'argent des contribuables, les hommes d'affaires proches du pouvoir peuvent compter sur les « bons tuyaux » de leurs amis politiques, les milices juives peuvent envoyer à l'hôpital de paisibles citoyens, ils sont assurés d'une totale impunité. Dix ans de socialisme pour en arriver là !

Mais les députés qui se sont auto-amnistiés sont aussi ceux qui ont voté la loi Gayssot, ce texte totalitaire, d'inspiration communiste, qui a institué le délit d'opinion et qui permet aujourd'hui de frapper à la caisse les journaux qui refusent de se plier aux oukazes idéologiques d'une gauche pourrie. Le *Choc*, qui vient d'être condamné à payer 42 millions de centimes pour avoir osé publier un interview du professeur Robert Faurisson, s'honore d'être la première victime de cette loi scélérate.

UN INIQUE PROCÈS CONTRE LE CHOC

C'EST LA LIBERTÉ DE LA PRESSE QU'ON ASSASSINE !

◆

Le Choc vient d'être condamné à payer une somme astronomique au titre de la loi Gayssot-Fabius. Il s'honore d'être la première victime d'une loi proprement totalitaire, qui institue en France, Mitterrand régnant, le délit d'opinion. Que tous nos confrères ne s'y trompent pas : c'est le principe même de la liberté de la presse auquel il est porté atteinte.

◆

Les 21 et 22 mars, *le Choc du Mois* était (encore une fois) en vedette devant la XVII[e] chambre correctionnelle. C'est que ces temps-ci, le délit d'opinion n'est plus réductible à un « point de détail » !

Notre directeur, Patrice Boizeau, était poursuivi aux côtés du professeur Faurisson pour répondre (et c'est une première) du délit de « contestation de crimes contre l'Humanité », délit extravagant institué par la loi du 13 juillet 1990, publiée - de façon symbolique - au Journal Officiel du 14 juillet suivant…

L'Amicale des déportés du camp de Buna-Monowitz, suivie par quelque dix autres associations commémoratives, toutes plus agressives les unes que les autres, demandait raison de l'interview que le professeur révisionniste avait accordée à Catherine Barnay. On se souvient que cette interview fut publiée dans le numéro de septembre 1990 du *Choc* (n° 32, pages 9, 10 et 11), sous le titre « les historiens révisionnistes hors la loi ».

UNE ATTITUDE SURRÉALISTE

Dès l'abord, l'avocat de quatre des associations parties civiles, Bernard Jouanneau, demanda la parole pour solliciter du président Claude Grellier que soit faite interdiction au professeur Faurisson, présent à l'audience, ainsi qu'à M[e] Delcroix, de réitérer l'infraction… En d'autres termes, M[e] Jouanneau voulait interdire à la défense de se justifier, au regard même des propos incriminés ! Le représentant du Parquet, Mme Dubreuil, parut le soutenir, mêlant de façon ambiguë le droit de la défense à s'exprimer et la spécificité du délit en cause. Mais le président Grellier en vint à qualifier de « surréaliste » l'attitude des parties civiles. Le tribunal dut enfin repousser une demande de huis-clos formulée par les associations plaignantes ; en effet, comme l'a dit le président de la XVII[e] chambre, elles ne pouvaient pas à la fois vouloir le procès et chercher à l'escamoter aux yeux et aux oreilles du public…



Robert Faurisson a pu malgré tout exposer ses arguments. M[e] Delcroix, à ses côtés, a brillamment démontré à quel point la loi Gayssot était liberticide et ses dispositions inapplicables.

Dans leur vrai-faux journal, le 22 mars, les chansonniers de Radio-France illustrèrent l'absurdité de la situation à peu près en ces termes :

« — Le président : Quel est votre nom ?

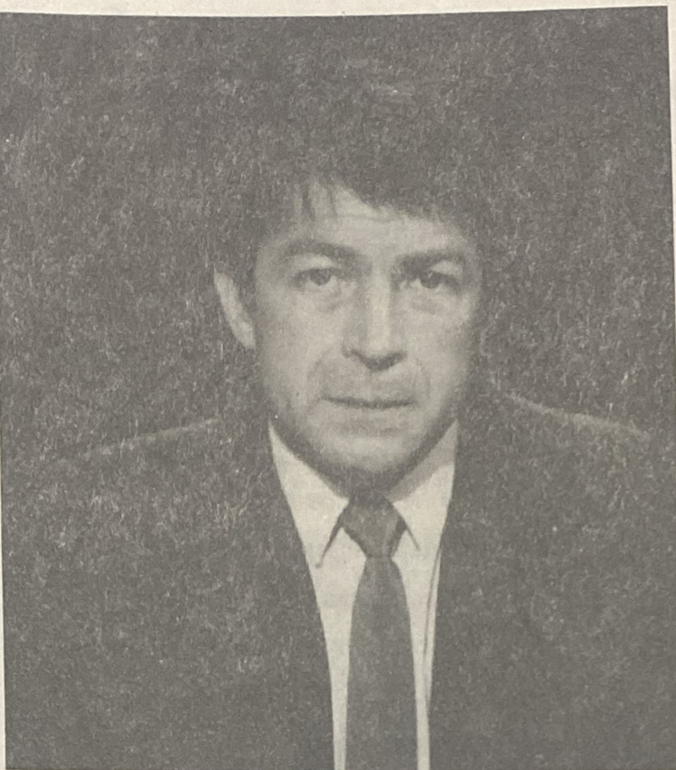
— Le professeur : Faurisson.

— Le président : Halte ! Vous n'avez pas le droit de dire cela… »

Furieux d'avoir échoué, les avocats de la partie civile, en cette journée du 21 mars, quittèrent la salle d'audience pour n'y revenir que le lendemain, jour des plaidoiries. Ils ne voulaient pas



entendre le professeur Faurisson « bafouer » une loi qui, selon eux, doit être celle du silence pour les prévenus. Ils se privèrent donc de l'exposé magistral de l'universitaire réprouvé. Ils l'auraient entendu exposer que, pour prouver la réalité des chambres à gaz homicides hitlériennes, aucune des études techniques nécessaires pour n'importe quel procès criminel n'avait été effectuée. La première expertise, aux dires du professeur, a été faite en 1988 par Fred Leuchter, spécialiste américain des exécutions capitales, notamment par le gaz. Et ce, d'ailleurs, dans le cadre du procès d'un révisionniste, au Canada. Cette expertise a abouti à la publication d'un rapport négatif circonstancié. Le professeur prévenu devait ajouter que l'administration du musée d'Auschwitz avait réagi en demandant elle-même à l'Institut d'expertises médico-légales de Cracovie (département de toxicologie) une contre-expertise. Les conclusions n'en ont jamais été publiées… et pour cause : selon le professeur Faurisson, une lettre de l'administration du musée (24 septembre 1990), révèle que la contre-expertise a purement et simplement confirmé le rapport Leuchter !



Avec Fabius, Gayssot est l'auteur de la loi scélérate qui établit une vision officielle de l'histoire, dans la plus pure tradition stalinienne.

UNE LOI INAPPLICABLE

La loi scélérate qui conduisait notre directeur avec Robert Faurisson sur les bancs de la Correctionnelle, est d'une ineptie unique dans le monde civilisé. Elle prétend notamment ériger en dogme intangible le jugement du tribunal militaire international, prononcé à Nuremberg en 1946. Cette « autorité absolue » de la chose jugée est une nouveauté qui, près de cent ans plus tôt, eût cloué le bec aux dreyfusards. *Horresco referens* !

Le lendemain, jour des plaidoiries, Me Delcroix fit valoir au tribunal qu'il ne pouvait appliquer une loi en contradiction avec les articles 6 et 10 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. En particulier, l'avocat du *Choc* et du professeur Faurisson fit valoir que, si cet article 10 autorise que soient prises des mesures restrictives aux libertés d'opinion et d'expression, cela ne peut en aucun cas permettre à un Etat signataire, lié par cette convention, de promulguer une loi oblitérant complètement un sujet donné. Me Delcroix eut d'ailleurs beau jeu de citer des extraits d'un article publié dans *Information Juive* de mai 1990, et signé Charles Korman : l'avocat de l'Amicale des déportés du camp de Buna-Monowitz, association à l'origine des poursuites, qualifiait alors la loi de « délirante » et inapplicable (« *Ne demeurera que l'incantation* »).

Pour le reste, c'est dans une atmosphère houleuse que notre défenseur soutiendra l'évidence, à savoir que l'interview publiée par *Le Choc* ne contrevenait pas aux dispositions, aussi sottes soient-elles, de la loi Gayssot-Fabius. En effet, rappelons que le professeur persécuté n'y développait nullement ses thèses, ne s'y livrant à aucun développement discursif ni à aucune démonstration. En revanche, il y annonçait, au futur et au conditionnel, qu'il ne se sentirait pas tenu par cette loi : *« On ne me fera pas dire que 2 et 2 font 5 »*.

« E pur si muove », disait Galilée…

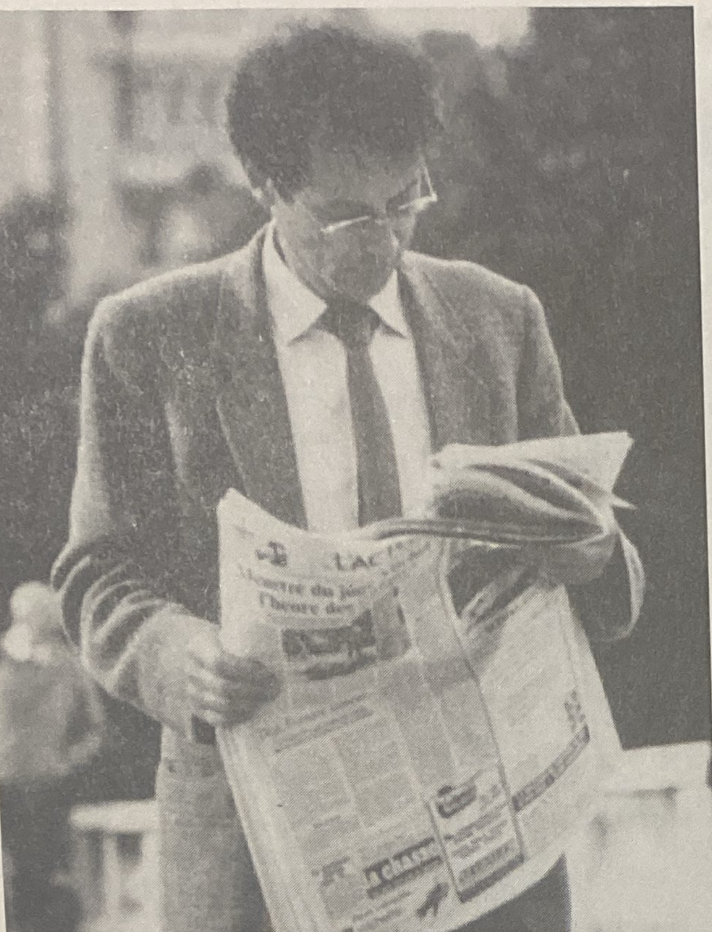
Dans la salle, la claque de la LICRA s'échauffait, au point que les gardes durent expulser quelques agités qui allèrent rejoindre les nervis des organisations sionistes. Ceux-ci, venus dans l'espoir d'appliquer au blasphémateur leur propre justice, ne se gênaient pas pour insulter les gendarmes.

De l'autre côté, les avocats des parties civiles firent monter d'emblée les enchères, en invoquant la condamnation politico-judiciaire, ruineuse, de Jean-Marie Le Pen par la cour de Versailles (18 mars 1991). C'est ainsi qu'entre le 21 et le 22 mars, les demandes de dommages et intérêts, pour préjudice moral s'il vous plaît, passaient presque toutes de 20, 50 et 100 000 F à 200 000 F bien pesés ! La moralité est hors de prix, maintenant qu'elle vise à détruire tout ce qui est de droite. C'est ce que Me Delcroix appelle *« la sanction ploutocratique »*. Refusant le débat sur le fond, les avocats des associations plaignantes ne cherchèrent qu'à exploiter l'inépuisable sentimentalisme politico-commémoratif qui les justifie. Toutefois, Me Jouanneau se risqua à lire des extraits des prétendues confessions de Hoess, l'un des trois commandants du camp d'Auschwitz, telles que les aurait recueillies la justice polono-communiste et que les historiens n'invoquent plus guère. En effet, avant même d'avoir été livré par ses geôliers britanniques à ses interrogateurs staliniens, Hoess avait déjà fait l'objet de tortures de la part des « humanistes » anglais, comme l'a révélé un ouvrage britannique (*Legions of Death*, de Rupert Butler).

UN EFFET DE SIDÉRATION

Revenant dans le concret, vers la fin de sa plaidoirie-réquisitoire, Me Jouanneau prétendit apporter une ultime preuve de la noirceur des révisionnistes… Il présenta au tribunal une grosse boîte en carton : elle contenait, déclara-t-il avec emphase, une couronne mortuaire envoyée par des « faurissonniens » à Hélène Frappat. Mlle Frappat est en effet la meneuse des manifestations qui, tous les mardis et non sans recours à la violence, cherchent à obtenir la fermeture de la librairie de la Vieille Taupe (1), tenue par l'éditeur révisionniste Pierre Guillaume (la liberté n'est-elle pas un bien trop précieux pour être livrée à n'importe qui ?). L'objectif, recherché par l'avocat paraissait atteint, alourdissant l'atmosphère, déjà pesante.

Mais, dans sa propre plaidoirie, Me Delcroix allait revenir sur cette affaire. Il venait d'exposer aux juges comment la croyance en l'existence des chambres à gaz, érigée en dogme, pénètre les consciences et produit un « effet de sidération » [Suspension des réactions émotionnelles sous l'effet d'un choc affectif intense (Petit Larousse)]. Il se saisit alors de la boîte, que son confrère Jouanneau avait tenté d'escamoter : *« On vous a présenté une couronne mortuaire dans sa boîte et vous l'avez cru ; or cette couronne n'existe pas ! »*. Stupeur dans la salle, murmures désapprobateurs… Notre avocat démontra alors qu'une couronne ne pouvait entrer dans une boite ayant la forme d'un parallélépipède ; il fit remarquer que le fleuriste n'aurait d'ailleurs pas mis un objet de deuil dans un carton portant la mention *« Dites-le avec des fleurs »*… Dans un silence sépulcral, le président Grellier demanda alors : *« Mais enfin, mon-*



Le juge Grellier a qualifié de « surréaliste » l'exigence de Mᵉ Jouanneau visant à empêcher Robert Faurisson d'exposer sa défense.

trez-nous donc ces fleurs ! » Sur quoi, à la confusion de Mᵉ Jouanneau, notre avocat brandit un charmant petit bouquet de printemps comme en ont les mariées. Consternation et chute de la « sidération », alors ponctuées par la voix de Robert Faurisson : *« C'est cela, une chambre à gaz »*.

UNE « FACTURE » DE 42 MILLIONS DE CENTIMES

Mais, par jugement rendu le 18 avril, la XVIIᵉ chambre correctionnelle a condamné le directeur du Choc à 30 000 francs d'amende, le professeur Faurisson écopant, quant à lui, d'une amende - avec sursis - de 100 000 francs. Ils devront également payer à chacune des onze associations parties civiles 20 000 francs de dommages intérêts et 1 500 francs au titre de l'article 475-1 du code de procédure pénale, et supporter les frais d'insertion d'un communiqué dans *le Monde*, *le Figaro*, *Libération* et *le Quotidien de Paris*, à concurrence de 15 000 francs par insertion. Ainsi, la «facture» totale, présentée par la XVIIᵉ chambre, s'élève à 426 500 francs... 42 millions de centimes.

Patrice Boizeau, Robert Faurisson et les éditions Choc ont décidé de faire appel contre un jugement qui vise à tuer, en le frappant à la caisse, un journal qui, contrairement aux partis politiques de la «bande des quatre», ne vit pas de fausses factures. Devant la Cour, ils demanderont que le jugement soit infirmé, faute d'avoir fait droit à l'argument tiré de la violation des articles 6 et 10 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Une longue bataille commence, que nous mènerons jusqu'au bout.

■ **Hélène Montel**

(1) 12, rue d'Ulm, 75005 Paris.

INFLATION

LA « FACTURE » DU PRÉSIDENT GRELLIER : 42 MILLIONS DE CENTIMES

*** Patrice Boizeau, directeur de la publication du Choc a été condamné à une amende de ....30 000 F**

*** Robert Faurisson a été condamné à une amende (avec sursis) de..100 000 F**

*** Le Choc a été condamné à verser 20 000 F de dommages intérêts et 1 500 F au titre de l'article 475-1 du code de procédure pénale à chacune des onze associations qui se sont constituées parties civiles :**

l'Union départementale des déportés, internés et victimes de guerre de la Seine (UDIVG) ....21 500 F
le Comité d'action de la résistance ....21 500 F
l'Amicale des anciens déportés d'Auschwitz ....21 500 F
l'Union nationale des associations de déportés internés et familles de disparus (UNADIF)...................21 500 F
la Fédération nationale des déportés et internés de la résistance (FNDIR)..21 500 F
l'Union des Tziganes et voyageurs de France ....21 500 F
l'Association des fils et filles de déportés juifs de France ....21 500 F
l'Association nationale des anciens combattants de la résistance ....21 500 F
la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDIRP)..21 500 F
l'Amicale des anciens déportés de Buna-Monowitz (Auschwitz III)..21 500 F
l'Amicale des anciens déportés juifs de France, résistants, internés et familles de disparus ....21 500 F

*** Le Choc a été condamné à publier à ses frais un communiqué dans quatre quotidiens parisiens :**

coût de l'insertion dans le Monde ....15 000 F
coût de l'insertion dans le Figaro.............................15 000 F
coût de l'insertion dans Libération ....15 000 F
coût de l'insertion dans le Quotidien de Paris.........15 000 F

Total ....426 500 F

TRAFICS D'INFLUENCE ET CORRUPTION

LA JUSTICE AUX ORDRES DU POUVOIR

◆

Le pouvoir socialiste aura tout fait pour tenter d'étouffer le scandale révélé l'an dernier par l'inspecteur Gaudino : près de deux milliards et demi, récoltés grâce au trafic d'influence et à la corruption, ont servi au financement de la campagne électorale de François Mitterrand en 1988, dont le trésorier n'était autre que l'actuel garde des Sceaux, Henri Nallet. L'institution judiciaire n'a jamais été aussi discréditée.

◆

Le dessin représente un trou dans un champ. Il est profond puisque, de l'homme qui le creuse, on ne distingue que les deux mains tenant une pelle. Au bord, quatre volumineux dossiers attendent d'être enterrés. Ils portent des inscriptions bien en évidence : Urbatechnic, Urba-Gracco, Codefi, Multi-services. Une bulle éclaire la situation :

« — *Quand je pense qu'"on" m'avait dit : "Surtout, Nallet, dans ces affaires de financement du PS, on compte sur vous pour ne pas trop creuser !" Tu parles !* »

Ainsi, dans *Le Figaro* du samedi 20 avril 1991, Jacques Faizant traduit-il le sentiment de l'opposition et d'une bonne partie de l'opinion publique à l'égard du garde des Sceaux. Un ministre que, la veille, les magistrats de la chambre d'accusation de la Cour d'appel d'Angers viennent de désavouer en déclarant conforme au droit la procédure suivie par le juge Thierry Jean-Pierre instruisant contre la société Urbatechnic.

Deux semaines auparavant, au soir du dimanche 7 avril, le scandale avait éclaté. Ce jour-là, sur dénonciation en rapport avec une affaire de son ressort, Thierry Jean-Pierre, trente-six ans, juge d'instruction au Mans, décidait une perquisition d'urgence dans les locaux parisiens d'Urbatechnic, rue de Rochechouart. En conséquence, il alertait les services de police et les parquets du Mans, de Paris et de Bobigny, ville dont dépendait administrativement le domicile de Gérard Monate, pdg de la société incriminée. La présence de ce dernier lors de l'opération judiciaire étant souhaitée pour la bonne forme.

Le récit de son expédition, qui lui a valu chez de nombreux prudents de sa profession et aussi chez quelques laudateurs du caractère vengeur de l'aventure le surnom de Zorro, le juge Jean-Pierre l'a fait à Catherine Delsol et Jean-Alphonse Richard, du *Figaro* :



Antoine Gaudino et le juge Jean-Pierre.
L'un comme l'autre ont été sanctionnés pour leur opiniâtreté à révéler, malgré les pressions, le racket organisé par le Parti socialiste.

« *Je pars avec cinq officiers de police judiciaire* (OPJ), *qui, de leur côté, ont demandé à Paris et à Bobigny des OPJ locaux pour nous accompagner quand nous serons sur place. Nous arrivons au commissariat de Noisy vers 14 heures, et une inspectrice interrompt quelques minutes un interrogatoire pour me dire que je suis dessaisi. Je réclame des précisions, elle n'en a pas. Mes OPJ téléphonent alors à leur commissaire, au Mans, et reçoivent pour instruction de ne plus m'assister. Je prends l'appareil ; le policier me dit que je suis dessaisi par le Parquet. C'est impossible. Par la chancellerie ? Impossible. A-t-il un document prouvant que je suis dessaisi ? Non.* »

UN DESSAISI EN SURSIS

La situation est obscure, mais elle ne pose pas de problème de conscience. Le juge Jean-Pierre tient à le souligner : « *Même dans le cas d'un dessaisissement, le 4e alinea de l'article 84 du Code de procédure pénale me permettait, vu l'urgence, de poursuivre.* »

En conséquence, le juge n'hésite pas : « *Monate n'étant pas chez lui, j'arrive à Paris, rue de Rochechouart, vers 15 h 30. Je suis toujours accompagné de mes OPJ et de ma greffière. Deux de mes inspecteurs nous rejoignent, reliés àleur état-major, pour surveiller ce qui se passe. Personne ne parle de dessaisissement. Le temps de trouver un serrurier, deux témoins, la porte est ouverte à 17 h 15. Sont présents à ce moment-là, les cinq policiers du Mans, qui sont restés en tant qu'observateurs, les deux policiers parisiens, et deux journalistes, survenus là je ne sais comment, mais certainement pas alertés par moi. De dessaisissement, il n'est toujours pas question.* »

La perquisition commence donc. Inquiet cependant, le juge Jean-Pierre tente à plusieurs reprises de s'informer

sur la rumeur. Nul ne semble en mesure de le renseigner, même pas son collègue le juge Pétillon, demeuré au Mans. Le temps s'écoule, Thierry Jean-Pierre travaille : « *A 20 h 26, une télécopie tombe pendant que je finis ma perquisition : "Arrêtez vos investigations, vous êtes dessaisi". Je ne la verrai pas, tout le monde peut en témoigner ; le bureau est trop loin, et nous sommes trop occupés. En fait, ce n'est que quand un substitut me porte le fax parvenu au parquet que j'ai la confirmation de mon dessaisissement. Il est 21 h 15.* »

Et il est aussi trop tard pour soustraire à la justice les documents examinés. Le juge Jean-Pierre a posé les scellés sur 28 dossiers, qui sont enfermés dans cinq caisses et expédiés, comme il ne peut plus en être autrement, vers le tribunal du Mans. Tribunal dont la présidente a signé l'acte de dessaisissement du juge Jean-Pierre.

ROCAMBOLESQUE

Lorsque la notification en parvient enfin à l'intéressé, les événements virent, rue de Rochechouart, à la farce : « *Ce qui suit le dessaisissement officiel, c'est-à-dire cette notification, précise le juge à Catherine Delsol et Jean-Pierre Richard, est à peine croyable. Je suis tout à coup agrippé violemment par un homme que je ne connais pas et qui s'avérera être l'avocat d'Urba, Mᵉ Baudelot. En me bousculant, il me repousse dans l'immeuble et me dit qu'il est propriétaire des locaux. Je suis obligé de signer ma notification sur les caisses de scellés. Fait extraordinaire, on peut voir ensuite le substitut, accompagné de l'avocat, aller prendre des instructions à la chancellerie en téléphonant des locaux d'Urba, après que ma greffière et moi aurons été enfermés à clef pour nous empêcher de sortir de l'immeuble.* »

Le comble est atteint quelques instants plus tard : « *La secrétaire de Mᵉ Baudelot s'est même permis de fouiller dans mon sac de voyage sous les yeux de ma greffière.* » Nul, après cela, ne devrait s'étonner du commentaire du juge Jean-Pierre : « *Quand on parle, comme le garde des Sceaux, "d'équipée sauvage", on peut se demander où sont les sauvages...* »

En revanche, il est permis de



A la suite d'une perquisition mouvementée dans les locaux d'Urba, le juge Thierry Jean-Pierre est dessaisi. Le pouvoir socialiste n'apprécie guère l'indépendance d'esprit des magistrats.

s'interroger sur les raisons de l'étrange activité qui aurait régné dans les bureaux d'Urba, durant les heures qui suivirent le départ des représentants de l'autorité judiciaire. Selon certains témoignages, la nuit fut employée à détruire, à l'aide de la machine à broyer du sous-sol, une quantité considérable de pièces. Pourquoi tant d'agitation ? Peut-être le souvenir d'une autre perquisition, effectuée le 17 avril 1989 dans les locaux marseillais de la société par l'inspecteur Gaudino.

Dans son ouvrage *L'enquête impossible*, publié chez Albin Michel peu avant sa révocation, Antoine Gaudino relate les trouvailles que son collègue Alain Mayot et lui, agissant en tant que membres de la brigade financière, firent en explorant le bureau de Joseph Delcroix, l'un des hauts responsables d'Urba : « *Ce n'est plus une perquisition, c'est une visite de la caverne d'Ali Baba. Les cahiers de Delcroix contiennent tout simplement les comptes rendus des réunions internes d'Urba. Nous lisons, inscrite noir sur blanc, la description en termes simples et clairs des véritables activités d'Urba et de son pendant, la Gracco. Il s'agit d'authentiques officines du Parti socialiste créées pour percevoir l'argent d'un trafic d'influence savamment organisé sur le plan national. Les "commissions" versées à Urba-Gracco sous forme de réglements d'études "bidons" constituent le lourd tribut que les entreprises doivent payer pour obtenir des marchés publics. Selon le même principe, Urba perçoit des fonds auprès des entrepreneurs du bâtiment et Gracco auprès des fournisseurs de produits et prestations de services. Les sommes versées à Urba sont prépondérantes.* »

En se fondant en partie sur les révélations de l'inspecteur Gaudino, Philippe de Villiers, quelques jours avant que n'éclate l'affaire du juge Jean-Pierre, a publié un *Livre blanc sur les mesures d'urgence visant à rétablir l'indépendance de la justice dans les cas de corruption politique*. Le titre, certes, est long, mais il définit bien la nature du problème. Le député de la Vendée ne se privait pas de mettre en cause Urba : « *Bien connue du garde des Sceaux, ministre de la justice, l'affaire Urba-Gracco, pour laquelle la chancellerie refuse obstinément d'ouvrir une information judiciaire spécifique, repose sur un dossier de 350 pages environ, dont on sait que l'original se trouve au parquet de Marseille. Ce dossier avait été saisi lors des perquisitions effectuées par les inspecteurs de la police judiciaire Mayot et Gaudino, enquêtant sur les fausses factures dans le cadre de l'enquête Sae-Sormae.* »

LE RACKET DES SOCIALISTES

Selon Philippe de Villers, aucun doute ne subsiste : « *Ce dossier montre à l'évidence que les sociétés Urbatechnic et Gracco ont été créées par les dirigeants du Parti socialiste afin de fournir à celui-ci une structure financière parallèle. Leur but consistait à procurer des financements occultes au parti, en systématisant la méthode du prélèvement de "pourcentages", de montant variables, sur des marchés concédés par des villes, ministères, collectivités diverses, par ailleurs aux mains de militants socialistes. Ce véritable racket, auquel devaient (doivent encore ?) se soumettre les entreprises voulant travailler avec ces personnes publiques, ne pouvait être rendu possible que par des infractions au Code des marchés et au Code pénal.* »

Reprenant le détail de l'enquête des inspecteurs, le député de la Vendée tente de démonter le mécanisme des opérations : « *Les liens entre Urba-*

Gracco et le Parti socialiste étaient institutionnalisés. En effet, alors que la structure juridique du parti était incertaine — car ses statuts n'étaient pas déposés en préfecture — Urbatechnic et Gracco, dont les dirigeants du P.S. étaient personnellement actionnaires, offraient au contraire l'avantage de structures commercialement reconnues. C'est donc au niveau de ces sociétés (et d'autres non citées ici) que des personnes en rapport avec le P.S. pouvaient trouver la garantie juridique de la crédibilité financière de celui-ci. »

Et l'on ne se souciait guère de sauver les apparences : *« Lors des congrès du Parti (souvent financés par Urba-Gracco d'ailleurs), ces sociétés installaient par exemple leurs stands sur la voie d'accès à la salle des réunions, de manière, non seulement à faciliter les rencontres, mais aussi et surtout à bien lever, dans l'esprit des chefs d'entreprise ou des élus du Parti, tout doute éventuel quant à la solidité et à l'utilité des liens P.S.-Urba, même si ces liens n'étaient pas complètement précisés. Et il est de fait que, pendant de nombreuses années, le Parti socialiste a nié pour la façade ses liens "familiaux" avec la société Urbatechnic et ses appendices. Toutefois, depuis que l'enquête des inspecteurs Gaudino et Mayot a fait éclater "l'affaire", les dirigeants du P.S. ne contestent plus cette interdépendance, même dans les débats publics au Parlement. »*

LES MÉTHODES D'INTIMIDATION DE GÉRARD MONATE

A l'époque où les socialistes niaient les rapports trop étroits avec Urbatechnic, quelques initiés ripostaient en mettant en avant la personnalité du Pdg de la société, Gérard Monate. Antoine Gaudino, avant de prendre contact avec lui pour les besoins de son enquête, s'est renseigné et nous livre volontiers le fruit de ses recherches : *« Ce fils d'un gazier parisien est un ancien collègue. Sa carrière a même bien des points communs avec la mienne puisqu'il est, lui aussi, issu de l'aéronautique navale. Il y obtint le grade de second maître. Dans la police, il s'est surtout fait connaître par son activité syndicale de secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police, la plus importante de nos organisations professionnelles puisqu'elle regroupe essentiellement les policiers en tenue. En 1981, Monate était entré au cabinet du ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, jusqu'à ce que le trésorier du P.S., à l'époque André Laignel, lui demande de prendre en charge Urba. »*

Par la même occasion, Gaudino se plaît à donner un aperçu des méthodes attribuées à ce Monate : *« J'apprends que notre futur interlocuteur utilise, face aux enquêteurs, une technique d'intimidation très élaborée. En leur présence, le téléphone sonne comme par hasard et Monate entreprend de discuter amicalement avec un haut cadre de notre hiérarchie. Ou bien, c'est lui qui appelle car il a besoin de joindre d'urgence un membre du cabinet du ministre de l'Intérieur. Bref, l'homme est un coriace. »*



Gérard Monate, ancien secrétaire général de la FASP (syndicat de police) entre en 1981 au cabinet du ministre de l'Intérieur avant de prendre en charge la société Urbatechnic.

Antoine Gaudino aussi, quand il ne craint pas d'affirmer : *« Les financements fournis par Urba représentent le tiers des ressources du P.S., le reste étant assuré par les élus et les adhérents dont le nombre se restreint. Pour satisfaire à sa mission, Urba a incontestablement érigé un système hors-la-loi qui patauge impunément et allègrement dans la corruption et le trafic d'influence, sans oublier les faux et usage de faux ainsi que les abus de biens sociaux. »*

Il va plus loin : *« A quelques exceptions près, les fonds pompés — en fin de compte — dans les poches du contribuable, sont consciencieusement répartis : 40 % pour les charges propres du groupe Urba, 30 % pour le P.S., et 30 % pour les élus locaux. A chacun sa part de butin. »*

Sa démonstration entraîne des accusations graves : *« L'analyse des documents démontre les besoins financiers démesurés de nombreux élus socialistes, où qu'ils se situent dans la hiérarchie du Parti, et même quand ils n'y occupent plus de fonction officielle. Les cahiers de Delcroix sont à cet égard accablants. Parmi les secrets qu'ils contiennent, l'un se trouve résumé en une seule ligne de mon rapport. Il pèsera lourd dans cette enquête sur les activités d'Urba. En 1988, après, donc, l'adoption de la loi réglementant le financement de la vie politique et des campagnes électorales, l'argent collecté par Urba figure pour plus de 24 millions de centimes ! »*

DEUX POIDS DEUX MESURES

Les conséquences de ces révélations sont connues. Comme il allait terminer son enquête, l'inspecteur Gaudino a été muté de service, alors que Pierre Joxe, dont le nom figure dans les cahiers de Delcroix, était ministre de l'Intérieur. Comme il s'entêtait et publiait un livre pour raconter ses découvertes, l'inspecteur — homme, il faut peut-être l'indiquer, dont les sympathies politiques allaient plutôt vers la gauche — a été révoqué, sur décision de Philippe Marchand, successeur de Pierre Joxe à

l'Intérieur et figurant aussi dans les cahiers de Delcroix.

La perquisition du juge Jean-Pierre — encore un sympathisant de gauche — déplaisait beaucoup parce qu'elle faisait rebondir l'affaire Urbatechnic. On est en droit de se demander si son dessaisissement est la conséquence d'une telle inquiétude. En tout cas, l'attitude du magistrat a tellement déplu à Henri Nallet, que le garde des Sceaux et ancien trésorier de la campagne de François Mitterrand, est allé jusqu'à l'accuser de pratiques illégales et que Georges Kiejman, ministre délégué à la justice, a qualifié la perquisition de "cambriolage". La chambre d'accusation de la Cour d'appel d'Angers a décidé de désavouer les ministres en déclarant que le juge Jean-Pierre avait suivi la procédure légale.

Mais ce jugement ne constitue que le prélude à d'autres péripéties. Sinon à une nouvelle amnistie, car celle du 15 janvier 1990 ne couvre pas les délits de corruption et de trafic d'influence, mais ce serait alors l'aveu terrible d'un "deux poids, deux mesures" : d'un côté, l'impunité totale pour les politiciens pris la main dans le sac ; de l'autre , le matraquage financier de la presse d'opinion, dont le jugement rendu contre *Le Choc*, le 18 avril dernier, est la parfaite illustration.

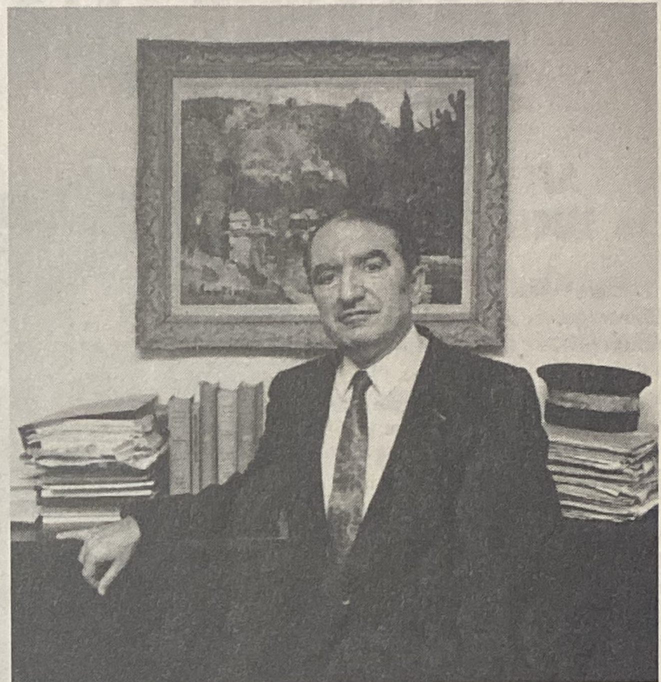
Le dessaisissement du juge Jean-Pierre a permis au pouvoir de gagner deux précieuses semaines. Les perquisitions prévues aux sièges des sociétés Codefi et Multi-services, n'ont pu être effectuées dans les temps. *« Les preuves disparaissent vite dans l'affaire Urba »*, ironise l'un des avocats de Thierry Jean-Pierre, qui ajoute : *« J'en connais qui ont dû acheter des machines à broyer les documents.»*

Mais les cahiers de Joseph Delcroix, qui n'ont pu être soustraits à la curiosité du public, fourmillent d'infractions qui sont qualifiées par le Code pénal de faux en écritures publiques et de concussion de fonctionnaires. Or, en ce domaine, comme le rappelle Jean Montaldo dans le *Figaro magazine* du 20 avril, la prescription n'est plus de trois ans mais de dix ans. L'enquête lancée par le juge Jean-Pierre peut donc resurgir à tout moment jusqu'en 2001.

■ **Luc Lanvin**

DES MAGISTRATS TIRENT LA SONNETTE D'ALARME

L'Association professionnelle des magistrats (APM) accuse le pouvoir d'avoir paralysé l'action de la Justice pour tenter d'étouffer les scandales financiers qui éclaboussent le parti socialiste. Mais ce n'est pas la première fois que l'APM dénonce les agissements de la gauche, puisque les magistrats qui l'ont créée en 1981, voulaient déjà réagir à la fois contre l'idéologie véhiculée par Robert Badinter et contre l'investissement systématique des fonctions stratégiques de l'institution judiciaire par le Syndicat de la magistrature. *« La Justice*, explique son secrétaire général, *Dominique-Henri Matagrin, s'est retrouvée dans la situation d'une armée qui serait conduite par des antimilitaristes et à qui l'on demanderait d'aller à la guerre désarmée. »*



Alain Terrail, président de l'Association professionnelle des Magistrats fait un diagnostic sans complaisance sur l'état de la justice en France.

L'Association professionnelle des magistrats, qui regroupe aujourd'hui quelque cinq cents adhérents sur six mille magistrats en exercice, obtient à peu près 30 % des suffrages aux élections professionnelles dans les Cours d'appel et 15 % dans les tribunaux de première instance. L'un de ses dirigeants, Raoul Béteille, est conseiller à la Cour de cassation, après avoir été procureur général de la Cour de sûreté de l'Etat, puis directeur des Affaires criminelles et des grâces lorsqu'Alain Peyrefitte était garde des Sceaux. Plusieurs adhérents ou sympathisants de l'APM ont travaillé, pendant les deux années de la cohabitation, avec Albin Chalandon, à commencer par Jean-François Burgelin, qui fut le directeur de cabinet du ministre, ou Dominique-Henri Matagrin, qui fut en charge de l'Administration pénitentiaire.

A l'ombre de deux ministres courageux ou dans une franche opposition au pouvoir socialiste, l'Association professionnelle des magistrats ne s'est jamais départie de son engagement pour une séparation stricte de l'exécutif, du législatif et du judiciaire. C'est pourquoi elle juge sévèrement la façon dont le gouvernement a tenté d'enterrer les malversations de ses amis politiques. Mais, à ses yeux, les «affaires» ne font que révéler un mal plus profond et plus général.

Le diagnostic d'Alain Terrail, président de l'APM et avocat général près la Cour d'appel de Paris, est sans complaisance : *« En amont (enquêtes et poursuites), le procureur devient peu à peu un auxiliaire du préfet, quand le moindre de ses avis ne dépend pas de l'assentiment de commissions ou associations multiples ! En aval, c'est-à-dire dans le domaine de l'après-jugement, je n'hésite pas à dire que l'inapplication des peines est devenue une institution. Le juge d'application des peines et, surtout, les divers comités post-pénaux, défont allégrement les décisions des autres juges. Il serait intéressant de retracer le parcours de certains condamnés à un an d'emprisonnement, donc pour des faits graves, qui ne font pas un seul jour de détention. »*

L'APM considère que les propositions de réforme de la chancellerie ne sont que de nouvelles manigances du pouvoir. Alain Terrail et Dominique-Henri Matagrin se disent inquiets, car ils sont persuadés que les Français ne supporteront pas longtemps une justice à deux vitesses, condamnant impitoyablement les modestes infractions et relaxant à tout va les habitués des allées du pouvoir. Et ils attendent de l'opposition qu'elle inscrive dans ses priorités la restauration de l'indépendance et de la neutralité de la Justice.

■ **Hugues Rondeau**

ON DEMANDE UN MONSIEUR PROPRE

L'ARGENT SALE DES SOCIALISTES

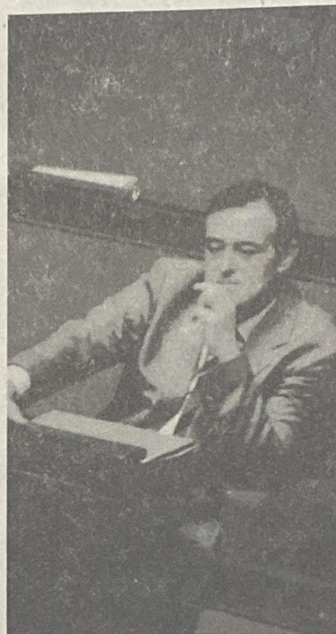
AFFAIRE LUCHAIRE

L'affaire éclate lorsque l'on découvre que la société d'armement Luchaire a violé l'embargo décrété par le gouvernement, en livrant à l'Iran 450 000 obus entre 1983 et 1985. Le scandale est considérable, car ces livraisons illégales ont bénéficié de dérogations délivrées par la Commission interministérielle pour l'étude des exportations du matériel de guerre, placée sous la tutelle du ministre de la Défense Charles Hernu et du Premier ministre Laurent Fabius. Daniel Dewavrin, le patron de la société incriminée, n'est pas seulement le fils du célèbre colonel Passy ; c'est aussi un ami personnel de François Mitterrand.

L'enquête a permis d'établir que ce trafic a généré plus de 100 millions de francs de commissions occultes. Certains prétendent même que le général Audran aurait pu être assassiné pour s'être opposé à ces livraisons d'armes. Mais un non-lieu général a permis de classer l'affaire.



Alain Boublil, l'homme-clé de l'affaire Péchiney, est aujourd'hui chargé de mission en Asie.



Christian Nucci, amnistié, travaille au cabinet de Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale.

L'AFFAIRE DU CARREFOUR DU DÉVELOPPEMENT

Arrivé au ministère de la Coopération en 1986, où il succède à Christian Nucci, le RPR Michel Aurillac découvre que plus de 81 millions de francs, destinés au financement du sommet franco-africain de Bujumbura, ont transité, avant de se volatiliser, par une association baptisée Carrefour du développement, dont le trésorier n'était autre qu'Yves Chalier, le directeur de cabinet du ministre. Evidemment, cet argent, volé au contribuable sur un budget d'aide au tiers-monde, n'était pas perdu pour tout le monde, puisqu'il a servi, entre autres, à acheter des voitures, des appartements à Paris et un château en Sologne, à régler les dépenses personnelles de Guy Penne, le conseiller de l'Elysée pour les affaires africaines, ou à financer une campagne électorale de Christian Nucci dans l'Isère.

Devant l'ampleur du scandale, Yves Chalier a pris la fuite au Brésil, où Charles Pasqua lui fait remettre un vrai-faux passeport en échange de révélations consenties au *Figaro magazine*. Mais, se sentant lâché par tout le monde, il revient en France et avoue toutes les malversations dont il a été à la fois le témoin et l'une des chevilles ouvrières.

Chalier attend toujours son procès devant la Cour d'assises, mais ses supérieurs ont réussi à échapper à la Justice. A commencer par Christian Nucci, qui, après avoir bénéficié d'un non-lieu partiel et d'une amnistie parlementaire, est entré au cabinet de Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale.

L'AFFAIRE PECHINEY

En novembre 1988, Jean Gandois, PDG du groupe Pechiney, lance une offre publique d'achat sur le groupe American National Can, spécialisé dans l'emballage en aluminium, et sur son holding, la société Triangle Industries. Un mois plus tard, la SEC, équivalent américain de la COB, affirme, preuves à l'appui, que des délits d'initiés ont entaché cette opération : bénéficiant de renseignements privilégiés, des investisseurs, parmi lesquels Max Théret, l'un des bailleurs de fonds du PS, et Roger-Patrice Pelat, ami intime de François Mitterrand, ont acheté puis revendu des actions, réalisant ainsi de substantiels bénéfices.

L'affaire est d'autant plus grave que l'organisateur du rachat d'American National Can n'était autre qu'Alain Boublil, directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy, que l'on avait vu, au plus fort des négociations, sur le yacht du milliardaire libanais Samir Traboulsi, suspecté lui aussi d'être l'un des initiés. Bérégovoy lui-même connaissait bien ce beau monde, puisqu'il avait invité Traboulsi, Pelat et Boublil à son anniversaire de mariage.

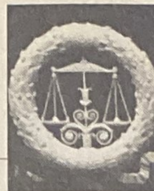
La mort de Roger-Patrice Pelat est survenue opportunément. Contraint à la démission, Boublil a retrouvé un poste de chargé de mission en Asie. Finalement, le seul inculpé est Samir Traboulsi. A quand son procès ?

L'AFFAIRE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

En octobre 1988, le financier Georges Pébereau lance une OPA contre la Société générale, dont la privatisation a été décidée par le gouvernement Chirac. Pour cette affaire, Il a obtenu le feu vert de Pierre Bérégovoy, de Michel Rocard et de François Mitterrand. Et il s'est associé à François Dalle, ami intime du président de la République, à Robert Lion, président socialiste de la Caisse des dépôts et consignations, et au promoteur Christian Pellerin.

Le scandale éclate lorsque l'on découvre que des délits d'initiés, une fois de plus, ont entaché cette opération, permettant à quelques petits malins de réaliser de grosses plus-values. On retrouve Samir Traboulsi parmi les inculpés. Mais, comme dans l'affaire Pechiney, les politiques et les hauts-fonctionnaires n'ont pas été inquiétés.

■ **Jacques Devidal**



TRÉSORIER ET GARDE DES SCEAUX

LE SURSIS POUR HENRI NALLET

◆

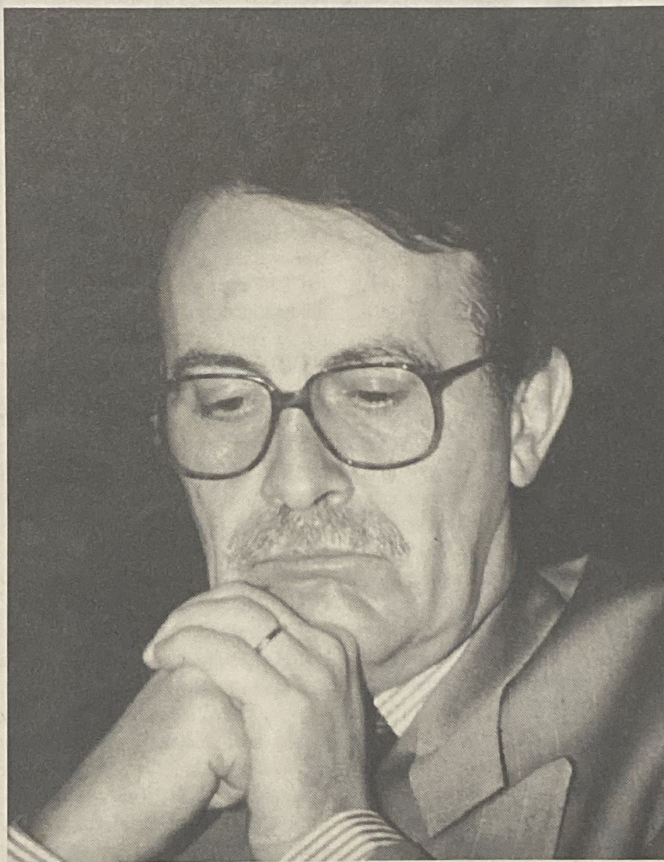
Jamais, dans les périodes les plus tourmentées de notre histoire, on n'avait vu le pouvoir dessaisir en catastrophe un juge d'instruction d'un dossier brûlant. Il fallait un Nallet pour ça. On comprend pourquoi François Mitterrand a nommé garde des Sceaux un homme qui, de son propre aveu, n'avait aucune expérience des problèmes de la justice. L'Elysée ne demandait pas un excès de compétences. L'obéissance suffirait.

◆

Avant Nallet, la Chancellerie se montre plus subtile. Un juge d'instruction trop pugnace fait l'objet d'une promotion qui l'écarte du dossier, confié à un magistrat plus reposant. Ainsi le juge Bernard, qui instruit le dossier de l'affaire Canson et a le mauvais goût d'inculper Paul Lombard, très en cour à l'Elysée, et de vouloir interroger Jack Lang comme un vulgaire témoin, reçoit un avancement subit qui l'expédie dans les brumes du Pas-de-Calais. Il n'est plus question, aujourd'hui, de sauver les apparences. Dès qu'un policier ou un juge se lance sur la piste des Fausses Factures, l'alarme sonne Place Vendôme et au ministère de l'Intérieur. Peu importent les moyens : il faut à tout prix que le cadavre ne sorte pas du placard.

En septembre 90, Pierre Arpaillange, qui a trop servi et dont l'image est compromise par des rumeurs opportunément distillées sur sa vie privée, est évacué sur la Cour des Comptes. Pour lui succéder, le Président de la République veut un homme du sérail élyséen, fidèle et discipliné, qui lui doit sa carrière politique.

Henri Nallet a le profil souhaité, même s'il vient d'échouer au ministère de l'Agriculture, laissant le monde paysan dans le désarroi et l'amertume. *Le Monde* écrit : *« M. Nallet est apparu cruellement absent aux yeux des agriculteurs qui multipliaient depuis longtemps les appels. M. Nallet semblait ailleurs. »* Si insaisissable que ses interlocuteurs l'ont baptisé « le Sphinx » ou encore « la savonnette ». Henri Nallet est fatigué des vaches. L'ancien syndicaliste chrétien, venu du terroir gascon, nourrit des ambitions moins rustiques depuis le jour béni où, entré au secrétariat de l'Elysée, Beregovoy l'a présenté à François Mitterrand. C'est le même choc que Claudel découvrant Dieu à Notre-Dame ! Nallet le taciturne est saisi par le lyrisme : *« C'est mon père de cœur et d'esprit. Il m'a fait passer de l'ombre au soleil. »* Mais comme un homme surveillé en vaut deux, le Président nomme ministre bis de la justice son ami Georges Kiejman, qui l'accompagne souvent dans ses promenades parisiennes depuis la disparition du regretté Patrice Pelat.



Ancien syndicaliste chrétien, militant gauchiste d'une fadeur si insaisissable que ses interlocuteurs l'ont baptisé « le Sphinx » ou encore « la savonnette ».

Pour l'opinion publique, Nallet est presque un inconnu. Ce petit homme au maintien raide et d'abord distant, si éloigné de la verve naturelle aux Gascons, est pourtant né à Bergerac. Fils d'un opticien poujadiste et d'une mère dévote, l'adolescent studieux et renfermé engrange les diplômes avant de monter à Paris. Il milite dans la Jeunesse étudiante chrétienne dont il devient secrétaire-général. Mendésiste, tiers-

mondiste, il organise les manifs contre la guerre d'Algérie, épouse une étudiante progressiste, et en fait, tant dans le style catho qui tend la main aux marxistes, que l'épiscopat finit par l'exclure de la JEC. De cette blessure date son anticléricalisme virulent. C'est un homme qui a une revanche à prendre.

Il fait un long bout de chemin à la FNSEA, aux côtés de Michel de Batisse, qui le licencie après Mai 68, en raison de ses penchants gauchistes. Mais l'heure vient où l'éternel militant s'embourgeoise. La faveur de François Mitterrand lui ouvre la voie du pouvoir et des honneurs. Député de l'Yonne en 86, maire de Tonnerre, trésorier de la campagne présidentielle de 1988, ministre de la justice : une belle ascension qui va trébucher sur l'entêtement de l'inspecteur Gaudino, stoppé dans son enquête et indigné par la loi d'amnistie concoctée à l'Elysée, imposée à un premier ministre qui n'en est plus à une couleuvre près, et votée en toute hâte par le parlement. Les législateurs sont si pressés qu'ils oublient de prévoir l'amnistie pour les délits de corruption et de trafic d'influence.



Tout ce que vous direz contre nous sera retenu contre vous. Allez, circulez, y'a rien à voir, la justice, c'est notre affaire !

LA PIÈTRE DÉFENSE DU GARDE DES SCEAUX

L'heure de la justice devrait sonner pour les responsables d'Urba-Gracco, une société qui avait tissé sa toile dans toute la France et organisait le financement occulte du PS. Joseph Delcroix, directeur administratif d'Urba, a noté toutes les transactions et tous les noms dans des carnets, mis sous scellés et enfouis dans le coffre-fort du procureur de Marseille.

C'est une affaire que connaît bien Georges Kiejman puisqu'il était l'avocat d'une des sociétés impliquée pour détournement de fonds.

S'il ne s'agissait que de quelques comparses, rocardiens de préférence, ils seraient allégrement sacrifiés sur l'autel de la morale socialiste. Mais les preuves existent qu'Urba-Gracco a financé avec de l'argent sale la campagne présidentielle de François Mitterrand, dont le trésorier était Henri Nallet. Pris sous le feu de l'opposition parlementaire, le nouveau garde des Sceaux s'écrie imprudemment : *« Je mets au défi quiconque de prouver que mon nom a été prononcé, ne serait-ce qu'une fois, dans les documents ou les pièces qui figurent à cette procédure. »* Le chrétien Nallet est pris dans *« cette tapisserie de Bayeux du mensonge »*, dont parle Philippe de Villiers. Son nom et le rôle qu'il a joué figurent dans les procès-verbaux des interrogatoires de Gérard Monate, le PDG d'Urba, qui ne veut pas être le seul à porter le chapeau. Nallet se replie sous une seconde ligne de défense. Il y aurait eu « deux campagnes présidentielles ». L'une, transparente, rose et virginale, dont il assume la responsabilité, et l'autre, occulte et frauduleuse, dont il aurait tout ignoré…

Mais l'expert-comptable qui a certifié exacts les comptes de la campagne de François Mitterrand qui figurent au Journal Officiel n'est autre que David Azoulay, commissaire aux comptes d'Urba ! Le monde est petit…

C'est moins la piètre défense du garde des Sceaux — que Georges Kiejman laisse s'enferrer sans trop d'émoi — qui va calmer l'opposition, que l'intervention musclée de Michel Charasse. Le ministre du budget fait savoir dans les couloirs du Palais Bourbon que les contrôles fiscaux ne sont pas faits pour les chiens. Et pour que nul ne l'ignore, il expédie les argousins du fisc éplucher les comptes de l'Association culturelle du Puy du Fou, créée par Philippe de Villiers.

Mais la Chancellerie reste en état d'alerte non-stop, et *l'Humanité* révèle qu'Henri Nallet est intervenu auprès du Parquet de Narbonne pour bloquer l'ouverture d'une instruction sur une société liée à Urba-Gracco. Nallet dément, mais il est confondu par la publication du télex de la Place Vendôme.

L'épisode des émissaires du Parquet, lancés aux trousses du juge Jean-Pierre, coupable d'avoir déterré un nouveau lièvre, serait du plus haut comique s'il n'était le symbole de la dégradation de la justice que le pouvoir politique utilise au gré de ses rancunes et de ses basses-œuvres. Georges Kiejman a-t-il pris conscience qu'il s'est fourré dans un guêpier en faisant équipe avec un homme discrédité ? Dans son intervention à l'Assemblée, il se montre fébrile, hargneux, et pousse le ridicule jusqu'à nier l'intervention de la Chancellerie.

Même ligne chez Henri Nallet, mais avec davantage de sang-froid. Maladroit à ses débuts, le ministre a découvert les vertus du cynisme. Il est vrai qu'il a un excellent professeur à l'Elysée. L'élève s'identifie à son modèle.

LA CHANCELLERIE A FAIT LE MÉNAGE

François Mitterrand a eu l'art et la cruauté de mouiller son ministre jusqu'au cou. Qui a plus d'intérêt que le Garde des Sceaux à entraver la marche de la justice qui sonnerait le glas de sa carrière, embraserait le PS et l'Elysée ? Aux Etats-Unis où le pouvoir judiciaire est indépendant du pouvoir politique, une affaire semblable entraînerait le destitution du Président.

Ne rêvons pas ; il n'y aura pas de Watergate français. Le pouvoir joue la montre : il lui suffit de tenir quelques mois, jusqu'à ce que les faits soient couverts par la prescription. D'ici là, Nallet et Kiejman amuseront la galerie par des projets de réforme en trompe-l'œil et la promesse d'un procès au rabais qui ne concernera que les fraudes commises dans le Sud-Est. Et Henri Nallet n'a pas craint de préciser dans une interview parue dans *le Point* que tous les documents ne seraient pas joints à la procédure : *« Compte tenu de la loi d'amnistie de 1990, le reste des pièces ne m'a pas semblé mériter plus que ce qui a été accordé. »* Ce qui signifie que le dossier a été soigneusement lesté et épuré des documents qui mettraient en cause les seigneurs du PS et n'ont « pas semblé »utiles à M. Nallet.

Le procès est tronqué avant d'avoir commencé. La Chancellerie a fait le ménage.

Si toute la lumière était faite devant les tribunaux — toutes pièces à l'appui — elle mettrait à jour le double visage et le double langage du Président qui prêche la croisade contre *« l'argent qui pourrit et avilit la conscience des hommes »*, mais ferme les yeux sur les ressources impures. Comme le dit Tartufe : *« le scandale du monde est ce qui fait l'offense, et ce n'est pas pécher que pécher en silence »*.

■ **Pierre Deville**

POUR OU CONTRE

PEINE DE MORT : L'ÉTERNEL DÉBAT

Pour une majorité de Français, la peine de mort est un symbole de la justice et de l'autorité de l'Etat. Mais, contrairement à une idée reçue, elle ne fait pas l'unanimité à droite.

RÉSOLUMENT POUR

ANDRÉ GIRESSE

ANCIEN PRÉSIDENT DE LA COUR D'ASSISES

Le Choc du Mois : André Giresse, vous avez pris parti pour le rétablissement de la peine de mort. Qu'est-ce qui motive votre intervention dans ce débat public ?

■ **André Giresse :** Ma position part d'abord d'un premier constat. La justice en France est rendue au nom du peuple français. Je considère que les gouvernements doivent tenir compte du choix des Français, sur cette question de société comme sur les autres. Or, l'opinion des Français sur la peine de mort est sans ambiguïté. Le dernier sondage, réalisé il y a deux ou trois ans par la Sofres, montre que près des deux tiers d'entre eux se prononcent pour son rétablissement. Même dans l'électorat de gauche, c'est l'opinion majoritaire.

Comment expliquez-vous ce découplage entre la volonté des citoyens et l'action des hommes politiques ?

■ Je crois que certains politiciens, en particulier à droite, n'agissent pas en fonction de leurs convictions. Ils pensent davantage à plaire aux petits marquis de l'intelligentsia parisienne qu'à ceux qui les élisent.

Quels sont vos arguments en faveur de la peine de mort ?

■ Le premier est juridique. Le droit pénal admet le principe de la légitime défense. Les articles 328 et 329 du code pénal précisent les circonstances dans lesquelles il est admis de donner la mort à autrui pour se protéger. Les enfants, les personnes âgées, les otages, eux, se trouvent dans l'incapacité (physique ou de fait) de se défendre. La société doit se substituer à eux dans l'exercice de ce droit légitime.

Le second argument est d'ordre

(Suite page 18)

INCONDITIONNELLEMENT CONTRE

JEAN FERRÉ

DIRECTEUR DE RADIO COURTOISIE JOURNALISTE

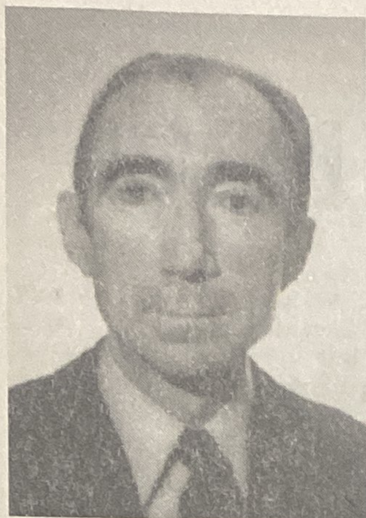
Jean Ferré, contrairement à beaucoup d'hommes de droite, vous vous êtes déclaré contre la peine de mort. Expliquez-nous pourquoi.

■ **Jean Ferré :** Je suis inconditionnellement opposé à la peine de mort, en temps de paix. Si je le proclame, ce n'est pas *bien que* je sois un homme de droite : c'est *parce que* je suis un homme de droite. Je ne reconnais pas la loi de la jungle, c'est-à-dire la loi du plus fort, celle du nombre, la démocratie. Je respecte trop les minorités qui nous ont donné les sciences, les arts, la morale, la civilisation. J'accepte de me soumettre au pouvoir de fait pour ce qui concerne la règlementation du quotidien : code de la route, code civil, code des douanes, etc., mais je récuse le pouvoir de fait lorsqu'il prétend ordonner cet acte extrême, irréversible et symbolique : la mise à mort d'un prisonnier, fût-il criminel.

De quand date votre position ?

■ Depuis mon enfance, à Poitiers, où j'ai entendu les salves des pelotons d'exécution de la Libération. Contrairement à bon nombre d'hommes de gauche, je suis hostile à la peine de mort dans tous les cas, y compris pour mes ennemis. Je ne souffre pas d'exception. Quand Maître Badinter sauva la tête de ce monstre qu'était Patrick Henry, je lui envoyai une lettre de félicitations, en lui demandant de remarquer la date de cette lettre, le 21 janvier, anniversaire de l'assassinat de Louis XVI. Il m'a répondu qu'il me comprenait et m'a promis que, s'il devenait un jour garde des Sceaux, il abrogerait la loi sur la peine de mort. Je suis en désaccord sur bien des points avec François Mitterrand et Robert Badinter, mais je leur suis reconnaissant d'avoir tenu parole. Sup-

(Suite page 18)



ANDRÉ GIRESSE : « LA JUSTICE EST RENDUE AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS. LES GOUVERNEMENTS DOIVENT TENIR COMPTE DE SON CHOIX. »

(Suite de la page 17)

logique. Notre pays a légalisé l'avortement en 1975, en dépit de la crise de la natalité. Or, les mêmes qui poussent des cris d'horreur à l'idée de condamner à mort un dangereux criminel acceptent sans broncher les 200 000 victimes innocentes que fait chaque année l'avortement. Je trouve cette attitude totalement illogique. Le sénateur Caillavet me paraît plus cohérent lorsqu'il fait de la légalisation de l'avortement (dont il est un défenseur) un argument décisif pour le rétablissement de la peine de mort.

Quant à l'argument religieux qui dit que la peine de mort est contraire à la tradition chrétienne, il repose sur une interprétation spécieuse des Ecritures. Le commandement *Tu ne tueras point* s'adresse à l'assassin potentiel d'une victime innocente. Je trouve que la position des évêques français est indéfendable de ce point de vue. Le pape Pie XII s'était d'ailleurs prononcé clairement à ce sujet.

Enfin, l'argument selon lequel les pervers ne seraient pas responsables de leurs actes constitue un sophisme. Si ces criminels sont inguérissables, s'ils sont toujours susceptibles de tomber sous l'empire de leurs démons intérieurs, comment peut-on envisager de les remettre en circulation ? Il y a lieu de souligner qu'il y a eu, ces dernières années, une augmentation considérable des assassinats d'enfants à la suite de la levée des tabous moraux et sociaux.

Croyez-vous à l'exemplarité de la peine de mort ?

■ Pour ce qui est des psychopathes, des drogués et des alcooliques, je ne pense pas que la peine capitale soit en mesure de les arrêter. En revanche, sur les instigateurs, les incitateurs, ceux qui commanditent ou organisent consciemment des crimes graves, cette menace a certainement de l'effet. Je note que les Etats-Unis ont rétabli la peine capitale dans la majorité des Etats.

Que pensez-vous de l'argument « moral » selon lequel l'abolition de la peine de mort serait un progrès décisif de l'humanité ?

■ C'est de la poudre aux yeux. M. Mitterrand et le parti socialiste, cela mérite d'être rappelé, ont soutenu la proposition de loi de Gaston Defferre qui prévoyait la peine de mort pour les trafiquants de drogue, en 1971, il y a moins de quatre lustres. Je ne vois vraiment pas où est le progrès moral. Je constate au contraire que jamais la régression morale n'a été aussi marquée. La société part en déliquescence, le mot civisme ne veut plus rien dire pour personne. En fait de progrès, il y a surtout un progrès de l'hypocrisie. Que penser de ceux qui s'opposent à l'exécution d'un assassin d'enfant mais qui ont tant souhaité la mort de leurs ennemis politiques lors de l'Epuration ou de la guerre d'Algérie (et qui ne sont pas loin de regretter, aujourd'hui encore, que la répression n'ait pas été plus sanglante) ? J'ai beaucoup plus d'estime pour les témoins de ces horreurs passées qui sont devenus, pour cette raison uniquement, des opposants à la peine capitale, en matière politique.

A propos d'hypocrisie, que pensez-vous des dernières affaires où la Justice est bafouée sans vergogne par les socialistes ?

■ Vous savez que j'ai été socialiste jusqu'en 1979, par opposition au gaullisme. La constitution de la Ve République a réduit le « pouvoir judiciaire » à « l'autorité judiciaire ». Le Conseil Supérieur de la Magistrature est composé de neuf membres exclusivement nommés par le Président de la République. M. Mitterrand l'avait dénoncé en son temps comme « l'alibi du régime » et avait promis le rétablissement de l'indépendance de la justice. Il n'a rien changé. Le cynisme des socialistes ne m'étonne pas, pas plus que l'hypocrisie de la droite dite civilisée. C'est le triomphe de la raison politicienne. Les corrupteurs s'auto-amnistient et font condamner par la justice ceux qui ne sont que les agents de leur propre corruption. Le juge Jean-Pierre est de gauche, on ne peut l'accuser de parti-pris personnel. Je tiens à saluer son courage, il a pris tous les risques pour que la vérité apparaisse.

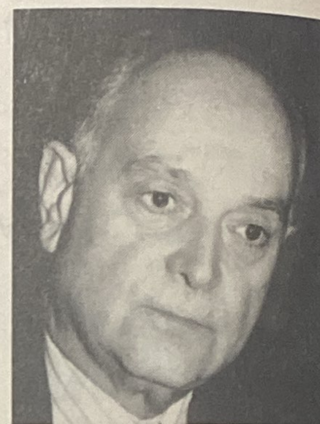
Qu'est-ce qui vous frappe le plus dans cette affaire ?

■ Le point positif est que tous les syndicats de magistrats, quelle que soit leur obédience politique, ont la même réaction de rejet. Mais, pour cette affaire comme pour les autres, je reste perplexe devant l'absence apparente de réaction de l'opinion publique. L'affaire Stavisky, en 1934, avait fait descendre les Français de toutes opinions dans la rue. C'était pourtant une bien petite affaire en comparaison du racket du parti socialiste dans tout l'hexagone et à Marseille en particulier.

Quelles solutions préconisez-vous pour une meilleure indépendance de la Justice ?

■ Le système français tend à assimiler depuis deux siècles la mission des magistrats à celle des fonctionnaires. La carotte de l'avancement est un des piliers de notre justice. En Allemagne, à l'inverse, un magistrat ne peut pas recevoir de décoration. Il faudrait supprimer l'Ecole Supérieure de la Magistrature et assurer un meilleur recrutement par voie de concours. Je crois surtout qu'il faut réformer le CSM, avec une majorité de juges nommés par leurs pairs et une extension de leurs prérogatives.

JEAN FERRÉ : « JE RÉCUSE LE POUVOIR LORSQU'IL PRÉTEND ORDONNER CET ACTE EXTRÊME, IRRÉVERSIBLE ET SYMBOLIQUE. »



(Suite de la page 17)

primer une loi que les électeurs réclament, c'est courageux quand on est démocrate. Je leur ai rendu hommage dans les colonnes du *Figaro Magazine*, en 1981.

Que répondez-vous aux objections concernant la remise en liberté des criminels et l'exemplarité de la peine capitale ?

■ Si des criminels sont remis inconsidérément en liberté, il ne faut pas incriminer la loi d'abrogation mais les gouvernants incapables de garder le temps nécessaire (toute une vie si besoin est) quelques centaines de bêtes fauves. Quant à l'exemplarité, je n'y crois pas. La criminalité susceptible d'une application de la peine de mort n'a pas augmenté depuis l'abrogation. Avant de condamner à mort quelqu'un, il faut l'arrêter : le début de la sagesse, ce n'est pas la peur du juge, mais la peur du gendarme.

■ **Propos recueillis par François Chesnay**

Radio-Courtoisie : 95,6 MHz à Paris.

HOMMAGE À SAINT-LOUP

LES MILICES JUIVES ONT ENCORE FRAPPÉ

Un hommage à Saint-Loup devait être rendu, le 20 avril, à la Maison des Mines, dans le cinquième arrondissement de Paris. Une association des amis de l'écrivain, constituée au moment de sa mort, avait prévu de donner la parole à Henri Fenet, Pierre Vial et Bruno Racouchot. A cette occasion, un livre d'hommage, *Rencontres avec Saint-Loup*, tiré à mille exemplaires numérotés, devait être présenté au public. Une vingtaine de personnes y avaient collaboré, parmi lesquels Jean Mabire, Philippe Conrad, Henri Fenet, Eric Lefèvre, Pierre Vial, Eric Simon-Marienne, Christine Mauduit, Bruno Racouchot, Jean-Jacques Mourreau, Goulven Pennaod, Jean-Claude Valla, Bernard Lugan, Philippe Randa et Michel Marmin.

Vers 14 h 10, soit un peu moins d'une heure avant l'ouverture de la réunion, une trentaine de nervis se réclamant du « Groupe d'action juive » (GAJ) ont fait irruption dans la salle où s'affairaient une quinzaine de sympathisants mobilisés pour la mise en place des stands. A deux contre un, armés de battes de base-ball et de barres de fer, la tête protégée par des casques de moto, ils ont cogné, cherchant à tuer, n'épargnant ni les femmes ni les personnes âgées. On releva treize blessés, baignant dans le sang, dont deux sexagénaires très grièvement atteints : un homme, qui fut hospitalisé avec une fracture du crâne, et une femme, qui était encore dans le coma quarante-huit heures après, et dont l'état inspirait les plus vives inquiétudes.

Cette odieuse agression n'a pas ému nos confrères de la presse parisienne. Le *Figaro* et le *Quotidien de Paris* du lundi 22 avril n'en ont pas soufflé mot. Quant à *Libération*, il a publié un compte-rendu bourré d'erreurs et particulièrement ignoble. L'auteur de l'article, un certain Alain Leauthier, prétend qu'il s'agissait d'une réunion destinée à commémorer l'« anniversaire d'Hitler », ce qui est rigoureusement faux, et semble trouver tout à fait normal que des nervis viennent fracasser des crânes. Il reconnaît d'ailleurs avoir rencontré des membres du GAJ, dont il cite les propos, et les précisions qu'il donne sur la manière dont l'agression a été conçue, tendent à prouver qu'il y a lui-même participé.

La police serait bien inspiré de lui poser quelques questions. Il est vrai qu'un responsable du commissariat a reconnu, dans la soirée, que les milices juives bénéficiaient de hautes protections et cité l'exemple de deux casseurs qui avaient été arrêtés, quelques jours plus tôt, alors qu'ils essayaient de casser la vitrine de la librairie de la Vieille Taupe, dans le même arrondissement, et qui avaient dû être libérés moins d'une heure après !

Dans la rue, devant les trois cents personnes qui avaient voulu s'associer à cet hommage, les responsables des Amis de Saint-Loup ont promis qu'une autre réunion se tiendrait au mois de juin, avec les moyens de protection nécessaires. Bien entendu, le *Choc* vous informera en temps utile de la date et du lieu qui seront choisis. En attendant, vous pouvez, et, compte tenu de ce qui s'est passé, je serais tenté de dire vous devez vous procurer *Rencontres avec Saint-Loup* . Il vous suffit d'adresser un chèque de 100 francs à l'Association des amis de Saint-Loup (20, rue Boyer-Barret, 75014 Paris).

■ Jacques Devidal



Ils ont cogné, cherchant à tuer, n'épargnant ni les femmes ni les personnes âgées.. Quand cessera le scandale de leur impunité ?

GUERRE DU GOLFE : LES LANGUES SE DÉLIENT

On a beaucoup évoqué le rôle des médias et particulièrement de la télévision dans le conflit du golfe, guerre de voyeurs bien que guerre invisible. Offusqués que la moindre perversité leur soit attribuée, les stars du vingt heures avaient alors repoussé les présomptions de morbide avec l'indignation de vierges effarouchées.

Le temps, c'est bien connu, efface la douleur; il délave aussi les scrupules : trois mois après son déclenchement, la reconquête du pétrole Koweïtien n'est plus qu'un bon souvenir pour les chevaliers de l'Audimat. La confiance du public retrouvée grâce aux Kurdes, leurs témoignages gagnent en spontanéité, permettant même de replacer certains événements majeurs dans des perspectives historiques insoupçonnées.

Ainsi la date apparemment anodine du 16 janvier, retenue pour le lancement du bombardement de l'Irak, n'a pas été choisie au hasard. Le 16 avril Jean-Claude Narcy, présentateur du Journal de la nuit sur TF1, livre au *Figaro* une explication inédite :

« Le soir du 16 janvier, c'est au moment où nous fêtions mon anniversaire qu'est tombée la nouvelle de la déclaration de guerre ; nous avons été les premiers à donner l'information... »

Une telle confidence, navrante d'honnêteté, affranchit son auteur de tout soupçon de cynisme. Et si, à l'instar de leur collègue de Télé-Béton, les autres évêques cathodiques réclamaient ce genre de cadeau ? Le conseil du mois : évitez de prendre l'avion dans la nuit du 15 au 16 mai, c'est un anniversaire très important.

■ Jean-Albert Louis

CHRONIQUE

CARNETS DE VOYAGE EN ABSURDIE

PAR JEAN-CLAUDE VALLA

Dans ce pays, il y a des juges qui prennent un plaisir malsain à mettre leur nez là où il ne faut pas, qui se permettent de perquisitionner à tort et à travers, qui profitent du jour du Seigneur pour faire irruption dans les bureaux d'honorables sociétés et qui, par je ne sais quelle perversité de l'esprit, ont fini par s'imaginer que les plus hautes autorités morales du parti socialiste pouvaient avoir trempé dans de viles affaires de détournement de fonds, de corruption ou de trafic d'influence.

◆

LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE LA VICTOIRE DE LA LUMIÈRE SUR LES TÉNÈBRES

◆

Alors que la France entière se prépare à célébrer, dans l'émotion et le recueillement, le dixième anniversaire de la victoire de la Lumière sur les Ténèbres, un petit juge se permet de faire les poubelles et de rameuter la presse. Parce qu'il ne supporte pas le parfum de l'encens qui monte du peuple reconnaissant vers le Dieu vivant, ce freluquet aimerait bien nous gâcher notre fête.

Heureusement, il y a encore des juges qui travaillent sérieusement, qui obéissent au garde des Sceaux au lieu de lui chercher des poux dans la tête et qui préfèrent traquer la Bête immonde plutôt que d'imaginaires pots-de-vin. Il faut les en féliciter et, leur modestie dût-elle en souffrir, inscrire leurs noms au tableau d'honneur de la République. Pour André Grellier et les deux juges de la XVII[e] Chambre, M. Laporte et Mme Marlier, qui ont condamné Robert Faurisson et le *Choc du mois* à quarante briques d'amendes et de dommages intérêts, hip, hip, hip, hourra !

Grâce à ces intrépides magistrats, onze associations nécessiteuses vont pouvoir enfin payer leur note de gaz et de téléphone : l'Union départementale des déportés, internés et victimes de guerre de la Seine, le Comité d'action de la résistance, l'Amicale des anciens déportés d'Auschwitz, l'Union nationale des associations de déportés internés et des familles de disparus, la Fédération nationale des déportés et internés de la résistance, l'Association nationale des anciens combattants de la résistance, la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes, l'Union des tziganes et voyageurs de France, l'Amicale des anciens déportés de Buna-Monowitz (Auschwitz III) ... bon, je ne vais pas les énumérer toutes, sinon vous risqueriez de vous endormir comme le malheureus greffier de la XVII[e] chambre !

◆

LA XVII[e] CHAMBRE, C'EST LA ROUE DE LA FORTUNE !

◆

Mais, avouez que ça fait du monde. Je ne pensais pas que les associations de survivants étaient aussi nombreuses ! C'est vrai qu'il y a, dans le lot, l'Association des fils et filles de déportés. Demain, quand tous les descendants, ascendants et collatéraux créeront à leur tour des associations, ça va être la roue de la fortune. Dring ! deux briques pour les petits-fils et petites-filles des déportés d'Auschwitz XVII... Dring ! deux briques pour les petits-neveux et petites-nièces des internés patriotes de Vaison-la-Romaine ... Dring ! deux briques pour les belles-mères des victimes de guerre de Wallis-et-Futuna ... Dring ! deux briques pour les filleuls et filleules des disparus ... Dring ! deux briques pour les enfants naturels des péripatéticiennes résistantes du One Two Two ... Dring ! Dring ! Dring ! A tous les coups on gagne !

Si les socialistes n'avaient pas été aussi désintéressés, ils auraient pu se mettre sur les rangs. Dring ! deux briques pour l'Amicale des résistants décorés de la Francisque... Dring ! deux briques pour la Fédération des mouvements de résistance non-homologués... Dring ! Dring ! Dring ! Ça rapporte autant que les fausses factures et c'est moins dangereux !

Mais on ne peut pas laisser les juges faire tout le travail à notre place. Nous devons, nous aussi, nous mobiliser contre l'immonde révisionnisme. Saviez-vous qu'une manifestation est organisée, chaque mardi à 18 heures, devant la librairie parisienne de la Vieille Taupe, 12 rue d'Ulm ? Hélas, malgré les appels courageux de la LICRA, de Pierre Vidal-Naquet, de Madeleine Rébérioux, de Jacques Le Goff, de Laurent Schwartz, d'Etiemble, de Serge et de Beate Klarsfeld, ce sont toujours les mêmes — quelques dizaines de jeunes gens de l'Ecole normale supérieure — qui sont obligés de jeter des boules puantes et des oeufs pourris

contre la devanture diabolique.

◆

IMAGINEZ SIX MILLIONS DE MANIFESTANTS CONTRE LA VIEILLE TAUPE !

◆

Qu'attendez-vous pour aller leur donner un coup de main ? N'ayez pas peur de descendre dans la rue. Imaginez l'impact d'une manifestation qui rassemblerait six millions de démocrates et que la classe politique enfin réconciliée honorerait de sa présence ! Imaginez François Mitterrand, Jacques Chirac, Laurent Fabius, François Léotard, Pierre Joxe, Simone Veil, Jean-Claude Gayssot, Michel Noir et beaucoup d'autres, tous à la queue leu leu, venant jeter un sort à la Vieille Taupe ! Après une si belle démonstration, on ne pourrait plus nous raconter n'importe quoi sur les chambres à gaz !

Mais il faut traquer la Bête révisionniste partout où elle se cache. Moi, si j'étais Jean Pierre-Bloch, j'inviterais tous les démocrates et tous les enfants des écoles à se rendre à Colombes, chaque jeudi, pour y manifester devant la boite postale 122. C'est celle de la *Revue d'histoire révisionniste*. Il est intolérable que des chèques d'abonnement de 200 francs puissent y arriver dans l'indifférence générale.

Le plus grave, c'est que les funestes idées du professeur Faurisson ont depuis longtemps franchi les frontières. La presse en a peu parlé, mais, en pleine crise du Golfe, le magazine du Croissant-Rouge palestinien, *Balsam*, a publié un article qui reprenait à son compte les thèses révisionnistes. Aussitôt, le directeur du Centre européen de la Fondation Simon-Wiesenthal, Shimon Samuels, s'est précipité à Genève pour demander à Cornelio Sommarauga, le président du Comité international de la Croix-Rouge, d'exclure le Croissant-Rouge palestinien, mais celui-ci n'a, au sein du CICR, qu'un statut d'observateur, que seule une conférence internationale pourrait remettre en cause.

◆

UNE DANGEREUSE TERRORISTE DE 13 ANS ABATTUE AU MOMENT OU ELLE LANÇAIT DES PIERRES

◆

J'en tire la conclusion que l'on a bien raison de se méfier des Palestiniens. Les Koweitiens en ont corrigé quelques uns et s'apprêtent à en juger d'autres pour crimes de guerre. Bravo ! On ne regrette pas de les avoir libérés ! Quant aux Israéliens, ils savent depuis longtemps à quoi s'en tenir sur ces gens qui ont eu le culot de profiter de la dispora juive pour s'installer sur des terres qui ne leur appartenaient pas. Pour maintenir l'ordre, l'armée israélienne est obligée d'employer des tireurs d'élite. Voici quelques mois, une dangereuse terroriste de treize ans, qui lançait des pierres, a été mise hors d'état de nuire. D'une balle en pleine tête. Les honnêtes gens sont rassurés !

Mais les Nations-Unies ne ratent jamais une occasion de dénigrer Israël. Dans un rapport publié le 12 avril, Javier Perez de Cuellar s'apitoie sur le sort des Palestiniens : *« La poursuite de pratiques telles que le couvre-feu, les détentions administratives et les châtiments collectifs, fermetures d'écoles et démolitions de maisons, qui constituent autant de violations de la quatrième convention de Genève, est une source de préoccupation. »* Que les Nations-Unies se mêlent de leurs oignons ! On les a sonnées, que je sache, pour s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Irak, pas dans celles d'Israël !

◆

LA BÊTE IMMONDE A ENCORE FRAPPÉ... CHEZ LES ÉCOLOS !

◆

C'est comme nos écolos. On veut bien qu'ils se battent pour la protection de l'environnement, surtout celui de nos maisons de campagne, mais, quand on lit, sous la plume de Jean Brière, ancien porte-parole du mouvement, qu'Israël est *« un Etat raciste, théocratique, militariste, expansionniste, ayant une politique fondée sur une logique de guerre permanente »* et qu'aux Etats-Unis, *« le poids du lobby juif a été déterminant pour faire pencher la balance en faveur de la guerre »*, on se dit que la Bête immonde a encore frappé, sournoisement, là où on ne l'attendait pas. Finalement, le Collège exécutif des Verts a pris une mesure de suspension provisoire à l'encontre de cet énergumène, mais Antoine Waechter n'a pas pu s'empêcher de le défendre, en disant que c'était *« un militant de longue date des droits de l'homme »*.

Je me demande parfois si l'on ne devrait pas interdire aux non-juifs de parler des juifs. Cela leur éviterait de dire des conneries. Le problème, c'est qu'il peut aussi arriver aux juifs de dire des conneries. Tenez, j'ai sous les yeux un article du *Monde* sur les premières Assises nationales du judaïsme laïque et humaniste, qui se sont tenues à Paris, les 6 et 7 avril derniers. Si vous saviez ce qui s'y est dit ! *« Je ne supporte plus que les rabbins parlent au nom de l'ensemble des juifs,* a lancé une participante. *Je ne me sens pas ambassadrice d'Israël. »* L'historien Benjamin Stora a reproché aux sépharades venus d'Afrique du nord d'avoir apporté avec eux *« une perception coloniale des Arabes »*. Un autre intervenant s'est inquiété d'*« un certain repli ghettoïque communautaire »*, tandis que Mme Violette Attal-Lefi, secrétaire général de l'Association pour un judaïsme humaniste et laïque, a déclaré que l'identité juive ne devait pas se réduire *«à la triade Israël-religion-Shoah»*. Majoritairement agnostiques, les participants ont adopté cette formule : *« Pour être juif, il suffit de le vouloir »*. Réflexion faite, je veux bien en être. Mais où faut-il écrire ? Et ça coûte combien ?

MONSEIGNEUR LEFEBVRE

IL A SAUVÉ L'HONNEUR DE L'ÉGLISE

◆

Mardi de Pâques 1991. Le soleil n'a pas encore franchi les Alpes Pennines, mais il illumine déjà la vallée du Rhône. La neige qui couronne l'autre versant montagneux étincelle dans le ciel bleu. La chaude lumière du matin chassera peu à peu l'ombre fraîche de la pente où s'élèvent les bâtiments du séminaire d'Econe. Face à la vallée et aux montagnes éclairées, une tente immense se dresse dans la prairie au-dessous du séminaire.

Tout à l'heure y sera célébrée la Messe de funérailles de Mgr Lefebvre. Les quatre mille places assises de la tente sont déjà occupées. On remarque dans les premiers rangs une bonne centaine de religieuses représentant les congrégations « traditionalistes ». Seules manquent les cloîtrées qui, comme les carmélites des sept couvents fondées par la sœur de Mgr Lefebvre, s'unissent par la prière à la cérémonie.



Tandis que la chorale chante des psaumes, le long cortège descend lentement du séminaire vers la la prairie.



Un flot ininterrompu de fidèles monte vers la prairie. Ils seront peut-être dix mille à se serrer entre la tente et le séminaire. Certains viennent de très loin. Les Français sont nombreux. On voit beaucoup moins de jeunes gens et d'enfants que dans les chapelles et les pèlerinages « traditionalistes » : l'école et le métier ont leurs exigences. On remarque néanmoins de ces familles nombreuses, sages et épanouies, qui préparent le retour à la tradition.

Tradidi et quod accepi : « j'ai transmis ce que j'ai reçu ». Cette phrase, dont Mgr. Lefebvre voulait faire l'épitaphe de sa tombe, résume l'action de toute sa vie. Et ce qu'il a reçu, il a commencé à le recevoir au sein d'une famille semblable à celles que nous voyons dans la prairie d'Ecône.

Marcel Lefebvre vit en effet le jour à Tourcoing en 1905 dans une famille nombreuse attachée à la Tradition catholique et française. Une tradition vécue. Tradition française : arrêté en 1941 pour des actes de résistance, Monsieur Lefebvre devait mourir dans un bagne allemand en 1944.

Tradition catholique : toute la vie familiale en était imprégnée. Mme Lefebvre vivra et mourra comme une sainte. Cinq de ses enfants entreront en religion.

Troisième des cinq, Marcel reçut aussi beaucoup du séminaire de Rome où, entré à 18 ans, il resta six années. On l'y remarqua pour sa douceur et sa sérénité qui lui valurent le surnom de « l'ange du séminaire ». Mais, surtout, il y acquit une sûreté et une solidité doctrinales exceptionnelles sous la direction du célèbre Père Le Floch. Il en sortira avec les titres de docteur en philosophie et de docteur en théologie.

FONDATEUR DE SÉMINAIRES

Prêtre en 1929, il se tourne vers les missions d'Afrique après un an de vicariat dans la région lilloise. Devenu Père dans la congrégation du Saint-Esprit, il restera au Gabon de 1932 à 1945 comme professeur de dogme puis directeur du grand séminaire de Libreville.

De profundis clamavi ad te Domine : « du fond de l'abîme je crie vers vous Seigneur ». Il est maintenant neuf heures. Tandis que la chorale chante des psaumes, un long cortège descend lentement du séminaire vers la tente de la prairie. D'abord, sur les deux files, une vaste cohorte de séminaristes en surplis blancs ; ils viennent des six derniers séminaires fondés par Mgr Lefebvre, celui d'Ecône et ses cinq frères plus récents. Depuis Libreville, le Père Marcel, comme on l'appelait en Afrique, a toujours eu pour premier souci de foncer des séminaires afin de donner à l'Eglise de saints prêtres bien formés.

Derrière les séminaristes, avancent plus de deux cents prêtres. Des robes de bure de différentes couleurs se mêlent aux soutanes ; elles revêtent les représentants des monastères et communautés « traditionalistes ». Prêtres séculiers ou religieux, la plupart doivent leur ordination à celui dont le cercueil nu apparaît maintenant porté sur leurs épaules par six prêtres choisis parmi les premiers collaborateurs.

Le supérieur de la Fraternité Saint Pie X, l'abbé Schmidberger, ferme la marche avec les quatre jeunes évêques sacrés en 1988 par Mgr Lefebvre. L'un d'eux, Mgr Tissier de Mallerais, va célébrer la messe des funérailles.

Les sacres de 1988 n'étaient pas les premiers de Mgr Lefebvre. Jouissant de l'estime et de la confiance du grand pape Pie XII, le Père Marcel, évêque dès 1947, avait été nommé en 1948 délégué apostolique pour toute l'Afrique francophone.

SON ŒUVRE RESTE VIVANTE

On vit dès lors, pendant des années, Mgr Lefebvre sillonner inlassablement la savane et la forêt africaines, créant des diocèses, fondant des monastères, construisant des églises, ouvrant partout des écoles. Son œuvre fut considérable et, bien que gravement endommagée à la suite du Concile, elle reste encore vivante.

Devenu en 1955 le premier archevêque de Dakar, il laissera dès 1962 son siège à l'un de ses disciples africains. Il prend alors, comme supérieur général, la direction de sa congrégation, celle des Pères du Saint Esprit, la plus importante des congrégations missionnaires.

Bannis des voûtes des cathédrales, les chants montent vers la voûte azurées des cieux. La « modern' liturgie »

INTERDICTION DE CONVERTIR

Quelques jours avant la mort de Mgr Lefebvre, le 25 mars dernier, la LICRA se flattait d'avoir fait condamner le prélat pour propos racistes. Belle victoire, en vérité, contre l'ancien archevêque de Dakar, lui dont toute la vie est celle d'un missionnaire ! Il est vrai qu'il est sans doute condamnable désormais de vouloir évangéliser. C'est en tous cas ce qu'a laissé entendre Mᵉ Zaoui, l'un des avocats de la LICRA, lors du procès en première instance puisque, pour lui, les trente ans passés en Afrique par Mgr Lefebvre pour convertir les âmes, semblaient constituer un témoignage à charge. Lorsqu'il a rappelé les propos du prélat au cours de son sermon de jubilé, selon lesquels L'Eglise ne doit pas dialoguer, comme engage à le faire Vatican II, mais *convertir*, l'avocat a commenté : *« rien que cela constitue une provocation à la haine et à la discrimination »*.

Les juges ont dû l'entendre ainsi, puisque la condamnation en appel du 21 mars dernier, non seulement confirmait le délit de « diffamation raciale » retenu en première instance, mais retenait celui qui avait été écarté le 12 juillet 90 de « provocation à la discrimination ». La phrase incriminée, prononcée le 16 novembre 89 en conférence de presse par celui qui avait été délégué apostolique du Saint Siège dans toute l'Afrique francophone, évoquait la présence des musulmans en France et prédisait : *« Ce sont vos femmes, vos filles, vos enfants, qui seront kidnappés et emmenés dans des quartiers réservés comme il en existe à Casablanca »*. Le mot *« kidnappés »* a valu une amende qui est passée de 5 000 F en première instance (plus de 2 000 F pour la LICRA et 15 000 F pour trois insertions dans les journaux) à 8 000 F en appel.

Le sentiment sur cette affaire de Mᵉ Rémy, avocat chargé, avec Mᵉ Wagner, de la défense de Monseigneur Lefebvre ? Tout d'abord l'étonnement devant cette seconde condamnation, plus lourde que la première. *« Autant, en première instance, le parquet avait semblé appuyer la démarche de la LICRA,* explique Mᵉ Rémy, *autant, devant la Cour, l'avocat général semblait dubitatif quant au bien-fondé du procès. Mais chacun sait combien peuvent être trompeuses les impressions d'audience ! Enfin et surtout, j'ai été profondément choqué par l'attitude des avocats de la partie adverse, qui allaient manifestement au-delà de leurs prérogatives professionnelles. Un avocat se doit de garder probité et intelligence, même lorsqu'il attaque une cause qu'il déteste. » « Ce que regrette Lefebvre* (sic), *c'est la conversion des peuples à marche forcée dans ces colonies pour la plus grande gloire de Dieu, ou plutôt de ses évêques »*, a osé déclarer Mᵉ Charrière-Bournazel. Que croire, de cette affirmation ou du témoignage de Mgr Thiandoum, successeur de Mgr Lefebvre à Dakar, quand il déclare au *Figaro* (28 mars 91) que l'œuvre de son prédécesseur *« a constitué en Afrique une sorte de Pentecôte »*, et qu'il a laissé *« l'exemple d'un missionnaire prestigieux »* ? Mgr Thiandoum a rappelé d'autre part que Mgr Lefebvre avait été le premier à demander l'acceptation des musulmans dans les écoles privées catholiques. Est-ce là un comportement raciste ?

Le soir même du 21 mars, Mᵉ Rémy et Mᵉ Wagner décidaient d'introduire le pourvoi en cassation. Mais la Providence elle-même est intervenue. De par la mort de Mgr Lefebvre, l'action publique est éteinte, l'affaire classée... l'amende ne sera point payée ! Monseigneur Lefebvre n'a pas eu connaissance de cette dernière condamnation. La justice de Dieu l'a délivré de l'injustice des hommes.

■ Anne Le Pape



Mgr Tissier de Mallerais, l'un des quatre jeunes évêques sacrés en 1988 par Mgr Lefebvre, célèbre la messe de funérailles. L'abbé Schmidberger prononce l'homélie.

s'est privée de la splendeur des Messes de requiem. Trop tristes, paraît-il, comme si la mort était devenue gaie.

La cérémonie se déroule, non pas triste, mais sérieuse, sereine, harmonieuse, majestueuse. *« Donnez-leur, Seigneur, le repos éternel et que votre lumière luise à jamais sur eux »*.

La mort, c'est le passage. Le repos pour le juste, mais d'abord le jugement. Il n'y a pas de jugement que n'accompagne la crainte. La chorale et les fidèles entonnent maintenant : *Dies irae, dies illa* : « jour de colère que ce jour-là ».

Jour de colère, jour de deuil que celui où Jean XXIII ouvrit le Concile dont ses prédécesseurs avaient ajourné le projet lorsqu'ils eurent constaté la place prise dans l'Eglise par l'hérésie moderniste vainement condamnée par saint Pie X. Le pape avait cru parer au danger en confiant l'organisation de ce Concile à une commission préparatoire doctrinalement sûre, dont Mgr Lefebvre faisait partie.

LA CATASTROPHE DU CONCILE

Vaine précaution, car, par une sorte de coup de force, la faction moderniste



Il ne renonça pas à la lutte. S'il ne pouvait empêcher la destruction de l'Eglise, du moins voulut-il en commencer la reconstruction dans la fidélité à la Tradition bimillénaire.

prit le Concile en main dès son ouverture. Mgr Lefebvre, aidé de quelques autres évêques, combattit la subversion, mais la masse des pères conciliaires, trop nombreux et mal informés, ne chercha même pas à résister.

La tempête, on le sait, ébranla et même détruisit en grande partie le vénérable édifice de l'Eglise. Les Pères du Saint-Esprit ne furent pas épargnés et, pour ne pas entériner leur dérive, Mgr Lefebvre dut renoncer en 1968 à son mandat de supérieur général.

Il ne renonça pas pour autant à la lutte. Bien au contraire. S'il ne pouvait empêcher la destruction, du moins voulut-il commencer la reconstruction dans la fidélité à la Tradition bimillénaire. Dès 1970, c'est la fondation de son premier séminaire qui s'installe à Ecône l'année suivante avec les autorisations religieuses officielles. Le mal ne cesse de s'étendre. Ecône est menacé. Mgr Lefebvre, en 1974, dénonce la Rome néo-moderniste et néo-protestante. Rome riposte par un simulacre de procès et une condamnation à la suspense en 1976.

INÉVITABLE RUPTURE

L'œuvre se développe cependant avec beaucoup de vigueur et se répand peu à peu dans le monde entier. Mgr Lefebvre sait qu'il ne vivra plus longtemps et qu'il doit assurer la survie après lui de ses fondations. Faute de pouvoir compter sur Rome, il prend la seule décision raisonnable en sacrant des évêques en 1988.

Mgr Lefebvre a rempli sa mission. Il ne lui reste plus, après toute une vie de prière et de lutte, qu'à attendre l'heure du repos. Elle ne tardera pas.

Le 8 mars 1991, il célèbre sa dernière messe et, malgré les souffrances qu'il ressent depuis la veille, il part pour Paris. Mais il faut le rapatrier d'urgence en Suisse et l'hospitaliser à Martigny. Le 11, conscient de son état tout en gardant son humour souriant, il reçoit l'extrême-onction. Le 15, on diagnostique enfin une grosse tumeur cancéreuse que l'on opère le 18.
Le 23, il offre ses souffrances pour l'Eglise et pour la Fraternité Saint-Pie X. Ce seront ses dernières paroles. Son état s'aggrave en effet et il s'éteint dans la nuit du 24 au 25.

La cérémonie se termine, la chorale chante *In paradisum deducant te angeli* : « que les anges te conduisent jusqu'au paradis ». La dépouille mortelle de l'évêque fidèle s'avance, portée dans son cercueil nu, accompagnée du cortège des prêtres entre deux haies de séminaristes. Elle remonte vers le séminaire où l'attend sa tombe. C'est là, au milieu des siens, que reposera celui qui, comme l'a dit dans son homélie l'abbé Schmidberger, *« a sauvé l'honneur de l'Eglise. »*

■ **Daniel Raffard de Brienne**

LIVRES

SAINTE CLOTILDE, PAR GODEFROY KURTH

496 est une dates essentielles de l'Histoire de France. Cette année-là le roi des Francs, Clovis, fut baptisé à Reims par saint Rémi. Il devint ainsi le fondateur de la monarchie très chrétienne qui devait gouverner la France jusqu'à la Révolution.

Beaucoup s'apprêtent déjà à fêter dignement en 1996 le quinzième centenaire de cet événement. Parmi eux (car Clovis a régné aussi sur la future Belgique) figure la courageuse petite maison d'édition belge Hovine (1) qui entreprend de publier quelques livres en vue de cette commémoration.

Le premier de ces livres est la réédition d'une excellente biographie de sainte Clotilde, l'épouse de Clovis, qui amena son mari à recevoir le baptême. L'ouvrage, bref et de lecture facile, est dû à un ancien professeur de Liège, Godefroy Kurth, qui a su se limiter aux données historiquement établies.

Le moindre agrément de l'ouvrage n'est pas la préface écrite par l'abbé Pierre Caillon dans ce style familier qui fait le charme de ses cassettes sur Fatima.

(1) Editons Hovine, 33 rue Longue, 7713 Marquain (Belgique)

RIAUMONT, CITADELLE DE L'ESPÉRANCE, PAR RÉMI FONTAINE

Les éditons ELOR ont publié sous ce titre un magnifique album consacré à la vie et à l'œuvre du Père Revet. Papier de qualité, beaucoup d'excellentes photos, dessin original de Pierre Joubert, préface de Serge Dalens et très beau texte de Rémi Fontaine, tout est réuni pour faire un livre d'un intérêt exceptionnel.

Le Père Revet, un colosse et aussi un géant de la foi que nous nous honorons d'avoir connu, consacra sa vie au scoutisme et à l'éducation des enfants sinistrés sociaux. Fidèle comme une roc à la Tradition catholique et française, et pour cela la cible privilégiée de toutes les subversions, il dut soutenir de très durs combats qui le menèrent au tombeau en 1986. Mais après la victoire.

Son œuvre continue au village de Riaumont qu'il a bâti dans une oasis de verdure en plein minier. D'étonnantes et belles maisons y accueillent des enfants à protéger et à élever. Elles sont le point de ralliement de troupes de scouts. Elles abritent enfin la communauté religieuse, à la fois scoute et bénédictine, fondée par le Père Revet peu d'années avant sa mort et actuellement en plein développement.

Tout cela se trouve décrit dans le beau livre que tous les amoureux du scoutisme apprécieront (1).

■ D. R. de B.

**(1) 295 F Franco au profit du village.
Association Notre-Dame de Riaumont,
B.P. 28 62800 Liévin**

KURDES

CES PESHMERGA DONT PERSONNE NE VEUT VRAIMENT...

◆

L'hypocrisie occidentale atteint des sommets. En encourageant la rébellion kurde pour renverser le régime irakien, les coalisés ont créé une situation impossible dont les Kurdes sont les premières victimes.

◆

Nos maîtres-à-penser ont de bien curieuses réactions. Ainsi, après avoir fermé les yeux sur les « exploits » — dont on se demande aujourd'hui s'ils ne furent pas l'occasion d'inaugurer la bombe à neutrons — des forces coalisées contre les Irakiens (civils et militaires) fuyant sur l'autoroute Koweït-Bassorah, voilà qu'ils s'émeuvent parce que l'armée irakienne réprime une rébellion sur les routes de montagne du Kurdistan. Il est curieux que l'on s'occupe enfin des Kurdes, dont la situation, pendant le conflit Iran-Irak, n'a guère ému les consciences, si l'on excepte le « gazage » qui fut en réalité le fait des Iraniens (1). C'est que, au fond, on ne s'est jamais soucié de tenir les promesses du traité de Sèvres.

LE DILEMME IRAKIEN

Il faut considérer l'attitude de tous les acteurs du drame avant de crier une fois de plus haro sur le baudet irakien. Les Kurdes sont de loin la minorité la plus importante du pays. Mais à la différence des autres ethnies — Turcomans, chrétiens assyriens et chaldéens — ils ne veulent pas cohabiter avec la majorité arabe, pas plus d'ailleurs qu'avec aucun des autres peuples majoritaires dans les différents Etats entre lesquels ils sont répartis.

Outre un certain nombre de revendications, le problème est que les Kurdes sont largement majoritaires dans le nord et le nord-est du pays, alors que les Turcomans se retrouvent surtout autour de Kirkouk et que les Assyriens, Chaldéens et Arméniens, vivent essentiellement dans les provinces de Ninive et Dohouk. Conscient du problème, lors de sa venue au pouvoir, le Parti Baas fixait parmi ses objectifs prioritaires le *« rétablissement de la paix entre les Irakiens »* et publiait une proclamation censée jeter les bases des rapports entre Arabes et Kurdes.



Massoud Barzaini, un des principaux dirigeants du PDK (Parti démocratique du Kurdistan irakien).

En 1974, Bagdad promulguait la loi, toujours en vigueur, (que semble ignorer Jacques Delors) d'autonomie interne aux régions peuplées en majorité de Kurdes. La nouvelle région administrative regroupait les gouvernorats de Suleymaniyeh, Erbil et Dohouk. Mais ces propositions, une fois entrées en application, ne parvinrent jamais à résoudre le problème de l'insurrection du Kurdistan qui bénéficiait à l'époque d'un chef de premier plan en la personne de Mollah Mustapha Barzaini. Cependant, la nouvelle formule allait séduire certains membres du Parti Démocratique du Kurdistan. Ces derniers, placés sous l'aile de Bagdad, faisaient scission et créaient un PDK bis favorable aux thèses autonomistes telles qu'elles étaient formulées par le pouvoir central. Cette politique régionale, si elle ne permet pas de résoudre le problème de fond, n'est pas sans avantages pour Bagdad. Ainsi, les Kurdes ralliés au régime joueront notamment un rôle non négligeable dans le conflit Iran-Irak.

Curieusement, les Kurdes bénéficient en Irak du statut le plus favorable et font l'objet de la répression la plus implacable. Bagdad ne peut tolérer que les bornes soient dépassées. A cet égard, la révolte de ces derniers mois apparaît comme une tragique erreur. Massoud Barzaini et Jalal Talabani ont voulu profiter de l'affaiblissement des forces irakiennes, mais l'entreprise a dépassé leurs propres forces (ils disposent de moins de 40 000 hommes au total). Reste aujourd'hui aux populations civiles, rapidement abandonnées par leurs chefs, à faire face à la reprise en main d'une administration centrale qui voit dans ce soulèvement comme une trahison pure et simple !



Depuis 1974, les Kurdes irakiens bénéficient d'un statut relativement favorable, avec la reconnaissance par Bagdad d'une autonomie interne.

LE JEU D'ANKARA

Ayant ainsi les yeux fixés sur la partie irakienne du Kurdistan, on en oublie le peu de cas que fait de sa minorité kurde ce « bon allié » de l'Occident qu'est M. Turgut Ozal. Or, à bien y regarder, la situation n'est guère plus brillante ! Ainsi, les dix millions de Kurdes de nationalité turque auront dû attendre (et pour une partie d'entre eux, en prison) le 25 janvier dernier pour avoir le droit d'user de leur propre langue sur le territoire national. Et, bien que les opérations militaires aient officiellement cessé, les faits montrent que les Kurdes sont toujours aussi mal traités, mais d'une autre manière. Profitant des travaux des grands barrages : Ataturk, Keban et Karakaya (sur l'Euphrate) et Menzelet et Altinkaya (sur le Tigre), le gouvernement a mis en place une politique de déportation des populations Kurdes bien pire que celle de Bagdad (et dépourvue de l'excuse de la guerre) et qui devrait s'accentuer au fil des ans. En effet, au travers de ce qu'Ankara appelle le Guneydogu Anadolu Projesi, le gouvernement espère « reconvertir » le Sud-Est du pays, c'est-à-dire surtout les zones de peuplement kurde. Or, si Ankara n'est guère avare de chiffres en ce qui concerne les mètres cubes de terre déplacés, rien n'est dit quant au sort des habitants.

La guerre du Golfe a permis d'accélérer cette politique. Pour l'opposition kurde, un demi-million de personnes auraient d'ores et déjà quitté la région. Mais l'exode forcé des Turcs kurdes remonterait en fait à un an et se fonderait — outre la loi martiale jamais abrogée au Kurdistan — sur des lois d'exception. N'avoir rien fait pour protéger les populations civiles kurdes en cas de guerre chimique avec l'Irak relève à l'évidence du même but, tout comme l'absence de mesures économiques pour compenser l'arrêt des convois de camions-citernes en provenance d'Irak.

ET DES AUTRES...

Si les Kurdes ont toujours eu des « contacts extérieurs » pour armer leur rébellion, ils ont toujours su garder une certaine indépendance et finalement bien gérer une cause considérée par beaucoup d'observateurs comme perdue. Cette analyse est aujourd'hui dépassée. Leur projet de renverser militairement le régime de Saddam Hussein s'explique difficilement sans les promesses de l'Occident. En effet, il est à noter que de l'invasion du Koweït à son évacuation, les hommes de Massoud Barzaini et Jalal Talabani n'ont pas bougé d'un pouce. Ce n'est qu'après que les agresseurs de l'Irak se furent résignés à voir le président irakien rester en place que les *Peshmerga* ont pris les armes et se sont imprudemment aventurés au-delà de leurs montagnes. Etrange stratégie et curieux calendrier qu'il est intéressant de rapprocher des dernières visites de Jalal Talabani à Riyad et de Massoud Barzaini en Israël, et des déclarations ambiguës de George Bush. A qui fera-t-on croire que ces habitués de la résistance contre Bagdad, Ankara, Téhéran et Moscou ont pu tenter une telle aventure sans assurances ? Leur erreur — de taille — aura été de se fier à de belles paroles et d'oublier qu'être à la fois indo-européen, musulman et pauvre n'a jamais été la meilleure carte de visite auprès des grands de ce monde !

Aujourd'hui, la rébellion kurde a, une fois de plus, échoué. Pouvait-il en être autrement ? Elle n'a été encouragée que pour déstabiliser l'Irak, mais ses instigateurs américano-sionistes ne se sont pas souciés de ses chances de succès. Concrètement, la Turquie, pays membre de la coalition, a monopolisé l'essentiel de la prétendue assistance humanitaire, alors qu'elle compte moins de réfugiés que l'Iran voisin. Ceci sans parler des témoignages accusant les autorités d'Ankara d'en retarder la distribution, fait qui n'affecte guère le très moralisateur George Bush. Ainsi, on aboutit à ce nouveau concept de zone tampon qui n'affecte forcément que l'Irak ! La Turquie, pourtant responsable de la déportation massive de ses ressortissants Kurdes, n'a bien sûr aucun effort à faire et peut même continuer sa répression. Mieux : on essaie de nous faire croire à une mobilisation massive, alors que seuls quelques dizaines de C-130 Hercules et autres Transall sont affectés aux secours. L'Amérique a rackettė ses alliés (15,3 milliards de dollars à ce jour), mobilisé plus de 600 000 soldats, pour détruire l'Irak et récupérer leur colonie koweïtienne, mais, outre des jérémiades hypocrites, elle n'a rien à offrir aux vingt millions de Kurdes, que des « secours » dérisoires.

■ Yag Bazhdid

(1) Cf. *Le Choc* d'avril 1991 (*« Ça ne gaze pas »*, p. 19).

TARTUFFERIE

LES ANGLO-SAXONS ONT TUÉ PLUS DE KURDES QUE SADDAM HUSSEIN

◆

Alors que la « communauté internationale » a procédé au massacre des Irakiens (kurdes ou arabes) on feint maintenant de s'apitoyer sur le sort des Kurdes, pour détruire la nation irakienne. Or, si les Irakiens n'ont jamais gazé les Kurdes, les Anglais, eux, ne s'en sont pas privés, au cours des dures répressions qu'ils menèrent contre cette population dans les années 20-30.

◆

L'acharnement de la « communauté internationale » contre l'Irak est aussi extraordinaire que la diabolisation de Saddam Hussein. L'Irak et son président sont vraiment, pour les maîtres du monde, les pelés, les galeux, dont nous vient tout le mal.

Les résolutions de l'ONU pleuvent aussi dru sur ce malheureux pays que les bombes humanitaires de la très sainte alliance. Il faut que l'Irak soit détruit par tous les moyens. Les Kurdes, sortis des poches américaines et israéliennes, sont le dernier prétexte.

La « communauté internationale » s'émeut. C'est pourtant elle qui a décrété un embargo et un blocus alimentaires, pour faire crever de faim le peuple irakien dans son ensemble, Kurdes inclus. Le déluge de feu et de laser qui s'est abattu sur l'Irak pendant 42 jours, n'a pas fait plus de discrimination entre Kurdes et Irakiens de moindre race, qu'entre militaires et civils. Rien n'a été épargné : ni les bébés kurdes, ni les bébés chiites, ni les bébés assyriens, ni les bébés sunnites, ni les cathédrales, ni les mosquées, ni les vestiges sumériens ou babyloniens.

Les populations civiles ne seraient-elles qu'un détail pour le très humanitariste philosophe Finkielkraut ? Que veut dire le saltimbanque Philippe Alexandre quand il explique qu'« on ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs » ? Les Irakiens, kurdes ou non, ont été massacrés sur ordre de l'Organisation des Nations-Unies. Ce crime devrait entraîner la dissolution de cette association de malfaiteurs dont la charte a été signée à San Francisco et le siège est à New York.



Kurdes de Cilicie (Turquie)

FAIRE DE L'IRAK UN « PARKING »

Pour tuer son âne, on dit qu'il est malade. Ainsi la désinformation cosmopolite a fait de l'Irak baassiste un pays obscurantiste, fanatiquement musulman, alors qu'il s'agit d'un Etat laïque et plus tolérant que ses voisins. Elle a dressé de Saddam Hussein un portrait emprunté à ses ennemis, aux satrapes Fahd et Jaber, à George Bush, le télévangéliste hypocrite, à Shamir, l'extermina-sioniste des Palestiniens.

L'hostilité des Occidentaux remonte à la nationalisation des compagnies pétrolières, en 1972, et même à la prise

de pouvoir par la parti Baas, en 1968.

C'est que ce parti nationaliste arabe romantique et sorellien, fondé par un chrétien, s'est donné pour tâche d'édifier une nation arabe, et que son succès en Irak a inquiété la ploutocratie universelle, qui ne veut que des Arabes réduits au rôle de manœuvres et de figurants, sous le fouet de gardes-chiourmes enturbannés du genre Jaber, comme elle ne veut que des Européens lobotomisés et consommateurs.

Ainsi, de Tamouz en Iran, d'Iran en Koweït, et de Koweït en Kurdes, l'impérialisme anglo-saxon et sioniste a tout fait non seulement pour massacrer le peuple irakien, détruire le régime baassiste, briser les infrastructures du pays, mais aussi pour démembrer la nation elle-même. Shamir avait demandé à Bush de faire de l'Irak un « parking » ; d'autres humanistes veulent que ce parking soit divisé en trois, pour qu'on n'en parle plus. La rébellion de certains Kurdes, encouragée par les Américains et les Iraniens, alimentée par les Turcs et les Israéliens, a déjà suscité la résolution 688. Proposée par la France, elle accorde un droit d'ingérence aux Occidentaux (en violation de la charte de l'ONU qui garantit le principe de souveraineté des Etats), et qui rétablit officiellement le colonialisme (l'Irak pourra-t-il intervenir aux Etats-Unis ?). Elle est un prétexte à la partition.



Arrivée à Constantinople de troupes kurdes enrôlées dans l'armée turque.

QUAND LES ANGLAIS GAZAIENT LES KURDES

Quand le Premier Ministre anglais évoque la nécessité d'une zone de sécurité pour les Kurdes, il se moque. C'est l'Angleterre qui a fait en sorte que le Willayet de Mossoul fasse partie de l'Irak. Cette région, selon l'accord Sykes-Picot, devait échoir à la France. Clemenceau y renonça, sous la pression anglaise ; la Turquie finit aussi par y renoncer officiellement le 18 juin 1926, par le traité d'Angora.

Mais avant ce rattachement officiel du Kurdistan à leur « mandat » irakien (1), les Britanniques avaient durement réprimé les velléités d'indépendance des kurdes. Ce n'est que le 11 mars 1974, sous le régime baassiste, que les Kurdes se voient accorder l'autonomie ; ni la Syrie, ni la Turquie, ni l'Iran, ni l'URSS ne leur en ont octroyé la moindre.

De son fief de Soulaimaniyeh, ckeikh Mahmoud el Barzani se proclame en 1919 roi du Kurdistan. Il ne tarde pas à être déporté par les Britanniques. Il revient en 1921 dans sa ville avec l'accord des Anglais, mais dirige un autre soulèvement, qui est réprimé par ceux-ci, en 1924. Le cheikh Mahmoud parvient à réoccuper Soulaimaniyeh, et la Royal Air Force bombarde les Kurdes révoltés, utilisant des gaz de combat, qui font des milliers de morts. Le « roi du Kurdistan » tient la montagne jusqu'en 1927, et se réfugie en Perse. Il revient en Irak en 1930, soulève la montagne. En avril 1931, il est totalement écrasé par la RAF, qui bombarde les villages kurdes, et par les auxiliaires irakiens de l'armée britannique. Les massacres recommencent. Ce sont donc les Anglais qui les premiers ont employé les gaz dans le Kurdistan ; leurs imitateurs, quelque soixante ans plus tard, ont été non pas les Irakiens, mais les Iraniens. Mais, comme l'on sait, la désinformation a attribué ce méfait à l'armée de Saddam Hussein !

Cheikh Mahmoud passera la frontière turque, le 1er juin 1932, et se laissera interner par le gouvernement d'Ankara après avoir résisté encore aux Anglais, qui utiliseront à nouveau les mêmes armes.

Le 3 octobre de la même année, l'Irak devient officiellement « indépendant », et est admis, sous conditions, à la Société des Nations, mais les exigences de la « communauté internationale » sont considérées comme vexatoires par les Irakiens. Déjà !

L'Irak en fait fut isolé dès avant sa naissance. Percy Cox, ambassadeur à Téhéran et chef du corps expéditionnaire indo-britanniques, disait déjà, en décembre 1918 : *« Je propose que nous conservions la Mésopotamie sous contrôle britannique. Il ne faut pas qu'elle puisse s'unir politiquement au reste du monde arabe »*. Cette politique est toujours le grand souci des impérialistes anglo-saxons.

Bagdad est depuis longtemps un foyer de nationalisme arabe ; c'est de là que le peuple arabe attend son unité et sa liberté. Il n'est pas étonnant que ce soit dans ce pays que le parti Baas (*ba'th*, le renouveau) a pu s'établir, faisant de l'Irak le pays le plus prospère et le plus prometteur de la région. C'est cette promesse qu'on veut éradiquer.

Il était au moins un pays occidental qui n'avait pas pris fait et cause contre l'Irak : c'était la France, qui entretenait des relations privilégiées avec Bagdad. Saddam Hussein avait fait une visite officielle à Paris en 1972, et, lors du premier choc pétrolier à l'issue de la guerre israélo-arabe de 73, il était intervenu pour la sauvegarde de nos intérêts. Un journaliste israélien est allé jusqu'à parler de *« collusion franco-irakienne »*.

Mais on sait que le gouvernement français, au mépris des intérêts de la France, a trahi ses amitiés pour s'agréger à la coalition américano-sioniste .

Comme en 1967, lors de l'agression israélienne contre l'Egypte, la presse serve insulte un chef d'Etat arabe, et n'est pas loin d'exiger un génocide complet. Les mêmes mots utilisés pour flétrir Nasser sont réemployés contre Saddam Hussein. Et Mitterrand est remonté dans les sondages en exploitant le racisme anti-arabe des Français.

■ Lucien Renart

(1) Si l'Irak n'existe pas, comme le prétendent certains, la plupart des nations, issues comme lui du démembrement d'un empire, et composées de parties parfois plus disparates, n'ont pas non plus d'existence.

(2) Irak est un mot pehlevi, langue parlée avant l'invasion islamique, qui signifie « basses terres ». C'est la société de jeunes officiers Ahd el Iraqi (le pacte iraquien) qui donne ce nom à l'ancienne Mésopotamie, en la déclarant prématurément indépendante en 1920.

URSS

L'ILLUSION PERDUE DU "PEUPLE SOVIÉTIQUE"

Le puzzle patiemment construit par les Tsars, Lénine et Staline est en train de voler en éclats. Le mythe de l'union des républiques soviétiques ne mobilise plus les peuples que contre lui.

« *Si nous n'arrivons pas à stabiliser la situation, si un dictateur apparaît ou si notre pays va au chaos et à l'anarchie, alors les Européens ne pourront pas dormir tranquilles.* » (1) Ainsi parle Edouard Chevardnadze, l'ami de Mikhail Gorbatchev, plus libre de ses propos depuis qu'il a démissionné de ses fonctions ministérielles. Pour conforter l'image d'un Gorbatchev « défenseur des valeurs universelles », Chevardnadze alimente la rumeur d'un 18 Brumaire qui pourrait survenir des « forces réactionnaires » hostiles à la *perestroika*. Il est vrai que la *Katastroika* devient patente et que la contestation du pouvoir central gagne du terrain. Plusieurs républiques refusent de signer le traité de l'Union proposé par Gorbatchev. Le mois dernier, la Géorgie dont est originaire Chevardnadze, a opté pour l'indépendance. Confirmée depuis par une déclaration unilatérale, cette rupture avec Moscou est l'aboutissement de plusieurs années d'agitations nationalistes dans un pays qui, malgré son annexion en 1801, n'a jamais oublié qu'il a été jadis un royaume indépendant.

Géorgiens, Ukrainiens, Moldaves, semblent suivre la voie ouverte par les Baltes. La décomposition du communisme entraîne le réveil des peuples. En même temps, rivalités ethniques et haines ancestrales resurgissent. En Géorgie, le référendum a vu les Arméniens faire corps avec les Géorgiens pour défier le pouvoir central.

Mais en Ossétie du Sud, de violents affrontements ont opposé Géorgiens et Ossètes (2). En juillet 1989, des affrontements armés s'étaient produits entre Géorgiens et Abkhaziens. L'antagonisme entre chrétiens et musulmans se retrouve en Azerbaïdjan où les heurts réguliers opposent Azéris et Arméniens. Après les pogroms de mars 1988 qui font une trentaine de morts à Soumgaït, de nouveaux massacres perpétrés en janvier 1989, provoquent le départ des Arméniens. Quelques semaines plus tôt, plus de cinq cent mille personnes manifestent à Bakou, pour réclamer que soit « close » l'affaire du Haut-Karabakh, enclave autonome peuplée d'Arméniens, lesquels réclament leur rattachement à la république d'Arménie. Celle-ci, à terme, semble condamnée à se rapprocher de la Géorgie, pour lutter contre son enclavement quasi complet dans l'ensemble turc. La « libanisation » du Caucase est annoncée par Hélène Carrière d'Encausse (3). L'intérêt de Moscou est certainement de se retirer de ce guêpier, véritable poudrière sur l'arc sensible des géopoliticiens.



Obsèques des 19 victimes géorgiennes de la répression organisée à Tbilissi le 9 avril 1989. La Georgie vient de franchir un pas décisif en proclamant unilatéralement son indépendance.

MOUVEMENTS CENTRIFUGES

L'Asie centrale bouge également. Dans cet espace aux allures de tiers-monde, les tensions ne manquent pas. Au Kazakhstan où les Slaves sont arrivés en masse dans les années cinquante, les Kazakhs et les Ouzbeks veulent leur départ. A Novy Ouzen, les émeutes d'avril 1989 ont pratiquement paralysé l'activité économique. En Ouzbékistan, de violents affrontements ont opposé les Ouzbeks (sunnites) et les Meskets (chiites) (4). Bilan : près de cent morts. Au Tadjikistan, l'hostilité se concentre sur les petits peuples du Pamir, concentrés sur la région de Badakhchan. Les Tadjiks leur refusent tout droit à la différence. Partout, les Arméniens venus de Transcaucasie suscitent l'hostilité.

Ici, la tendance est à l'affirmation d'un « *vaste ensemble tout à la fois musulman sunnite et turcophone* » (5). Elle pourrait déboucher sur la reconstruction de l'ancien Turkestan russe ou

sur la naissance d'une communauté turque encore plus étendue.

L'édifice soviétique, construit au lendemain de la victoire bolchévique, se lézarde, agité de mouvements centrifuges dont nul ne peut prévoir les conséquences, mais dont chacun perçoit qu'ils dissipent définitivement l'illusion d'un « peuple soviétique » homogénéisé par la pensée de Lénine et marchant d'un même pas vers l'avenir radieux du communisme, comme l'enseignait encore, voici peu, les idéologues du « socialisme réel » dans la foulée de l'iconoclaste Nikita Kroutchtchev.



Après les émeutes qui ont fait plusieurs centaines de morts à Bakou en janvier 1990, l'armée est l'ultime recours du pouvoir central. Pour combien de temps ?

UNE GIGANTESQUE MOSAÏQUE

Plus de cent peuples et nationalités (6), plus de cent langues différentes, une multitude de dialectes, plusieurs alphabets et différentes religions. Le christianisme y affirme à la fois l'orthodoxie russe et grecque, mais aussi celle des Vieux Croyants issus du Raskol. Il est présent sous la forme du catholicisme romain, du catholicisme uniate, du luthéranisme, du calvinisme, du mennonisme. Il s'affirme aussi par le biais d'églises nationales en Arménie et en Géorgie. Présent dans les parties conquises par la Perse et l'Empire ottoman, l'islam y développe ses différentes variantes (chiite et sunnite), tandis que le judaïsme y survit, de même que le bouddhisme et les anciennes croyances du chamanisme. Bref, l'URSS ethniquement plurielle. Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir l'excellent ouvrage de Roger Caratini (7), absolument indispensable pour qui veut échapper aux visions simplistes et globalisantes.

La compréhension des événements qui filtrent de l'immensité soviétique, est souvent rendue difficile par la complexité. Cela tient d'abord à l'histoire de l'Empire russe et à la position particulière qu'il occupe à la césure du monde européen et de l'espace asiatique. Né de la rencontre des Varègues, des Slaves et des Finnois, entre Novgorod et Kiev, l'Etat russe a longtemps été, comme le soulignait l'amiral Castex et, avant lui, Anatole Leroy-Beaulieu, à la fois la marche et le bouclier de l'Europe. Ce sont les Russes qui encaissent le choc mongol et en paient le prix. Après le rassemblement des terres russes qui permet le rejet du joug mongol, les Russes pratiquent un « expansionnisme défensif ». Avec Pierre le Grand, ils refoulent les ambitions suédoises, s'installent dans l'espace baltique et songent à la route de la Perse. Bientôt, ils bénéficient des partages successifs de la Pologne pour conforter leurs frontières à l'Ouest. A l'est de l'Oural, ils poussent les limites du monde européen jusqu'aux confins de la Chine et aux rives du Pacifique. Commencée dès Ivan le Terrible, la consolidation de la Sibérie doit tout à la spontanéité d'un mouvement populaire dont les Cosaques constituent le fer de lance. Il en va autrement en direction du Sud, c'est à dire de la barrière du Caucase et de l'Asie centrale. Là, il s'agit d'une volonté politique. L'expansion russe se fait aux dépens de la Perse et à la faveur du déclin de l'Empire ottoman. Dans la *Question d'Orient*, les tsars s'affirment les protecteurs et les libérateurs des chrétiens de l'espace ottoman, car jamais ils n'oublient qu'ils assument la mission de la « troisième Rome ». Politique aussi est la conquête du Turkestan. Là encore, l'expansionnisme se veut défensif. Son objectif : contrôler les portes de Djoungarie, c'est à dire « le fameux corridor des invasions » (8). Dans l'imaginaire russe, la menace mongole n'a jamais été effacée.

LA TROISIÈME ROME

Héritiers de Byzance et défenseurs de la « vraie foi », les tsars imposent l'unité religieuses pour assurer la cohésion de l'Empire. Mais ils savent composer avec l'islam. Albert Leroy-Beaulieu qui est parmi les premiers à souligner l'importance de l'islam en Russie, l'observe au siècle dernier et, en même temps, s'interroge sur le principe de l'unité : *« La religion semble, pour la Russie, une sorte d'uniforme qu'elle prétend imposer à tous les esprits, sans égards aux différences de races, de tempéraments, d'habitudes. Autant vouloir faire endosser à tous les sujets, du Lapon au Géorgien, la chemise rouge ou le touloup du moujik. L'Empire russe est trop vaste, il touche à trop de climats, il s'étend sur trop de races, pour que l'âme ou le corps se plie à une pareille uniformité »* (9).

Avant de renouer, d'une certaine manière, avec le messianisme de la « troisième Rome », la révolution bolchévique dénonce l'Empire des tsars comme « la prison des peuples ». En habile démagogue, Lénine invite à la sécession : *« Peuple dominés, soulevez-vous ! »* En quête d'un levier révolutionnaire, il proclame le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le *décret sur les nationalités* (novembre 1917) va dans ce sens. Il a été préparé par Staline, particulièrement sensible à la question, car il n'est pas russe mais caucasien. En Asie centrale où les Kirghizes et les Kazakhs se sont révoltés en 1916 à l'idée d'avoir à se battre contre leurs « frères turcs » alliés à l'Allemagne, la répression russe a ravivé l'hostilité des populations musulmanes. Staline et Lénine les exploitent sans vergogne. Le 24 novembre, ils signent un appel *« à tous les travailleurs musulmans de Russie et d'Orient »*.

Lénine se moque des peuples. Il veut le pouvoir et la révolution. En mars 1918, il cède de l'espace contre du temps. Par le traité de Brest-Litovsk signé avec les Empires centraux, les

marches occidentales de l'Empire russe passent sous la coupe germanique. Finlandais, Estoniens, Lettons, Lituaniens et Ukrainiens en profitent pour cheminer vers la souveraineté. Au Sud, dans les pays du Caucase, Géorgiens, Arméniens et Azéris s'organisent peu à peu en Etats indépendants. La fin des armées blanches et l'effondrement des empires centraux remettent tout en question. Si la Finlande et les républiques baltes parviennent à maintenir leur indépendance, L'Ukraine et les Etats caucasiens sont ramenés dans le giron soviétique. L'Armée rouge se charge de la besogne. Elle renverse le gouvernement de Tiflis, le 25 février 1921. Une république socialiste soviétique de Géorgie est proclamée. Le 12 mars, avec ses semblables d'Arménie et d'Azerbaïdjan, elle forme une Union fédérative de Transcaucasie. D'autres républiques socialistes soviétiques autonomes apparaissent au Daghestan, en Abdkhzie, en Adjarie et en Crimée. Le 30 décembre 1922, le premier Congrès des soviets de l'Union approuve la déclaration et le traité d'union entre les républiques soviétiques de Russie, d'Ukraine, de Biélorussie et de Transcaucasie. L'Union des républiques socialistes soviétiques est formée.

LE PRINCIPE DE LA POUPÉE RUSSE

Staline, « l'Ossète au large poitrail », sous lequel ne tarde pas à percer une sorte de Bonaparte, s'est chargé de « structurer » l'Union avec subtilité. Il distingue la citoyenneté de la nationalité. Il reconnaît un certain nombre de peuples et de minorités. Il accorde un territoire aux Allemands de la Volga, érige les juifs en nationalité et leur attribue le lointain territoire du Birobidjan en Sibérie orientale. Organisé sur le principe de la « poupée russe » (l'image est de Roger Caratini), l'ensemble prévoit des enclaves pour certains groupes ethniques ou des subdivisions pour d'autres. Articulé autour de lignes de défense et de bastions, il *« fait penser à une forteresse à la Vauban »* (10).

A l'heure actuelle, l'URSS est composée de quinze républiques socialistes soviétiques dites « constituantes ». Les trois républiques « russes » dites « historiques » (Russie, Biélorussie, Ukraine) en constituent le cœur auquel s'adjoignent les trois républiques caucasiennes (Géorgie, Azerbaïdjan et Arménie), les cinq républiques d'Asie centrales qui fractionnent l'ancien Turkestan russe (Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizie), les trois républiques baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie annexées en 1940) et la république de Moldavie (constituée en 1944 par la réunion de la Bukovine et de la Bessarabie roumaine, confisquées en 1944). Ces quinze républiques qui correspondent, *grosso modo*, aux quinze nationalités les plus importantes de l'URSS, sont, selon le procédé de Staline, subdivisées en républiques autonomes (vingt au total), régions autonomes (huit au total) et districts autonomes (dix au total, pour les petits groupes ethniques de Sibérie et d'Extrême-Orient). Ce savant dosage de fédéralisme et de centralisme a, parti et police aidant, permis longtemps de diviser et de régner. Son effet se dissipe aujourd'hui.

LE RÉVEIL RUSSE

Evoquant l'avenir, Vadim Zagladine, l'un des conseillers diplomatiques de Gorbatchev, vient de déclarer que l'URSS va « vers l'union des républiques souveraines » (11). A Strasbourg, Boris Elstine, le président de la république de Russie, venu pour renouer des liens avec l'Europe, a tenu à souligner la pleine souveraineté russe en matière de politique étrangère et d'économie. en mars dernier, il a ouvertement défié Gorbatchev et reçu le soutien de la foule moscovite et du parlement russe. Il a condamné l'intervention armée dans les républiques baltes. De son côté, Alexandre Soljenitsyne, dans un essai qui n'a pas toujours été compris par les commentateurs français, ne cache pas qu'il souhaite que la Russie puisse se défaire du « fardeau » de l'Empire — *« il use notre moelle, il nous suce et précipite notre perte »* — pour se retrouver (12).

Annoncée dès le printemps 1969 par Andréï Almarik, la fin de l'URSS entre désormais dans les probabilités certaines. Cette fin s'accompagne d'un étonnant réveil de la Russie. De Brest-Litovsk à Vladivostok, celle-ci reste, en effet, la plus grande république. Emmanuel Todd le souligne : *« Même privée de ses républiques baltes, caucasiennes et centre-asiatiques, la Russie historique (Russie plus Biélorussie plus Ukraine) représenterait toujours une masse démographique de 210 millions d'habitants, dont le niveau intellectuel et technique n'a pas baissé dans le courant des dix dernières années. La Russie restera un super-grand dont l'ombre un peu vaste continuera de porter sur l'Europe. »* (13)

■ Eric Eudes

1. Dans un entretien publié par *Le Monde* du 4 avril 1991.

2. Lointains descendants des Alains qui avaient bâti un empire dans la région de la Caspienne, empire qui fut détruit par les Huns (375), les Ossètes ont été christianisés au X[e] siècle. Ils sont, aujourd'hui, en partie musulmans. Georges Dumézil a étudié chez eux la survivance de traditions indo-européennes.

3. *La Gloire des Nations ou la fin de l'Empire soviétique* (Fayard, 1990).

4. Peuple géorgien islamisé et turcophone. Ils ont été déporté par Staline en novembre 1944 et appartiennent, comme les Tartares de Crimée, les Kalmouks, les Allemands de la Volga et d'autres, à la catégorie des « peuples punis ». Ils réclament le droit de retourner en Géorgie où leur présence n'est plus souhaitée.

5. Yves Lacoste : « A l'Est et au Sud » in *Hérodote* no 58-59 (3[e] et 4[e] trimestre 1990).

6. Slaves, Baltes, Finnois, Caréliens, Allemands, Hongrois, Turcs, Kurdes, Lapons, Coréens, Tsiganes, etc.

7. *Dictionnaires des nationalités et des minorités en URSS* (Larousse, 1990).

8. La formule est de René Cagnat et de Michel Jan : *Le milieu des Empires. Entre URSS, Chine et Islam, le destin de l'Asie centrale* (Robert Laffont, 1990).

9. *L'Empire des tsars et les Russes* (Robert Laffont, 1990).

10. René Cagnat et Michel Jan, *op. cit.*

11. Au cours de l'émission *La marche du siècle*, le 10 avril dernier sur FR3.

12. *Comment aménager notre Russie ? Réflexions dans la mesure de mes forces* (Fayard, 1990).

13. *La chute finale. Essai sur la décomposition de la sphère soviétique* (Robert Laffont, 1990).

DE STALINE À CHEVARDNADZE

Paradoxalement, la renaissance du nationalisme est provoquée par la publication, en 1956, du rapport Krouchtchev dénonçant les crimes de Staline. Cette atteinte à la mémoire du « petit père des peuples », considéré comme un « pur héros géorgien », est ressentie comme une humiliation. Le 9 mars 1956, des milliers de personnes descendent dans les rues Tiflis (Tbilissi). La troupe ouvre le feu et fait près de cinq cents morts. Au lendemain de ces émeutes « staliniennes », Moscou juge utile d'envoyer un enfant du pays pour diriger la police géorgienne. Ce missionnaire se nomme Edouard Chevardnadze qui deviendra premier secrétaire du PC de Géorgie (1972-1985). A partir de 1972, le nationalisme géorgien se manifeste à nouveau (nombreuses manifestations pour la défense de la langue géorgienne, bombe contre le bâtiment abritant le Conseil des ministres de la république de Géorgie, incendie de l'opéra de Tiflis). En novembre 1988, plus de cent mille manifestants descendent dans la rue pour défendre leur droit à la sécession. En avril 1989, les principaux responsables de la république de Géorgie démissionnent après l'intervention brutale des forces de l'ordre qui fait plus de vingt victimes à Tiflis. Cheverdnazde, alors ministre des Affaires étrangères de Gorbatchev, se rend sur place pour appeler au calme et surtout pour disculper le pouvoir central (il aurait alors songé à démissionner). Six semaines plus tard, Tiflis commémore l'anniversaire du 26 mai 1918, c'est-à-dire la proclamation de l'indépendance de la Géorgie.

■ E.E.

ENTRETIEN

LE SOLEIL SE LÈVE À L'EST

◆



Journaliste, ancien animateur de revues de politique étrangère comme *Le Monde moderne* ou *Confidentiel*, aujourd'hui secrétaire général du groupe des Droites européennes, Jean-Marc Brissaud suit depuis plusieurs années l'évolution de l'Europe de l'Est. Il vient de publier récemment *L'Union soviétique ne survivra pas à la mort du communisme* (1), qui est en fait un plaidoyer pour une union européenne de Brest à Vladivostok. Pour *Le Choc*, il explique sa position, pour le moins originale au sein de la droite nationale.

◆

(1) G.D.E, 288, Bd Saint-Germain, 75007 Paris. 150 pages, 80 FF.

Le Choc : Vous affirmez dans votre ouvrage que les nations d'Europe de l'Ouest doivent éviter que l'Est ne s'enfonce dans le chaos, et pour cela inaugurer une nouvelle politique d'amitié et de relations fructueuses. Se pose cependant le problème des interlocuteurs. Avec qui dialoguer alors que le personnel politique des anciens pays socialistes est déconsidéré ?

■ Jean-Marc Brissaud : Je pense qu'au départ il convenait de soutenir Gorbatchev puisque c'est lui qui a ouvert, volontairement ou non, la boîte de Pandore d'une Europe de l'Est différente, débarrassée des communistes. Aujourd'hui le président de l'Union soviétique se révèle plus populaire dans les démocraties occidentales que dans son propre pays ; il s'agit donc de trouver un nouveau partenaire.

Un certain pragmatisme doit diriger cette recherche. Peu importe après tout que l'Ouest converse avec Eltsine le Russe, Landsbergis le Lituanien ou Primakov l'ambitieux, du moment que ces gens détiennent une force politique et sont désireux de changer les choses.

Le réveil des nationalismes à l'Est vous laisse quelque peu sceptique et inquiet ?

■ Nationaliste moi même, je suis par principe attaché à toutes les formes de réflexe identitaire. Un distinguo s'impose cependant entre le légitime attachement d'un peuple à son caractère propre et des phénomènes souvent violents, agressifs, de micro-nationalisme. Se dire ethno-pluraliste n'implique pas d'applaudir aux combats qui opposent entre eux les multiples populations, d'origines différentes, composant l'URSS. Le secret d'une construction européenne englobant tous les pays du continent tient justement à notre capacité à dépasser l'Etat-nation, à bannir le chauvinisme, pour bâtir un Empire. L'avenir réside en une confédération de peuples assurant respect des différences mais unité et puissance. Quelque chose comme l'Empire austro-hongrois et surtout à l'opposé des luttes fratricides de 14-18 ou de 39-45.

Les pays occidentaux doivent donc tendre la main à l'Est pour suggérer une nouvelle formule politique mais Russes, Baltes ou Moldaves, ne sont-ils pas plus friands d'aides économiques ?

■ Certainement et là nous pouvons proposer les règles du capitalisme libéral, qui nous ont apporté de façon évidente la prospérité. Refuser aujourd'hui les échanges économiques avec l'Union soviétique, sous prétexte que l'appareil industriel et les services sont en proie à l'anarchie, constitue une analyse à courte vue. Bien sûr, le passage de Marx à Friedman sans transition, perturbe l'économie de l'URSS mais ne fait pas disparaître ses atouts. Les Allemands, qui investissent là-bas à tour de bras, savent que ses richesses naturelles (gaz, pétrole, blé ou coton), son marché de 286 millions de consommateurs potentiels, seront demain les clés économiques du futur ensemble européen.

Votre combat pour l'édification d'une « maison commune » pour l'Est et l'Ouest de l'Europe va à l'encontre des convictions de certains dirigeants de votre parti, le Front national, plus prompts à voir dans la faillite de l'URSS une manœuvre communiste, que la possibilité d'offrir aux peuples de l'Est un destin nouveau.

■ Certes, de nombreux responsables de la droite nationale croient que les bouleversements actuels sont signés par le KGB, pour endormir la vigilance des Occidentaux. Ce raisonnement est entaché d'un vice majeur : il suppose une capacité exceptionnelle des marxistes à transformer leur défaite en victoire. Nos amis, qui ont combattu pendant des décennies les communistes, ne se résolvent pas à la disparition pure et simple de leur adversaire. La perte des pays satellites, la paralysie de l'économie, l'implosion de l'Union soviétique, ne sont pas le fait du KGB, de Gorbatchev ou du GRU (services secrets militaires de l'URSS) mais le fruit d'une doctrine insane : le marxisme-léninisme. Le Front national doit comprendre que ce sont ses idées qui triomphent à l'Est : l'identité, la famille, la liberté d'entreprendre, d'expression, le retour du spirituel. A la droite nationale de répondre aux espoirs de nos millions de frères de l'Est.

■ **Propos recueillis par Hugues Rondeau**

PANAMA

EN ATTENDANT LE JUGEMENT DE NORIEGA

Quinze mois après l'opération «Juste cause» au cours de laquelle les Américains, envahissant le Panama, ont capturé le général Manuel Noriega, l'ancien dictateur est devenu un simple prisonnier de la justice des Etats-Unis, inculpé pour trafic de stupéfiants. Son procès devrait débuter le 24 juin prochain. Au Panama, pays des pavillons de complaisance, le calme n'est qu'apparent. La vie politique n'est pas assainie et les Panaméens sont toujours divisés sur leur indépendance par rapport à Washington.

Dans les vastes rues de Panama, les militaires américains sont plutôt discrets. Officiellement, ils sont 10 000 à veiller à la sécurité du canal — percé il a un siècle — selon les termes des traités signés en septembre 1977 entre le président Jimmy Carter et Omar Torrijos, alors à la tête du petit Etat d'Amérique centrale comptant 2,5 millions d'habitants. Confirmés par un plébiscite, les accords prévoyaient une présence militaire américaine jusqu'au 31 décembre 1990, date à laquelle les Panaméens devaient normalement gérer par eux-même ce canal d'une importance stratégique capitale pour les Etats-Unis. Paradis fiscal, un des Etats les plus riches d'Amérique latine, le Panama est indépendant depuis 1903. Depuis des décennies, il est considéré par les Américains comme une chasse gardée.

Malgré une certaine discrétion, les militaires — dont le nombre réel n'est pas connu — la CIA et l'administration américaine tiennent le pays en coupe réglée. Le 20 décembre 1989, la République de Panama a subi un changement notable. Après vingt ans de bons et loyaux services, le général Manuel Antonio Noriega, surnommé « Tronche d'Ananas » en raison de son visage grêlé a été destitué par Washington. Deux ans avant l'opération « Tempête du désert », les Américains interviennent militairement à Panama. Nom de l'opération : « Juste cause ».

Les 26 000 hommes envoyés par le président George Bush, après de nombreux mois de crise entre les deux Etats, interviennent avec brutalité et efficacité. En quelques jours, les partisans de Noriega sont mis hors de combat, et leur chef, réfugié auprès de la Nonciature, siège diplomatique du Vatican, finit par se rendre le 3 janvier 1990. L'objectif final — la capture de Noriega — permet son extradition aux Etats-Unis afin de le juger pour implication dans les affaires des narcotrafiquants.

Celui qui a voulu narguer la bannière étoilée devient un prisonnier ordinaire à Miami, en attente de jugement comme un vulgaire criminel. Les forces armées et les *« bataillons de la dignité »*, partisans de Noriega, n'ont pas opposé beaucoup de résistance. Sur 15 000 combattants potentiels, 3 300 seulement étaient en état de porter les armes. Et ils ne seront que quelques centaines à tenter un dernier baroud contre les *« Gringos »*.

Les Panaméens hostiles aux Etats-Unis, virulents devant les caméras, n'ont pas appliqué la devise chère à « Tronche d'ananas » : *« Ni un paso atras ! »* (« Pas un pas en arrière ! »).

Ce qui était alors la plus grosse opération militaire américaine depuis la guerre du Vietnam s'est déroulée pour les Yankees comme à l' exercice. Si les troupes de Georges Bush ne déplorèrent que de faibles pertes (23 soldats tués, 324 blessés), les Panaméens, et en particulier les civils, comptent de nombreuses victimes... Aujourd'hui encore, il est bien difficile de déterminer le nombre exact des morts. Les estimations vont de 655 à 5 000 morts. Un quartier entier de Panama, le Chorrillo, a été détruit, et ses 20 000 habitants sont sans-abri. En 1991, bon nombre d'entre eux attendent toujours d'être relogés.

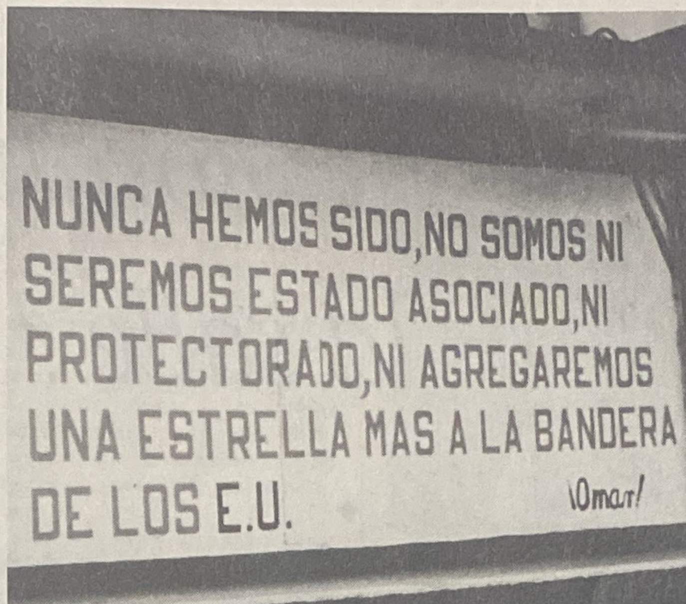
Quinze mois après les faits, le pays a-t-il véritablement changé ? La majorité des Panaméens ne regrettent pas Noriega, mais les partisans de ce personnage mystique et fantasque, véritable créature de la CIA qu'il a servie durant des décennies, gagnent du terrain. Sur fond de *« US go home ! »*. Pourtant, si l'on en croit un sondage effectué en février dernier pendant la guerre contre l'Irak, 64 % des Panaméens approuvaient l'intervention de la coalition menée par George Bush contre Saddam Hussein.

LE MARTEAU-PILON CONTRE LES MOUCHES

Noriega incarnait, dans son pays et en Amérique du Sud, la résistance face à l'Oncle Sam. Un peu comme Saddam Hussein, dans le monde arabe. D'où une certaine popularité auprès des couches défavorisées. Ses compatriotes, lorqu'on parle avec eux de la guerre du Golfe, sont nombreux à comparer le sort des deux pays, soulignant l'importance du traitement de l'information dans les médias occidentaux. *« Noriega et Hussein sont tous les deux des créations des Américains, qui*

les ont soutenu des années durant avant de les limoger. Leur "diabolisation" a été progressive, et l'escalade a conduit à la guerre voulue par Bush. Dans les deux cas, la technique militaire a été la même, à une échelle différente : bombardements massifs sans faire de détail sur les objectifs, puis intervention terrestre. Le marteau-pilon sur une mouche ! »

L'intervention au Panama, après l'invasion de la Grenade en 1983, ressemble effectivement dans son déroulement à une répétition miniature de la « libération » du Koweït. Les deux « causes » donnant à George Bush l'occasion de peaufiner son rôle de « croisé de la morale » : la lutte contre la drogue — fléau terriblement exagéré par les Etats-Unis — à Panama, et la défense du droit international au Koweït. Ce genre d'argument fait recette à Panama, ville moderne et sans charme, où les magasins regorgent de produits détaxés pour touristes.



Dans la rue, une fresque géante avec une citation d'Omar Torrijos : *« Nous n'avons jamais été, nous sommes ni ne serons associés, sous protectorat ou englobés, une étoile de plus au drapeau des Etats-Unis. »*

A l'hotel Intercontinental, on croise le soir quelques officiers américains. La journée finie, ils viennent barbotter dans la piscine. Leur mission ne se cantonne sûrement pas à une simple surveillance du Canal : on rencontre même des officiers des « forces spéciales », les fameux bérets verts chers à John Wayne.

DES AFFAIRES LOUCHES, COMME EN FRANCE

Lorqu'on lui demande les coordonnées du parti révolutionnaire démocratique, pro-Noriega, la jeune femme de la reception n'est nullement surprise. Elle confesse d'ailleurs dans un sourire avoir déja voté pour le PRD qui compte quelques députés, et, sans même baisser le ton, glisse : *« Je n'aime pas les Américains »*... Le pays, selon elle, est depuis 1990 dirigé par des incapables corrompus, traîtres à la nation...

Au lendemain de l'intervention américaine, les politiciens panaméens hostiles à Noriega ont cru leur heure venue. Ils ont donc, avec la bénédiction de Washington, créé une coalition conduite par Guillermo Endara, l'actuel président. Le 8 avril dernier, celui-ci a rompu officiellement avec ses alliés du parti démocrate-chrétien en limogeant cinq ministres de cette formation.

La vie politique, à Panama, n'est pas simple : pour 2,5 millions d'habitants, le pays ne compte pas moins de douze partis... La gauche est peu présente, se limitant aux secteurs du syndicalisme. Une nouvelle crise politique importante agite la droite au pouvoir, et les accusations contre le président contesté se font plus précises. On lui reproche l'installation, avec l'aide de la CIA, d'un centre d'écoutes téléphoniques pour espionner ses adversaires, sa vie sentimentale tumultueuse et surtout son incompétence. Selon un rapport récent du DEA, l'organisme chargé de la répression du trafic de drogue aux Etats-Unis, il aurait, par le biais de son cabinet d'avocats, des relations avec certaines compagnies spécialisées dans le blanchiment des narcodollars...

Le climat se prête aux affaires louches : on vient de trouver la trace de Juan Beauchamp, gendre de Noriega, dans un trafic mondial de faux champagne français dont le cerveau était Jean-Claude Remaury-Desseaux, un proche du maire socialiste d'Angoulème Jean-Michel Boucheron .

Mitchell Woens, le volubile secrétaire général du Parti Révolutionnaire Démocratique, affirme vouloir assainir la vie publique. Au siège du parti, un immeuble bleu, blanc, rouge, qui porte la marque des combats de 1989, il reçoit les journalistes avec des discours enthousiastes. Les noriéguistes refont surface. Provenant des classes populaires, ils sont souvent métis, comme la majorités de leurs compatriotes (62 % de la population). Par prudence, les partisans du PRD n'affichent que des portraits d'Omar Torrijos avec qui Noriega a fait ses classes.

Militaire intelligent, Omar Torrijos, populiste à la Peron, avait un discours anti-yankee, mais signait des traités avec Carter. Les Panaméens expliquent volontiers que le rôle social qu'a joué son armée a épargné au Panama la guérilla marxiste...

ADOLF HITLER ET MOSHÉ DAYAN

« Nous sommes un parti qui s'oppose à l'occupation économique et militaire des Etats-Unis. Nationalistes et patriotes, nous sommes pour la social-démocratie. Nous avons demandé à réintégrer l'Internationale socialiste, et notre demande est en bonne voie », explique Mitchell Woens, économiste et journaliste. Après tout, Manuel Noriega, grand ami d'Israël, qui révérait à la fois Moshe Dayan et Adof Hitler, avait été décoré de la Légion d'honneur par le gouvernement socialiste de François Mitterrand...

Le PRD demande donc le départ des Américains, s'oppose à une prolongation de la présence des troupes après 1990 (ce que viennent de proposer deux sénateurs du Congrès américain) et exige l'arrêt de la répression contre ses partisans. Sa demande peut être entendue : le 21 décembre dernier, pour le premier anniversaire de l'invasion, ils étaient des dizaines de milliers, vêtus de noir, syndicalistes ou ex-noriéguistes à descendre dans la rue pour exiger le départ des G.I's. *« La plupart des anciens du "bataillon Dignidad" sont au parti,* dit Mitchell Woens, *c'est un motif d'orgueil pour nous car ils ont combattu l'envahisseur, comme le commandant Benjamin Colamarco, qui dirigeait la défense de la ville. Ils l'ont ensuite inculpé pour "viol de la loi d'intégrité du pays !" »*.

A Panama, certains affirment aujourd'hui que ces bataillons, qui n'ont jamais été véritablement démantelés sont responsables d'actions criminelles visant à déstabiliser le pays. L'ancien président « satanisé » par les médias et détrôné manu militari n'était pas un mauvais homme, selon Woens : *« Il a contribué à notre processus d'indépendance nationale,* affirme-t-il. *Il a su résister aux pressions des Etats-Unis. C'est pour cela qu'ils l'ont déchu, l'empêchant d'achever sa mission. Par le biais de l'oligarchie financière, les Américains veulent imposer l'étranglement du pays »*. Il exige, sans trop y croire, « justice » pour son idole.

Le procès de Manuel Antonio Noriega, matricule 41586 de l'administration pénitentiaire de Floride doit normalement s'ouvrir le 24 juin.

Michael P. Sullivan, le procureur de Miami, a révélé en janvier que Noriega a touché, en l'espace de 31 ans, la somme de 322 166 dollars de l'armée américaine et de la CIA. Ces quinze derniers mois, Wahington a fait don au pays de 330 millions de dollars, ce qui représente un tiers de la somme promise au moment de l'invasion, au titre de l'« aide économique ».

Le 11 avril dernier, enfin, 199 kilos de cocaïne (7 millions de dollars) ont été interceptés à Colon, ville franche à 50 kilomètres de la capitale. La vie continue... Avec un changement cependant : avant « Juste cause », il était écrit sur les plaques minéralogiques « Panama souverain ». Aujourd'hui, on y lit « Panama libre ».

■ **Arnaud Lutin**

PAGAILLE

Y a-t-il un moraliste dans la salle ?

Quand des parents séparés redécouvrent l'amour et décident de vivre à nouveau ensemble, alors, dans la famille, c'est la panique, le délire. *La Pagaille*, le dernier film de Pascal Thomas est une satire joyeuse où l'on voit le retour de la morale venir perturber le désordre établi.

Emilie, la fille de la maison, rentre, un soir, à l'appartement familial. Sur le sol, elle aperçoit des vêtements épars qui témoignent d'une étreinte passionnée et qui conduisent à la chambre de son père. Elle pousse la porte. Et qui y a-t-il dans les bras de son père ? Sa maîtresse en titre ? Une autre ? Un jeune homme ? Non, tout cela serait trop simple et trop conventionnel. Dans le lit, il y a sa mère. Surprise et mécontentement. Cela fait désordre.

Nous sommes dans une famille d'aujourd'hui : éclatée. Ces parents, Martin (Rémy Girard) et Brigitte (Coralie Seyrig) sont mari et femme le plus légalement du monde, mais ils vivent la fameuse crise des « sept ans ». A l'envers. Cela fait sept ans qu'ils sont séparés et une rencontre fortuite les remet en face de l'évidence : ils s'aiment toujours, plus que jamais. Seulement cet amour ne peut maintenant que compliquer terriblement l'existence de leurs proches.

Le départ de la mère avait provoqué une rupture de l'équilibre familial. Mais la vie continue. Un autre équilibre avait fini par se mettre en place.



Le mari et la femme s'installent dans une double vie, comme des amants clandestins, pour ne pas déranger le désordre établi.

Le trou dans l'eau s'était refermé. Les deux enfants, Clément et Emilie sont restés avec leur père. Il y a aussi le grand-père (le père de Brigitte) qui a préféré habiter chez son gendre, et puis la maîtresse du père et la petite amie du fils. Non loin de là, il y a la mère et son dernier amant en date. Bref, une famille à tiroirs, mais non sans histoires.

Car tout le monde s'est installé dans le confort d'habitudes égoïstes. La vie s'est organisée, chacun a trouvé son équilibre. Au diable les principes et les problèmes ! Et voilà que le retour de la mère vient tout perturber. Un retour de l'ordre et de la morale qui vient littéralement « foutre la pagaille ».

A tel point que les deux époux (qui n'ont jamais eu le temps de divorcer) se sentent coupables d'être amoureux. Ils se voient en cachette, s'installent dans une double vie, comme des amants clandestins, et se rencontrent dans des hôtels, comme un couple adultère. Quant aux enfants, leur avis est qu'*« il vaut mieux avoir un père et une mère séparés que réunis »*. Pour eux l'amant et la maîtresse font partie intégrante de la famille moderne, et ils reprochent à leurs parents de se conduire avec ces derniers d'une façon odieuse en les abandonnant.

D'ailleurs la maîtresse (Sabine Haudepin) n'entend pas se laisser faire. Elle revendique, sinon la légitimité, du moins une sorte de « droit du sol », et invoque la morale ou, du moins, ce qui en tient lieu : le consensus général. Même l'épouse n'est pas loin de penser qu'elle a des droits sur eux. En tout cas, elle tremble qu'elle ne mette le feu à l'appartement.

Le grand-père (François Périer) n'est pas le moins acharné à s'opposer au retour à la maison de sa fille. Un grand-père de haute fantaisie, buveur, fumeur, joueur, menteur, râleur et faiseur d'embrouilles, mais avec de la

tenue : *« Je ne peux pas supporter l'idée de votre père amoureux de votre mère, comme ça d'un jour à l'autre »*, dit-il à ses petits-enfants.

Cette « pagaille » est commentée en contrepoint par la voix de la jeune fille de la maison, Emilie, 16 ans, qui se confie à un magnétophone (parce que « de nos jours, les écrits s'envolent, les paroles restent »). Elle raconte ce qu'elle voit et entend, filtré par sa propre fantaisie. C'est désopilant.

Pascal Thomas (*Les Zozos, Pleure pas la bouche pleine, Le chaud lapin, Confidence pour confidence*) cache, sous une nature généreuse et un style de joyeux farceur, une lucidité aiguë de moraliste. Observateur attentif de la vie quotidienne dans notre société bien installée en son confort matériel et moral, ses films rendront de grands services aux historiens et sociologues de demain.

Lorsqu'ils réalisait *Les Zozos*, en 1973, il disait : *« Si c'est être réactionnaire que de refuser un progrès qui bousille les paysages et les modes de vie, alors je suis réactionnaire. Je déteste les meubles "design", les monoprix, les plats surgelés, les prêtres en civil qui ne disent plus la messe en latin, les villes modernes... Pourquoi vouloir imiter les Américains, les Russes ou les Suédois et ne pas rester Français ? J'ai l'ambition de défendre notre patrimoine et de peindre dans ses divers états la société française telle qu'elle se survit à elle-même en profondeur malgré la frénésie de changement qui la ride en surface. »*

Pour cela, il inventa un genre qu'on baptisa, en 1972, « le nouveau naturel », mélange de naturalisme (provincial ou parisien), de nostalgie d'une France ancienne, de cruauté satirique et de tendresse. Ce cinéma s'arrête là où commence celui de Claude Sautet. Subtil analyste des caractères, il offre un portrait acide mais bienveillant d'une société française préoccupée avant tout par les relations familiales et sentimentales. Conteur né, il possède au plus haut point l'art de saisir les moments de bonheur, les instants magiques de la vie et les charmes fugitifs d'un terroir.

Après *Celles qu'on a pas eues* (1981), Pascal Thomas n'avait plus tourné pendant sept ans, la publicité (plus de quatre cents « spots ») le faisant vivre. Il revient en 1989, avec *Les maris, les femmes, les amants*, une fresque grouillante de personnages, de caractères, d'anecdotes où déjà il esquissait les thèmes de *La pagaille* : la famille moderne atomisée, le désordre établi, l'amoralité tranquille et ses retours de bâton mélancoliques, devenus franchement cocasses dans ce dernier film. A l'italienne.

Pascal Thomas a écrit le scénario de *La pagaille* avec Age, du tandem Age et Scarpelli, les scénaristes les plus réputés de la grande époque de la comédie italienne. On en retrouve ici la fantaisie inépuisable, l'invention et la drôlerie constantes des péripéties et la rapidité de leur enchaînement.

Une fois les caractères et la situation exposés dans les quinze premières minutes, ensuite la machine est lancée et ne s'arrête plus. Une ribambelle de personnages extravagants, savoureusement croqués, se croisent, se cherchent, se ratent, se poursuivent, se perdent, se retrouvent, se parlent mais ne s'entendent pas. Le sujet est riche en situations paradoxales et comportements burlesques. Et il puise sa charge comique dans l'air du temps, un temps où des bourgeois, obsédés de liberté, veulent vivre « des expériences familiales limite », où ce sont les parents qui sont victimes de leurs enfants et doivent leur rendre des comptes et où l'anticonformisme c'est de s'aimer entre époux.

Aucun personnage n'est déplaisant, pas même la mère « indigne ». Elle est aimable et agréable. Et les enfants qui s'opposent à son retour n'en sont pas pour autant antipathiques. Chacun a sa logique qui est la logique de notre époque : un égoïsme qui ne s'embarrasse ni de sentiments ni de morale et s'affiche avec une candeur joviale. Tout le monde aime tout le monde, mais chacun pour soi !

C'est le désordre qui, une fois établi, proclame : *« Mieux vaut une injustice qu'un désordre »*.

Rien n'est gratuit dans cette comédie, tout se tient et va à l'essentiel : une satire de mœurs, souriante mais percutante, et qui exprime joliment la philosophie un peu désenchantée et passablement réactionnaire (en effet !) de Pascal Thomas : celle du « bonheur malgré tout ».

■ **Dominique Gardes**

DELICATESSEN : UN DRÔLE DE GOÛT



Délicatessen : une vision lucide de la IVe République ?

Eternels jeunes espoirs, Marc Caro et Jean-Pierre Jeunet touchent à tout et ne ratent rien. Il y a déjà dix ans *Le Bunker de la Dernière Rafale*, court métrage vedette des samedi soirs de l'Escurial, avait codifié le style du duo : entre Kenneth Anger et Jean-Christophe Averty.

De succès d'estime en débuts prometteurs, ces mercenaires de la pub, du clip et du générique abordent le long métrage avec la fausse candeur des auteurs de talent.

Dans un paysage évoquant le Saint-Maur de *Mon Oncle* retouché par l'aviation américaine, la nourriture est devenue introuvable. Le boucher (Jean-Claude Dreyfus, parfait) règne sur les habitants d'un immeuble péniblement valide, isolé au milieu d'un terrain vague. L'approvisionnement est unique : le commis, découpé, étripé puis remplacé. Les aventures de celui-ci, sur fond de guerre civile et de maquisards-égoutiers servent de prétexte à un exercice de style parfaitement maîtrisé.

Caro et Jeunet incarnent à merveille une époque sans spontanéité esthétique. La spécificité de leur univers se fonde sur l'éclectisme de leurs références.

D'*Interlude* à *Eraserhead*, de *La piste aux Etoiles* à un gag de publicité d'assurances, ils maîtrisent à la perfection l'art des réminiscences. Les émotions ainsi dégagées font subtilement appel à une mémoire inconsciente, nostalgie sereine de l'ORTF, des motocyclettes Gnome et Rhône ou des films Hammer.

Paradoxalement, l'excellence technique des images dessert la réalisation..

Négligée au cours des années 70, réhabilitée par des cinéastes issus de la publicité, la qualité de prise de vue est devenue le droit commun du cinéma post-Beineix, annihilant ainsi ses propres effets. Une photographie trop impeccable, l'emploi systématique (dans le dernier Blier par exemple) du sépia ou du noir et blanc donnent rapidement l'impression de visionner une réclame du Crédit Agricole.

Grâce aux antécédents et aux lettres de noblesse de Caro en matière de ligne sale (*Parasites* bruitistes, bandes dessinées gore, crottes de nez de DeIsscher dans le *Bunker*) Delicatessen reste tout de même assez éloigné d'un spot pour les surgelés Marie. Un premier film finalement très raisonnable lorsqu'on mesure la puissance de feu de Caro et Jeunet.

■ **Jean-Albert Louis**

MISE EN BOÎTE

En sourdine... les sardines n'est pas, contrairement à ce que l'on serait tenté de croire, le titre d'un quelconque spectacle affligeant de café-théâtre mais bel et bien l'œuvre d'une troupe d'amateurs. L'histoire est simple : un groupe de comédiens dirigé par un metteur en scène caractériel répète et joue une pièce dont il est l'auteur.

Le but avoué de l'entreprise est de se moquer du petit monde du théâtre, des bruits d'alcôve qui ponctuent les tournées et l'angoisse devant le rideau qui se lève, guillotine symbolique à laquelle l'acteur doit faire face chaque soir. La fragilité du comédien, le grotesque parfois de cette destinée cruelle, la fébrilité et le doute de l'artiste sont en fait les thèmes qui apparaissent en filigrane de cette pièce longue et un peu brouillonne où l'on a misé sur l'absurde et parfois l'exagération, genres difficiles à maîtriser et à apprécier pour nos esprit cartésiens. Mais si la pièce pêche par certaines négligences, il n'en va pas de même du jeu des comédiens qui composent cette troupe. Le tour de force et de farce étant de passer du texte de la pièce fictive à celui du spectacle proprement dit. Heureuse compensation que ce festival burlesque et pathétique où fantaisie et tragédie s'entrechoquent au son des rires de la salle.

Quelques trouvailles, un ton original et des clins d'œil adressés aux Branquignoles et aux Marx Brothers.

■ C.V.

Théâtre Beaunord, Centre Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quincampoix 75004 Paris.

Quand j'entends le mot « culture » je sors mon hamburger !

La récente polémique dont Gérard Depardieu et le film *Cyrano de Bergerac* ont été l'objet aux USA n'est pas une surprise en soi. L'Amérique puritaine, bornée et protectionniste a encore frappé. Oscar ou pas, tel n'est pas l'enjeu.

Mais Edmond Rostand en compétition avec les scénaristes d'Hollywood payés à la page, l'auteur de Cyrano hissé de force sur le ring de Rocky V, les alexandrins prodigieux de ce maître du verbe jugés par une assemblée de débiles en smoking, voilà le véritable scandale ! On ne peut pas tout comparer et livrer impunément en pâture les joyaux d'une langue, les perles d'un art à des simples d'esprit dont les héros ont pour nom Rambo ou E.T. Rostand et son œuvre ont été sacrifiés sur l'autel du fric par des gens pour qui la notion d'art se résume à la seconde syllabe du mot dollar.

Qu'on l'aime ou pas, force est de reconnaître que Serge Lama a toujours fait preuve d'un peu plus de personnalité que ses condisciples de la variété. Question de voix sans doute.



Serge Lama.

Aujourd'hui qu'il met sa carrière de chanteur entre parenthèses pour mieux consacrer à celle de comédien (il joue dans *La facture* aux Bouffes Parisiens), Lama parle dès qu'il le peut. Et pas toujours pour ne rien dire. La preuve : lors de l'émission de Canal +, *« Mon Zénith à moi »* présentée par l'affable Denisot, Lama n'a pas craint de déclarer qu'il souhaitait le retour d'une morale laïque, que Sartre avait fait beaucoup de mal, que la jeunesse avait besoin de maîtres à penser et que Montherlant et Gripari étaient des lectures très saines. Tout cela à la lumière du sourire figé d'un Denisot manifestement ravi…

■ **Christian Ville**

LA POIRE BELLE HÉLENE SELON RITSOS

Est-ce un hasard ou une faute de goût délibérée que d'avoir choisi l'hôtel Lutétia pour « monter » Hélène ?

Yannis Ritsos, _« considéré comme l'un des plus grands poètes contemporains »_ (on ne nous dit pas par qui), est surtout connu pour avoir eu de sérieux démêlés avec les autorités grecques lorsque celle-ci ne servaient pas des régimes particulièrement pro-communistes.

Avec cette « Hélène » là, on peut se demander si la guerre de Troie aurait eu lieu tant cette mégère, portant la toge comme un peignoir, semble éloignée de la hautaine beauté que sut peindre Homère. _« Hélène femme avant d'être reine, maîtresse de son destin, mieux choisissant seule sa destinée »_, nous explique Didier Chaix le metteur en scène. Mais c'est l'Illiade revisitée par le MLF ! Non, décidément, on ne peut imaginer Ménélas allant combattre Pâris pour les yeux de pareille matrone. Celle-ci, d'ailleurs n'en demande pas tant. La petitesse de ses préoccupations lui interdit de comprendre la gratuité de tout acte héroïque. A-t-on vu reine si peu noble, femme aussi matérialiste ?

On ne meurt pas, paraît-il, pour des idées mais pour des mythes ; encore faut-il que ceux-ci le demeurent et si l'on doit mourir de quelque chose dans cette pièce, ce sera d'ennui.

■ C.V.

Hélène - Hôtel Lutétia 45, boulevard Raspail 75006 Paris. Du 3 avril au 19 mai à 21 h. Relâche le lundi.

JOUETS

Tchao, pantin

◆

Que reste-t-il de Coluche, cinq ans après sa disparition? Quelques blagues racistes homologuées deuxième degré, une chaîne de restauration d'appoint, un ministre du Budget sous influence sémantique et, depuis quelques semaines, une biographie chez Flammarion.

◆

Quand l'institution sélect de la rue Racine empiète sur les plates-bandes des Editions N°1, la poule d'Attali devient vache sacrée, le goret meurt veau d'or : Coluche, philanthrope français de la seconde moitié du vingtième siécle, trois étoiles au Michelin catégorie droits de l'homme, entre dans la cour des grands (Montand, etc). Grand reporter, justement, au quotidien *Le Monde*, spécialiste de l'humour (**Cf, du même auteur, *Ce terrible Monsieur Pasqua*, en collaboration avec Alain Rollat, éditions Olivier Orban, 1988.**), Philippe Boggio possède l'ensemble des références nécessaires à la rédaction d'un catéchisme bien calibré. Résumons l'intrigue :

Michel Colucci, enfant pauvre de Montrouge, est recueilli par Paul Lederman, ex-impressario de Claude François, tuteur de Thierry Le Luron. Grâce à l'amitié, la clairvoyance et la patience de son mentor, il connaît un succès foudroyant qui précipite ses ventes de disques et la chute de Giscard. Rompant avec la figure du père en 1980, livré à lui-même, abandonné par sa femme, le comique se fourvoie au cinéma puis, à la faveur d'un hiver particulièrement rigoureux, renaît six ans plus tard en se réconciliant avec Lederman, miséricordieux. Tout juste ressuscité par les restaus du coeur, une mort aussi peu ordinaire que sa vie (un accident de la route) achève sa Passion.

Ce livre est presque un conte de fées. Hormis l'épouse ingrate et l'hebdomadaire *Minute*, tout (impressarios, dealers, piques-assiettes, présidents de la République) y serait parfait si l'auteur n'était subtilement hypocrite. Certes, l'indulgence de l'homme du *Monde* préserve les apparences et ménage excessivement l'entourage du comique. Pourtant, le portrait est d'autant plus nuancé qu'il pardonne tout pour ne rien omettre. Hagiographie, non de Coluche mais de son manager, ce panégyrique empoisonné décrit avec tendresse un gros lard complexé, haineux, chapardeur d'idées, froussard, méchant et, circonstance atténuante, héroïnomane. Tel une mondaine esquintant sa meilleure amie d'un ton flatteur, Boggio réussit là où les procès en mauvais goût du Figmag ont échoué.

Cette biographie agréée est à l'image du sujet. Incontrôlable en peau de lapin, Coluche n'a jamais cessé de jouer le jeu des uns ou des autres. Conformiste d'anticonformisme, son discours a toujours réinjecté le discours dominant. Incarnation du peuple de gauche, il s'est montré l'interprète des poncifs de sa frange la plus huppée, la seule qui puisse croire en sa dérision (encore le second degré) tout en partageant son mépris des petites gens.

On peut regretter à ce titre que l'influence réelle d'un Jacques Attali, qui mérite quelques droits d'auteur sur le Coluche dernière période, n'ait pas été sérieusement examinée par Boggio. Il est vrai que le Lederman spécial du Président revendique la paternité d'à peu près toutes les grandes aventures de la gauche, de SOS Racisme aux chemises mao de Jack Lang. La vanité de ce roquet hypersensible, fasciné par le vulgaire qu'il imagine caractéristique du peuple, n'est pas toujours infondée. On pourra ainsi remarquer que malgré le vide irremplaçable laissé dans la société française par la mort de Coluche, l'Elysée s'est rapidement trouvé un nouveau rabatteur en intronisant Bernard Tapie. Le lancement politique de l'éternel repreneur, plus encore que la médiocrité rétrospective des sketches de Coluche, renforce la fongibilité de ce dernier. Il ne nous manque pas tant que ça, ce vrai/faux beauf, submergé par la parasitose, l'héroïne et les coiffeurs en perfecto. Paradoxalement, la postérité en retient le pire au détriment du moins pire (*Tchao Pantin* ou, de l'avis même de personnes d'un goût très sûr, *Le fou de guerre*, films présentant le grave défaut de n'avoir rien rapporté à Lederman). C'est que le rire aussi a ses gibelins et ses guelfes. Entre Jean Yanne et Coluche, entre Henri Salvador et Patrick Sébastien ou de Pierre Etaix à Michel Boujenah il y a, comment dire...un monde. *Globe* (et les rillettes Bordeau-Chesnel) n'a pas tort sur ce point : tout le monde n'a pas les mêmes valeurs.

■ **Jean-Albert Louis**

Coluche, par Philippe Boggio, Flammarion, 424 p., 1348 F.



Grâce à l'amitié, la clairvoyance et la patience de son mentor Paul Lederman, Michel Colucci connaît un succès foudroyant qui précipite ses ventes de disques et la chute de Giscard.

CHOUAN DU TYROL

Andreas Hofer et le double visage de notre Europe

◆

Rarement héros populaire fut aussi méconnu en dehors des frontières de sa nation, car le Tyrol est un peuple et une nation. Même les Allemands, surtout les Allemands, se méfient du culte de celui qui fut pourtant un des champions du germanisme, mais reste enraciné dans son terroir. Aujourd'hui le nationalisme et le cosmopolitisme se conjuguent étrangement pour refuser l'émergence des « patries charnelles », ces réalités de l'ethnie et de la tradition qui se moquent singulièrement des frontières étatiques.



Andreas Hofer (1767-1810), chef de la révolte tyrolienne contre la Bavière alliée de Napoléon.

Jean Sévillia, en consacrant un livre à Andréas Hofer, pose sans doute plus de questions qu'il ne croit lui-même. De son regard purement historique sur celui qu'il nomme « le Chouân du Tyrol », on peut sans nul doute déduire une réflexion féconde sur les deux voies qui s'ouvrent aujourd'hui à l'Europe.

Le général Béthouart, qui .fut naguère — au printemps 1940, à Narvik, au-delà du cercle Polaire — le « fraternel adversaire » du général Dietl, dont il partageait la passion pour la montagne, devait devenir après la guerre haut-commissaire de la République française en Autriche. Il s'y révéla diplomate hors pair, soucieux d'établir une amitié qui préfigurait l'Europe de demain. Il avait d'ailleurs lui-même consacré un livre au prince Eugène de Savoie, *le Prinz Eugen,* héros germanique s'il en fut.

Béthouard donc, ce vieux guerrier picard, déclare, le 24 septembre 1950, sur la colline de Bergisel, au dessus d'Innsbrück, alors qu'il faisait ses adieux aux Tyroliens : *« Nous avons fait fusiller Andréas Hofer. Aujourd'hui, nous savons que nous avons eu tort. Et, au nom de la grande nation française, j'apporte ici un témoignage de respect et de haute considération pour cet homme. »*



En hommage à leur héros populaire, des Tyroliens défilent avec des faux et la grande croix de Berg Isel (un sanctuaire près d'Innsbruck), dans les années 30.

Hommage insolite du descendant des anciens occupants à celui qui fut le symbole même de la résistance à la France, ou plus exactement à la conception impériale (et impérialiste) de la France, incarnée par Napoléon et prise en relais par ses alliés allemands, en l'occurrence les Bavarois. On ne se chamaille qu'entre voisins et, en ce sens, la querelle entre Tyroliens et Bavarois atteint des sommets incompréhensibles à qui ne connaît les ressorts cachés et sans doute indéracinables de l'âme des peuples.

Les événements de 1809 peuvent paraître bien lointains. Il font pourtant partie de la préhistoire vivante de notre Europe en gestation.

FEUTRE VERT ET BRETELLES À FLEURS

Jean Sévillia a parfaitement raison de commencer seulement l'aventure de son héros vers la centième page de son livre. On ne comprend rien à Andréas Hofer si on ignore le cadre géographique, sentimental, religieux, historique, de sa révolte. Sans ces explications, il ne serait qu'un bandit d'honneur de western, un hors-la-loi. C'est d'ailleurs l'image fausse que l'on garde de lui, avec son large feutre vert, sa longue barbe sombre et sa culotte de cuir qui libère ses genoux et s'orne de bretelles fleuries. Quand on le sait aubergiste, on imagine quelque enseigne du Cheval Blanc. C'est réduire à un folklore d'opérette cette terrible histoire de sang et de bravoure.

Révisons nos préjugés. Aujourd'hui où le Tyrol du Sud de langue allemande — que Rome nomme simplement « Haut-Adige » — est annexé par l'Italie, posant les problèmes que l'on sait (ou plutôt, hélas, que l'on ignore), on imagine mal que le Tyrol historique comprenait, au contraire, une importante région de langue italienne tout autour de Trente : le quart des Tyroliens ne parlaient même pas allemand et pourtant ce fût la zone la plus favorable à l'insurrection nationale contre les Franco-Bavarois.

Il faut d'abord situer le cadre de cette « chouannerie », alors que de nos jours les Tyroliens, comme les Basques, sont partagés entre deux Etats.



Pièce de monnaie autrichienne de 50 schilling à l'effigie d'Andreas Hofer.

Leur patrie s'insère entre la Bavière au nord, Salzbourg et la Carinthie à l'est, la Lombardie et la Vénétie au sud, les Grisons helvétiques et le Voralberg autrichien à l'ouest. A l'usage des langues allemande et italiennes, s'ajoute l'emploi du dialecte ladin pour compliquer encore une situation très caractéristique de la richesse ethnique de l'empire des Habsbourg.

Les habitants de Haute et Basse-Autriche sont des étrangers. Vienne est loin, très loin vers l'est. Reste l'empereur. Un principe plutôt qu'un homme. On le verra bien quand Joseph II, souverain « éclairé », prétendra apporter des lumières qui ne sauraient guère convenir à l'un des peuples les plus traditionnels de son empire, chez qui la religion occupe une telle place que même le catholicisme bavarois ici semble tiède. C'est le triomphe du baroque, de la Vierge, des saints protecteurs, des reliques des processions, des pèlerinages. Catholicisme tellement paysan qu'on pourrait y déceler plus de traces de paganisme qu'ailleurs en Europe, tant la religion s'y trouve liée aux vieilles forces telluriques. L'Empire convient à ce peuple, dans l'infinie diversité des constitutions, des lois et des dialectes, qui forment la plus singulière des mosaïques.

Déjà ébranlé par les innovations « modernistes » de Joseph II, le Tyrol va entrer en révolte ouverte quand les Autrichiens cèdent en 1809 le pays aux Bavarois, alliés des Français.

D'où cette cette sorte de chouannerie, dont Andréas Hofer sera le héros.

LE SYMBOLE DU GERMANISME

Dans des montagnes où des dizaines de sommets culminent à plus de 3 000 mètres d'altitude et où le particularisme de chaque vallée s'exacerbe, la résistance va d'autant plus triompher initialement qu'il y existe depuis le début du XVIe siècle des compagnies de tirailleurs qui constituent une véritable armée de milice, selon un principe dont on retrouve aujourd'hui des traces en Suisse et qui s'est perpétué en Autriche, sous la forme folklorique des sociétés de tir.

Ce Tyrol qui est une nation plus qu'une province, va se trouver brusquement confronté au drame de l'occupation française, puis de l'annexion bavaroise.

On a trop occulté ce que furent les réactions de rejet des populations au temps où la France occupait l'Europe. Napoléon poursuivait la volonté expansionniste de Louis XIV. L'ex-royaume se prétendait empire et Bonaparte se voulait héritier de Charlemagne, mais il prenait à son compte la politique d'annexion et d'assimilation de la monarchie puis de la révolution.

Jean Sévillia décrit assez bien les étapes de la victoire puis de la défaite d'Andréas Hofer pour qu'il ne soit pas nécessaire de s'y attarder. Cette tragédie est brève : elle dure moins d'un an, de mars 1809 à février 1810.

Passons sur les horreurs de la guerre. Elle sont inhérente à tout conflit où interviennent des partisans. La Vendée a connu sans doute encore pire. Que les troupes d'invasion soient bavaroises et saxonnes sous un chef alsacien de langue alémanique, le maréchal Lefebvre, ne change rien à l'horreur. Au contraire.

Régent du Tyrol un seul été, Andreas Hofer est capturé dès l'automne et fusillé le 20 février 1810.

Mort en martyr après avoir vécu en héros, le Sandwirt, c'est-à-dire le tenancier du *Sandhof*, son auberge au

nom de sable, est devenu au cours des âges posthumes un véritable mythe, illustrant la vieille devise : *Für Gott, Kaiser und Vaterland*.

Symbole du germanisme contre la latinité qui devait par la suite annexer le versant méridional de sa patrie y compris son village natal, symbole de l'Autriche contre l'Allemagne, symbole du catholicisme sudiste contre le protestantisme nordique, symbole de la foi et du patriotisme contre la raison d'Etat, oui, certes, il a été tout cela. Et Jean Sévillia l'évoque très bien, qui insère son personnage dans une grande querelle, celle qui oppose *« la philosophie égalitaire, individualiste et laïque née au siècle des Lumières »* et *« une vision du monde hiérarchique, communautaire et catholique »*. D'où le sous-titre de ce livre, qui a l'immense mérite d'être le premier en France sur le sujet : *Le Chouan du Tyrol*.

L'EUROPE AUX TROIS CENT SOIXANTE-CINQ DRAPEAUX

Mais il faut aussi voir plus loin et projeter le combat d'Andréas Hofer à notre époque, tout en nous référant à la sienne.

Il y avait, et il y a toujours deux conceptions de l'Europe : celle du jacobinisme centralisateur, dont Napoléon a été l'héritier et qui consistait à fabriquer des départements à la chaîne et à confédérer des alliés-clients pour aboutir à un monstre qui sert de modèle secret à l'Europe des technocrates d'aujourd'hui. Cette Europe sans âme n'est plus alors qu'une étape dans la constitution de la république universelle et cosmopolite. Une telle vision abstraite n'empêchait d'ailleurs pas, voici deux siècles, un fantastique chauvinisme français, qui continuait le rêve louis-quatorzien de porter le fer et le feu au-delà du Rhin. On commence par brûler le Palatinat et on finit par occuper le Tyrol. Napoléon, tout empereur qu'il s'était autoproclamé, restait dans la vieille tradition du Royaume en lutte contre l'Empire. Singulier personnage que ce fils du peuple corse qui fut le continuateur à la fois de la révolution et de la monarchie, tout en travestissant les deux dans un rêve « romain » qui annonçait déjà les pires outrances du fascisme et de la déification de l'Etat.

En face, il y a le Tyrol, c'est-à-dire un peuple à nul autre pareil, une nation héritière d'une longue histoire, une « patrie charnelle » en un mot, comme aurait dit Saint-Loup. L'Empire, le vrai, confortait de telles identités. Il n'y a guère moins de princes souverains sur leurs propres terres que de jours de l'année. Ce n'est même plus l'Europe aux cent drapeaux, dont parlent certains, mais l'Europe aux trois cent soixante cinq drapeaux, dont la confédération helvétique, avec ses trois langues (et même quatre, si on compte le romanche) perpétue la réalité la plus démonstrative !

Les vieilles terres d'Empire comme l'Alsace ou la Bohême peuvent comprendre mieux que d'autres le geste d'Andreas Hofer. Mais son exemple d'homme libre sur une terre libre peut aussi bien s'entendre en Ecosse ou en Galice, en Ukraine ou en Flandre. Au Moyen-Orient, les pechmergas kurdes sont dans la droite ligne du combat des chasseurs tyroliens d'Andreas Hofer. C'est désormais sur le sol d'Europe, de l'Oural à l'Atlantique, que doit se renouveler le choix essentiel du Sandwirt. Non pas le Tyrol *ou* l'Empire mais le Tyrol *et* l'Empire, c'est-à-dire l'Europe.

A toute fédération il faut un fédérateur. Je ne suis pas de ceux qui sourient de la monarchie ; je crois que le seul qui puisse aujourd'hui y prétendre sur notre continent se nomme Otto de Habsbourg-Lorraine.

En complément de ce livre sur Andréas Hofer, je viens de lire d'un trait son essai : *L'idée impériale, histoire et avenir d'un ordre supranational*, édité en 1989 aux Presses Universitaires de Nancy, avec une préface de Pierre Chaunu. Que d'idées à y reprendre !

Andréas Hofer s'est battu pour la liberté du Tyrol. Il s'est battu aussi pour l'unité (dans la diversité) de l'Empire. C'est pourquoi son geste, au-delà de la chouannerie et du sectarisme religieux, s'insère dans le grand combat des identités.

Napoléon, dans un certain sens, voulait faire l'Europe. Andréas Hofer voulait, lui, défendre l'Empire. Aujourd'hui, ces deux idées ne sont pas inconciliables. Elles sont complémentaires.

■ **Jean Mabire**

Jean Sévillia : *Le Chouan du Tyrol, Andreas Hofer contre Napoléon*, 276 p., 130 F., Perrin.

UNE LETTRE DE PAUL SÉRANT

On m'a demandé si je maintenais tel ou tel propos de moi rapportés par Jean Mabire dans le très beau et très amical portrait qu'il m'a consacré (*Le Choc du mois* de mars).

Il est évident que si Mabire avait voulu *« recueillir des déclarations «*, j'aurais été à la fois plus précis et plus nuancé, qu'il s'agisse de la guerre, de la religion, du monde anglo-saxon, du personnalisme ou de l'écologie. Mais Mabire ne m'a pas soumis un interrogatoire : il a voulu restituer l'atmosphère d'un échange de vues à bâtons rompus.

S'il est vrai, par exemple, que je désapprouverais une écologie qui déboucherait sur un idéalisme abstrait, je n'en suis pas moins depuis longtemps d'accord avec le combat des Verts quant à son esprit et ses objectifs essentiels. Je doute fort d'ailleurs que Mabire lui-même, amoureux comme il l'est de la montagne et de la mer, puisse accepter allégrement la technologie à la fois aveugle et mercantile qui salope les sites et les équilibres naturels, notamment dans cette Normandie et cette Bretagne qui lui sont particulièrement chères.

La gentillesse de Mabire le porte à me présenter comme un défenseur des causes perdues ou que l'on croit telles. A moi de rappeler qu'il a lui-même défendu deux de ces causes qu'il évoque. Et l'une d'elles, bien avant moi.

Dans les années d'après-guerre, la situation des régionalistes n'est pas très confortable. S'ils ont été collabos, on dit qu'ils ont été encore pires que les autres. S'ils ont été résistants, ils ont droit à la parole, sauf sur le régionalisme : il faut reconstruire la France, ces histoires-là, on verra plus tard. Et si — comme Jean Mabire — ils sont trop jeunes pour avoir été résistants ou collabos, on leur conseille d'attendre d'avoir un peu vécu avant de se prononcer sur une question si complexe.

Jean Mabire n'a pas un tempérament d'attentiste. Dès 1949, il fonde la revue *Viking*, *« cahiers de la jeunesse des pays normands »*. Les « vieux » régionalistes s'attendrissent sur ce pauvre jeune homme, qui va se casser la gueule. Mais *Viking* va durer dix ans. Et après, d'autres publications prolongeront son effort, et l'on verra naître un Mouvement normand, absolument impensable vingt ans plus tôt, auxquels des gens tout ce qu'il y a de bien osent donner leur adhésion. Que tout cela n'ait pas porté tous les fruits que Mabire et ses amis en espéraient, c'est possible, mais les choses ne sont jamais exactement conformes à ce que nous souhaitons. L'essentiel est que ce que nous croyons vrai obtienne davantage d'audience. En l'occurrence, c'est bien ce qui a eu lieu.

Or, à l'époque où Mabire fonde et maintient *Viking*, il n'a pas encore de « signature », il n'a encore publié aucun des quelque cinquante livres qui suivront. Cela ne l'empêche pas de défendre une cause que l'on croit perdue et de prouver qu'elle ne l'est pas. Ce qu'il continuera à faire en d'autres domaines, dans toute une partie de son œuvre d'historien. Jusqu'au jour où Bernard Pivot osera reconnaître en lui un *« interlocuteur valable »* pour l'un de ses débats.

A propos de mon dernier livre, consacré à la francophonie nord-américaine, Jean Mabire, soucieux de donner de moi une présentation globale, ne s'est pas attardé.

Je sais que , dans certains milieux français, les Québécois n'ont pas toujours bonne presse. Les catholiques traditionalistes leur reprochent d'être scandaleusement modernistes. Les antigaullistes leur reprochent d'être gaullistes. Et certains nationalistes les accusent même d'avoir des complaisances pour la subversion internationale.

Dans les *Enfants de Jacques Cartier*, je m'efforce de dissiper les confusions souvent commises sur ces différents points.

La domination cléricale subie par le Québec jusqu'au début des années 60 n'était pas le triomphe de l'esprit catholique traditionnel, elle n'en était que la caricature. Certains catholiques québécois ont pu sombrer dans un excès inverse, mais l'ordre précédent n'était pas tolérable.

Gaullistes ? Les Québécois ne l'ont pas été pendant la guerre. Ils ont vu en Pétain l'homme qui tentait d'atténuer les souffrances de la France malheureuse. Secourables envers des réfugiés résistants, ils l'ont été tout autant par la suite envers les épurés qui se tournaient vers eux. En 67, bien sûr, c'est autre chose : de Gaulle est le premier Chef d'Etat français qui vienne saluer le Québec ; difficile pour les nationalistes québécois, dont beaucoup ont moins de trente ans, de ne pas apprécier sa visite. Cela étant, la satisfaction québécoise s'est aussi accompagnée de réserve et de défiance : la réponse du maire de Montréal au Général en apporte la preuve.

Quant à l'histoire des liens du Québec avec la subversion internationale, elle a été répandue par des milieux américains, dont l'opinion se résumait en 76 par cette manchette d'un grand magazine : *« Québec is Cuba »*. Eh bien non, pas le moindre rapport. Il est vrai qu'en 1969, un commando d'indépendantistes québécois avait assassiné le ministre fédéraliste Pierre Laporte. Un crime affreux et que rien n'excuse. Mais ce fut le seul. Les tueurs ont été unanimement désavoués, et l'évolution du pays après l'élection de l'indépendantiste René Levesque en 1976 s'est poursuivie pacifiquement. Si toutes les révolutions avaient été aussi tranquilles que celle-là, le monde ne s'en porterait que mieux.

On peut aimer comme moi les Québécois et les autres francophones nord-américains ou ne pas les aimer : question de sensibilité personnelle. On peut difficilement, quand on est francophone, ne pas apprécier la lutte qu'ils mènent sans relâche pour la défense du français. Une cause perdue, celle du français ? Nous n'avons pas à accepter qu'elle le soit. J'en reviens au Normand Jean Mabire : il n'aimerait sûrement pas plus que moi que toute la Normandie devienne comme Jersey et Guernesey, où la langue française semble reléguée au rang de souvenir historique.

Qui sait ? Peut-être que d'ici quelques années, un grand penseur en chemise blanche, télévisé sur les rives du Couesnon, se demandera pourquoi des « idéologues français » tels que Mabire et moi ont pu divaguer comme ils l'ont fait.

Mais la gloire sera pour nos descendants : le grand penseur attendra vraisemblablement que nous ne soyons plus de ce monde.

En attendant, nous allons continuer à aimer la vie, même lorsqu'elle est compliquée...

■ Paul Sérant

CHAUNU CONTRE CHAUNU

Encore un bouquin de Pierre Chaunu ! On ne les compte plus, et bientôt on ne les remarquera plus. Nous savons, bien sûr, qu'il y a beaucoup de gens qu'une telle fécondité impressionne. Comme le disait Abel Bonnard, poète et prosateur exquis : *« Le monde moderne, qui décidément se sera fait des idées grossières de toutes les grandes choses, n'estime le travail qu'à la quantité. Un écrivain passe pour grand travailleur qui bâcle livre sur livre avec une négligence infatigable. »* Cela est d'autant plus regrettable que Chaunu, assez souvent, proclame des vérités fortes, de ces vérités mal vues par l'idéologie dominante ou carrément niées par elle. Ainsi, lors du récent bicentenaire de la Révolution française, il n'a pas craint de s'en prendre hardiment aux dogmes de l'histoire officielle, de multiplier les critiques et les interpellations, bref, de jouer, avec un certain bonheur, les trouble-fête et les empêcheurs de commémorer en rond. Pourquoi, dans ces conditions, affaiblit-il maladroitement sa voix en s'abandonnant à une graphomanie intempérante et si peu soucieuse des égards dus à la langue, à ce qui fait sa précision et sa clarté ? Hélas ! on retrouve, en lisant ce livre-ci (1), la même scandaleuse indifférence aux plus simples règles de la grammaire et aux plus normales exigences de la ponctuation, que dans ses précédents ouvrages...

La matière est riche, pourtant, de cette « autobiographie intellectuelle » où Chaunu, évoquant ses *« chères colères d'antan »*, affirme les regarder dorénavant en *« spectateur désabusé »*. Car s'il ne renie rien des émotions, des passions, des ardeurs qui ont nourri ses engagements, si la vivacité de son tempérament reste intacte, il se veut aujourd'hui *« en marche vers l'au-delà de toute colère »*, et c'est à *« une approche plus apaisée, donc plus efficace au service de la bonne cause »*, qu'il entend consacrer le temps que Dieu a décidé de lui laisser encore.

Cette bonne cause, demandera-t-on, quelle est-elle ? D'abord la cause de la vie. Chaunu, historien qui, de son propre aveu, doit à la démographie une large part de sa compréhension de l'histoire, a mené, en faveur de la natalité, un combat difficile, reçu par toute une frange de l'opinion, peu sensible à des enjeux trop lointains, comme une insupportable atteinte à la liberté des individus. Il y a plus de quinze ans déjà, dans *La Peste blanche*, l'avertissement qu'existait un risque objectif d'autodestruction de la partie la plus chargée de responsabilités de l'humanité, était nettement formulé, et nos dirigeants priés d'y réfléchir. Ce fut un cri qui n'atteignit que peu d'oreilles, les moins bouchées n'étant pas celles d'une classe politique *« congénitalement insensible à une expression intelligente et prospective du bien commun »*.

On le constate, tout converti qu'il se prétende aux vertus de la conciliation, Pierre Chaunu continue d'avoir, à l'occasion, le jugement ferme et la dent dure. C'est peut-être ce qui rapproche le plus de Maurras (auquel, cependant, il se dit allergique) ce *« traditionaliste moderniste »* de l'école de Burke et de Tocqueville.

■ Michel Toda

(1) *Colère contre colère* (Seghers) 245 p., 95 F.

Ambiguïté de Philippe le Bel

De tous les rois de France, Philippe le Bel est sans aucun doute l'un des plus discutés et aussi l'un des plus mal compris. Cela tient, d'une part, à sa personnalité, assez énigmatique, et sur laquelle ses contemporains eux-mêmes ne laissaient pas de s'interroger. Cela tient également à sa politique ou à celle que conduisirent, en son nom et avec sa permission, une poignée d'hommes dont les convictions s'accordaient avec leurs passions et leurs intérêts, les fameux « légistes », souvent de naissance obscure, mais devant leur situation à la faveur royale, et pour ce motif, entièrement dévoués à la Couronne et zélés serviteurs de la raison d'Etat. Or ces légistes, en général juristes de formation et pénétrés de droit romain, étaient impatients d'émanciper la monarchie capétienne des vieilles formules théocratiques cultivées par le Saint-Siège, et qu'un pape de caractère brutal et impérieux, Boniface VIII, s'appliquait à remettre en vigueur. Y avait-il là, sous prétexte d'affirmer l'indépendance de l'Etat, une tentative plus ou moins consciente de promouvoir une certaine forme de laïcisme ? On l'a dit, et les catholiques ultramontains s'en sont indignés, au point de voir, dans le règne de Philippe le Bel, le début d'un lent processus de désacralisation de la souveraineté, qui finira par déboucher sur la Révolution de 1789.

Commentant, en notre siècle, la bulle *Unam sanctam*, où Boniface, au plus vif de sa querelle avec Philippe, avait solennellement réitéré la « doctrine des deux glaives », selon laquelle le pouvoir temporel, quoique autonome dans son domaine propre, est subordonné au pouvoir spirituel, Jacques Maritain, par exemple, en faisait un vibrant éloge, déclarant même rendre grâce à son auteur *« d'avoir donné à ce monde malheureux le plus fort témoignage des droits et de la puissance de l'Esprit »*. Face à cette « vérité certaine », fougueusement défendue par un pape de combat et enseignée sans discontinuer par le magistère de l'Eglise, il considérait avec sévérité *« l'orgueil des Etats et des rois de chair obstinés pendant quatre siècles à secouer la tutelle du pouvoir spirituel, et à revendiquer une souveraineté absolue, pour aboutir fatalement aux crises révolutionnaires et démocratiques… »*

TRÈS CHRÉTIEN MALGRÉ TOUT

Mais nous ne nous égarerons pas davantage dans cette difficile question, et les lecteurs désireux d'en connaître les données historiques se reporteront avec profit à l'excellent livre de Dominique Poirel (1). En tout cas, une chose que montre bien ce livre, c'est la foi très grande de Philippe IV, aucunement atteinte ni effleurée par le conflit entre Paris et Rome. Habité par la mémoire de son aïeul saint Louis, hanté, comme lui, par l'idée de croisade, le roi se voulait un pieux et fervent chrétien. A la fin de sa vie, non content de lire à genoux les évangiles de la Passion, il se faisait administrer la discipline par son confesseur, et portait une chemise de crin sous ses vêtements d'apparat.

Il se trompa dans ses choix, favorisa des orientations qui, un jour, se révéleront néfastes ? On peut le penser. A condition d'ajouter : il aida à construire notre pays.

■ Michel Toda

(1) *Philippe le Bel* (Perrin) 460 p., 145 F.

NI HAINE, NI REGRET

Siegfried et le Berrichon

Amoureux des lettres classiques, Léon Gaultier s'est engagé aux côtés des Allemands. Il a laissé de son itinéraire politique et militaire un récit écrit avec un singulier détachement.

Sous un titre qui évoque Giraudoux, un ancien diplômé d'études supérieures de lettres classiques nous raconte — sur un ton assez elliptique qui surprendra plus d'un lecteur — le trajet politique et militaire qui devait le conduire à la tête d'une compagnie de combat de la Waffen SS, avec le grade d'Untersturmführer, c'est-à-dire de sous-lieutenant. Ce récit, longtemps retenu, est enfin publié. Il surprend d'abord par sa qualité littéraire, mais, aussi par un ton, aujourd'hui totalement inhabituel, qui évite tout autant de regretter et de glorifier un engagement aussi total et que l'auteur paya d'une très grave blessure dans les premières minutes de son arrivée sur la ligne de feu.

Ceux qui espèrent un plaidoyer idéologique ou une héroïque aventure guerrière seront déçus, tant le récit de Léon Gaultier prend de distance avec les événements qu'il décrits. Le ton en est presque désinvolte, ce que laissait déjà supposer le titre giralducien. Ce garçon d'une autre génération écrit comme les « hussards », ses cadets. Et pourtant qu'elle est terrible cette équipée qu'il évoque avec un flegme et un humour qui me laisseraient à penser que Jean Bourdier n'est pas le seul berrichon anglomane de mes amis.

DU COMMUNISME À LA WAFFEN SS

Tout commence donc à Bourges, qui fut naguère capitale de l'hexagone et qui mérite de le redevenir, tant on y trouve l'équilibre et une certaine manière de respirer typiquement française. Rien de wagnérien au confluent de l'Yève, du Langis, du Moulon et de l'Auron sur le canal du Berry.

Et pourtant Léon Gaultier va y rencontrer Siegfried et les dieux venus du Rhin par quelques mystérieux affluents.

A vrai dire, celui qui semble jouer un grand rôle dans sa vocation, c'est François Gaucher, qui passera plus tard du front Populaire au front de l'Est et dont Gaultier ne nous dit pas grand chose, car son récit manque, volontairement sans doute, de portraits. Tout juste des évocations qu'il convient de décrypter.

Préservé, on ne sait comment, de la double armure de l'Action française et du catholicisme, le jeune Gaultier, qui a eu vingt ans en 1935, milite un moment au PPF de Doriot. Il ne nous dira ni pourquoi il s'est rendu au rendez-vous de Saint-Denis ni pourquoi il a quitté le grand Jacques. Il ramène de ce séjour brumeux en doriotie quelques amitiés, dont celle de Paul Marion. Curieux personnage et étrange itinéraire : militant communiste de choc dans sa jeunesse il dirigera un temps les services d'Information du gouvernement du Maréchal et présidera aux destinées du Comité des Amis de la Waffen SS française !



Berrichon têtu Léon Gauthier a tenu le serment de « fidélité et bravoure ». Plutôt que de nous expliquer pourquoi, il nous raconte comment.

FIDÉLITÉ ET BRAVOURE

Le grand mérite du livre de Gaultier — hors son style, souvent insolite et parfois superbe — est non pas de nous révéler les coulisses de Vichy — et qu'importe le petit destin de tel chargé de mission ou de telle secrétaire ! mais de ressusciter une atmosphère, où un personnage comme Pierre Laval prend soudain une dimension humaine familière.

Souffrant d'une guerre rentrée en 40 (et décrite sur un ton d'une ironie grinçante), Gaultier ne peut se satisfaire de vivre dans un bureau ni sur une estrade. Il brûle de se battre. Non pas qu'il soit militariste, mais parce qu'il trouve qu'il n'est pas convenable que son pays ne participe pas à la guerre mondiale. Il commence par être, derrière Joseph Darnand, de ces quelques aventureux assez naïfs pour être certains de



Dans cette guerre de religion, il est « religionnaire », sans grandiloquence mais sans incertitude ou hésitation.

l'approbation du Maréchal, qui vont transformer le SOL, le Service d'Ordre de la Légion des combattants, en Milice française, au début de l'année 1943. Huit mois plus tard, avec quelques camarades, il roule vers un camp d'instruction en Alsace, échappant ainsi à cette guerre civile dans laquelle vont se trouver entraînés tant de ses proches. Lui, au moins, ne portera les armes qu'en Galicie, contre l'Armée Rouge en pleine offensive, au mois d'août 1944.

Pour qui connaît l'histoire de cette guerre, il est surprenant de constater à quel point les cadres de la LVF, engagés sur le front russe devant Moscou en décembre 1941, sont restés français, de formation comme de réaction, menant une sorte de croisade tricolore qui pouvait, pour certains, ranimer des souvenirs de la guerre du Rif, et combien, à l'opposé, leurs cadets de la Waffen SS, du simple Freiwillige à l'Obersturmbannführer (lieutenant-colonel) Gamory-Dubourdeau qui les commandait, se sont intégrés facilement dans ce qui fut la nébuleuse des volontaires « européens » de la Waffen SS (surtout ne pas dire « étrangers »).

Léon Gaultier l'explique par ses rencontres de quelques officiers allemands singuliers et surtout par son passage à la Junkerschule de Bad Tölz, dont il nous laisse une évocation hallucinante. Cet amoureux des lettres classiques y découvre avec surprise un monde qu'il fait sien, une fois pour toutes.

On peut s'étonner de ne découvrir chez lui ni haine ni regret. Mais c'est oublier qu'il vit, depuis son engagement, un rêve éveillé qui fait désormais de lui un être différent, « soldat politique » dans une armée recrutée parmi une trentaine de nations et où il commande deux cents gaillards qui , à leur niveau de sous-officiers ou d'hommes de troupe, ont la même « foi » que lui. Dans cette guerre de religion, il est « religionnaire », sans grandiloquence mais sans incertitude ou hésitation.

Tout ce qui lui arrive ne l'étonne finalement pas :

Une terrible blessure à la poitrine dès le début de l'engagement en Galicie, l'hôpital où il se bat contre la mort sans savoir que la lutte sera encore plus horrible après la défaite, l'errance affamée dans l'Allemagne en ruines, le jugement, le bagne et au bout la liberté qui est la fin du rêve.

Ce témoignage a longtemps dormi dans un tiroir avant de trouver un éditeur qui ait le courage de le publier. A chaud, au lendemain de la guerre, ce livre n'aurait sans doute pas eu cette force. Dans un pays aussi « sécurisé » que le nôtre, la description sans propagande aucune, de la souffrance d'un homme et d'un peuple au côté duquel il a librement choisi de se battre, revêt quelque chose d'irréel et parfois d'insoutenable. Dans une lutte qui fut, comme il est obligatoire de le répéter, la lutte du Bien contre le Mal, on a pris le parti d'ignorer la souffrance des méchants et des maudits. Ce livre, où le combat ne s'étend pas sur plus de cinq pages, est cependant, d'un bout à l'autre, un livre de combat, où il n'est jamais question d'héroïsme mais de volonté, froide et nue, comme la lame de l'épée sur laquelle Léon Gaultier a naguère juré *« Treue und Tapferkeit »* : fidélité et bravoure.

Berrichon têtu, il a tenu ce serment. Plus que de nous expliquer pourquoi, il nous raconte comment.

■ Henri Landemer

***Siegfried et le Berrichon, le parcours d'un « collabo »*, 382 p., 130 F, Perrin.**

TONITRUANT

Quand Léon Daudet réveillait la Chambre

◆

Après la Grande Guerre, l'Action française joua, pendant quelque temps, la carte de l'opposition légaliste au régime républicain. La tentative, malgré le talent oratoire de Léon Daudet, devait se solder par un échec.

◆



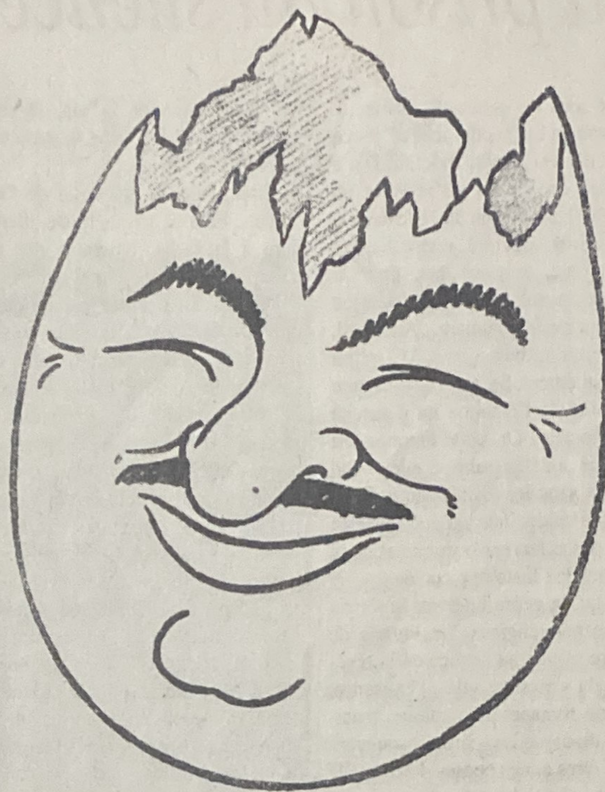
Du passage de Léon Daudet à la Chambre, il nous reste une prodigieuse galerie de portraits.

Journaliste, romancier, critique, essayiste, médecin et beaucoup d'autres choses encore, Léon Daudet fut aussi, de 1919 à 1924, le temps d'une législature, un très actif député. Avant lui, un autre grand polémiste d'extrême droite, également patron d'un quotidien de combat, Edouard Drumont, avait siégé quelques années à la Chambre, mais, puissant et redouté, la plume... ou l'épée à la main, il s'adapta fort mal au milieu parlementaire et n'y conquit aucune influence. Daudet, en revanche, doté d'un verbe sonore, audacieux et combatif autant qu'on peut l'être, assidu à son banc au point de ne manquer qu'exceptionnellement une séance, devait faire bien mieux que de la figuration en dépit de son relatif isolement politique. Dans une assemblée qui comptait de nombreux poilus, et où la note patriote dominait toutes les autres, ses appels à la fermeté envers une Allemagne vaincue mais toujours menaçante, rencontrèrent un écho que les gouvernements successifs ne pouvaient ignorer ni négliger. Le rôle important qu'il joua dans la chute du ministère Briand, en janvier 1922, les adjurations pressantes adressées à Poincaré d'occuper la Ruhr, ce que celui-ci, finalement, se résolut à faire, en janvier 1923, en fournissent les plus belles preuves. Seulement, de ces succès, quel profit retirèrent Daudet et l'Action française ?

Si l'on en croit Edouard Berth, syndicaliste révolutionnaire et disciple de Georges Sorel qui, à la veille de la Grande Guerre, s'était beaucoup rapproché d'elle, l'AF cessa moralement d'exister à partir d'août 1914, lorsque, sous prétexte d'union sacrée, elle

accepta sans aucune réticence de participer à la croisade du monde *quatre-vingt-neuvien* contre les Empires centraux et spécialement contre les Hohenzollern. « *Personne*, affirmait Berth vers 1924, *personne ne niera que l'idéologie des Alliés n'ait été une idéologie essentiellement démocratique et qu'il s'est bien agi, pour eux, de vaincre la dernière monarchie qui eût en Europe des allures ancien régime, pour arriver à couler le monde entier dans le moule de la civilisation bourgeoise.* » Dès lors, et quoique gardant son étiquette royaliste, l'AF, privée de sa vraie raison d'être, aurait versé, selon la propre expression de Berth, dans le « *chauvinisme intégral* ».

L'accusation est grave, et Léon Daudet, malheureusement, s'emploiera, en certains de ses articles ou de ses discours, à la justifier. N'ira-t-il pas jusqu'à déclarer, le 18 octobre 1921, à la tribune de la Chambre : « *Nous sommes de tout cœur non seulement avec les républicains allemands, mais encore avec les bolcheviks allemands, en Allemagne, précisément parce que nous souhaitons à l'Allemagne, la peste, et à la France, la santé.* » Comme si le meilleur moyen d'assurer sa maison consistait à mettre le feu chez le voisin ! En réalité, Daudet, « *fantasque et souvent peu rigoureux* », dit François Maillot dans un ouvrage très documenté, très neuf, et aussi très lucide sur l'expérience parlementaire du truculent écrivain (1), se laissait parfois aller à des dérapages dont il ne mesurait pas la portée. De même eut-il quelques illusions sur la possibilité de radicaliser le Bloc national, majoritaire à l'assemblée, d'entraîner le plus à droite cette « *grosse masse gélatineuse* ». Malgré les réussites que nous avons signalées, il échoua, au total, dans l'entreprise, et en conçut de l'amertume. Il y serait d'ailleurs parvenu qu'on voit mal en quoi cela aurait fait avancer la restauration monarchique…



Léon Daudet caricaturé par Marcel Arnac et Victor Méric.



Caricature de Maurras et Daudet par H.P. Grassier, parue dans le magazine *Les hommes du jour*, le 20 février 1936.

PAS SI PRESSÉ D'ÉTRANGLER MARIANNE

Reste que notre homme, représentant d'une doctrine qui condamnait le Parlement, en aima l'atmosphère, s'y épanouit, et se consola difficilement d'en être évincé aux élections de 1924, de ne plus pouvoir signer, avec une certaine ostentation comique non dénuée de jobarderie, Léon Daudet, *député de Paris*. François Maillot le confirme : il prit goût à son activité parlementaire, remarque-t-il, tissa ou renforça des liens amicaux avec des adversaires politiques, bref, il se plut à la Chambre et au contact de ses collègues. Or, ajoute Maillot, et l'observation vaut qu'on s'y arrête, « *comment peut-on envisager de prendre le pouvoir, et le cas échéant, de faire couler le sang, lorsqu'on entretient des rapports courtois et parfois d'amitié avec ceux qui, éventuellement, s'opposeraient à une telle tentative ?* » Au fond, on doit se demander, et on revient ici à l'appréciation de Berth, si cette attitude ne traduisait pas la renonciation au coup de force, le désir de perpétuer l'union sacrée, une union sacrée de plus en plus réduite, par souci de l'intérêt national à court terme, à un soutien sans contrepartie aux républicains libéraux ou conservateurs. François Maillot, au terme de son étude, penche en tout cas pour cette hypothèse.

Alors, pas si pressé d'étrangler Marianne, le député royaliste Léon Daudet ? La révélation est de taille…

■ Michel Toda

(1) *Léon Daudet, député royaliste* (Editions Albatros) 196 p., 120 F

La prison du silence

De tous les genres littéraires, le roman est le plus achevé. Parce qu'il est le plus indéfini. Il n'a de limites que celles du style et du talent. Qu'il assure une plongée dans le réel ou qu'il convie à une échappée dans le rêve, tout est bon pour le nourrir de ce qui est heureusement ou malheureusement humain. Au fond, qu'est-ce qu'un bon roman ? C'est un roman qui émeut. Sa qualité se mesure à la qualité de l'émotion qu'il suscite chez le lecteur. Or, cette émotion est elle-même indéfinissable : elle prend sa source sans les eaux mêlées d'une originalité stylistique, d'une justesse de ton, d'une ferveur poétique et de la crédibilité de l'histoire racontée.

Plus qu'un genre littéraire le roman est un genre religieux. La liturgie de l'écriture se met au service de la révélation du mystère de l'existence. L'écriture romanesque exploite, manifeste et divulgue les secrets insoupçonnés des êtres et des choses. Parfois elle parvient même à rendre la mort très fréquentable.

Le premier roman de Michelle Schuller, *Une femme qui ne disait rien*, d'emblée séduit, envoûte, abasourdit. Et pourtant, ayant appris que la romancière est professeur en région parisienne, nous avons commencé la lecture de son livre non sans une bonne dose de circonspection d'usage. Il faut dire qu'une fréquentation forcée des « salles des profs » et une connaissance assez approfondie de la faune à l'insignifiant clabaudage qui y végète, nous incitent à une prudence vigilante et à une méfiance méticuleuse. Cependant, dès les premières pages, il convient de baisser la garde et de se rendre à l'évidence : non seulement Michelle Schuller a quelque chose à dire, mais encore elle le dit comme nul autre ne saurait le dire. En d'autres termes, elle a du style. Mieux, elle a son style.

Son roman est à la fois inquiétant et fascinant. Il est fait de mots de rien du tout serrés dans des phrases sans affectation, tirées non pas à quatre épingles mais au cordeau d'une sensibilité à fleur de mots. Il est fait de mots et de phrases qui prennent le lecteur à la gorge et par la main pour le conduire au cœur même de la vie, là où se fomentent les horreurs et se trament les aurores.

Etrange destin que celui de Geneviève… Fille de ferme, fruste, illettrée, dure à la tâche, ignorante des états d'âme, rompue aux épreuves de l'existence, elle est épousée par un garçon qui la transplante à la ville, puis qui disparaît un beau matin, sans crier gare, la laissant seule avec le fardeau de ses silences, de ses déceptions cuisantes et de son esquisse de rêves avortés. Enceinte et sans aucune ressource, la jeune femme retourne à la campagne, chez ses parents. Désormais et jusqu'à sa mort, la vie n'est pour elle plus qu'une affaire de survie. Geneviève accepte sa condition sans révolte. Quoi qu'il arrive, elle ne dit mot. Elle ne parle jamais. Elle conjugue inlassablement le verbe se taire à tous le temps d'une existence sans envol. Bête traquée par l'inanité, elle se terre dans le cloître du silence. Mais au fond de sa prison brille une flamme lointaine : en effet, dans le secret de son cœur elle couve un amour silencieux et inavoué pour Alexandre, le cousin de son mari, également disparu elle ne sait où.

A la fin de sa vie, Geneviève cultive des roses en souvenir d'Alexandre. *« Alexandre… Que serais-je sans toi, moi qui n'ai plus rien que mes mains pour cultiver des roses et leur faire dire ton nom ? »* Un jour, espère Geneviève, la mort réussira ce que la vie n'a pas su réaliser, et elle retrouvera enfin l'être aimé.

Michelle Schuller n'a pas choisi un sujet facile. Le risque était grand de tomber dans le mélo pleurnichard, dans la romance sentimentaleuse. Si l'on passe sur les quelques longueurs, répétitions ou tics de langage, qui altèrent parfois le récit, il faut reconnaître que la romancière est parvenue à un degré d'intensité qui ne laisse de nous stupéfier. Le livre fermé, le destin cabossé de Geneviève n'en finit pas de nous inquiéter. C'est à cette inquiétude qu'on repère les bons romans.

■ Robert Scheuer

***Une femme qui ne disait rien*, Presses de la Renaissance, 223 p., 89 F.**

TYRAN, MON FRÈRE...

L'homme ne naît pas bon. Quelquefois la société parvient à le rendre un peu meilleur. Ce qu'en tout cas elle n'arrive pas à éradiquer en lui, c'est sa volonté de puissance, cet impérieux besoin de dominer les êtres et les choses. La tyrannie est la nature profonde du genre humain. Et vivre, c'est forcément vivre un peu aux dépens ou contre les autres.

Dans son recueil de nouvelles, *Les Tyrans*, Alain Absire, auteur remarqué de *L'égal de Dieu* et de *Lazare ou le grand sommeil* (1), puise dans l'innombrable variété des tyrannies humaines, domestiques ou politiques, métaphysiques ou matérielles, méthodiques ou irrationnelles...

Le plus réussi dans les nouvelles d'Alain Absire, c'est que le lecteur, à la fois séduit et agacé, ne peut jamais désigner avec exactitude les tyrans. Prenons l'exemple de la nouvelle intitulée *L'enfant dans la valise*. Il s'agit de l'histoire d'une mère dont l'enfant est en train de mourir et qui est prête à tout pour le sauver. N'ayant pas d'argent pour le faire soigner, elle décide d'aller en pèlerinage demander un miracle au Padre. *« Ton fils vivra »*, lui répond ce dernier. La mère rentre chez elle. L'enfant meurt. La mère qui n'avait pas compris que le curé ne parlait pas de la vie terrestre, finit par enterrer l'enfant dans son jardin.

Qui est, où est le tyran dans cette singulière histoire ? Est-ce la foi religieuse, la folie de l'amour, le scandale de la mort ?

Toutes les nouvelles de ce recueil, pourtant très différentes entre elles, tant par le style que par l'histoire (cette variété est une preuve de réussite et de talent), permettent au lecteur de se poser la question. Et bizarrement, quels que soient le sujet et les personnages, chaque nouvelle est une manière de miroir dans lequel le lecteur retrouve un peu de sa propre image et les ambiguïtés de son tréfonds, celui d'un tyran tyrannisé.

■ R.S.

(1) Calmann Lévy

***Les Tyrans*, Alain Absire, Presses de la Renaissance, 148 p., b 75 F.**

PAS FOUS, LES ROMAINS

De la Rome antique

La France est la fille aînée de la Rome antique. Il faut dire que la cité romaine est incontestablement un modèle d'organisation politique, dont on retrouve les principes fondateurs dans les institutions européennes, françaises notamment.



Fresque du Panthéon.
« La qualité de citoyen supposait un certain mode d'existence, un univers particulier, des droits et différentes obligations », écrit Eugen Cizek

N'hésitant pas à parler de « miracle », l'universitaire roumain Eugen Cizek remarque dans sa magistrale et très intéressante étude *Mentalités et Institutions politiques romaines* que *« les institutions de Rome ne sont point mortes en même temps que l'Etat »*. Avant d'ajouter : *« Les structures politiques médiévales ont emprunté de nombreux éléments aux institutions romaines, et le droit moderne a perpétué et perpétue encore le droit romain »*.

C'est une raison suffisante de s'intéresser à ce qui, par-delà le début de notre civilisation, en est pour ainsi dire l'origine. Le miracle, c'est à la fois la prospérité sociale, l'organisation politique et sociologique, la domination militaire et culturelle exercée sur l'ensemble de l'Europe…

L'aventure commence grâce à une poignée d'hommes et de femmes qui, malgré le manque de richesses natu-

SÉNÈQUE, URBI ET ORBI

Si l'on désigne par le mot « intellectuel » un penseur engagé dans le politique, Bernard-Henri Lévy a tort de considérer qu les « intellectuels » sont apparus lors de l'affaire Dreyfus. En tout cas, c'est oublier un peu légèrement les philosophes qui, dans le passé, notamment dans l'Antiquité romaine, ont pris part corps et âme aux combats politiques de leur temps.

Dans la Rome antique, la figure de l'intellectuel la plus fascinante est certainement celle de Sénèque. Certes pour des générations de Français, Sénèque est d'abord l'auteur des *Lettres à Lucilius* qui, si elles tendent de nombreux pièges aux traducteurs en herbe, présentent cependant moins de difficultés qu'un passage de Tite-Live ou de Tacite.

Philosophe, moraliste, théoricien du stoïcisme, précepteur et ministre de Néron, éminence grise du gouvernement de l'Empire, Sénèque est un personnage riche à la fois de contradictions et de cohérence.



Il a fallu, bien sûr, le travail méticuleux, le regard perspicace et sympathique de Pierre Grimal, le pape des études romaines, pour raconter l'itinéraire de cet homme au destin exceptionnel, de cet albatros de la pensée que ses ailes de géant ont empêché de marcher avec suffisamment d'aisance dans le marigot de l'action, de ce théoricien flamboyant, déterminé, exalté et souvent intransigeant, obsédé par l'esthétique du détachement et de la maîtrise de soi, mais aussi travaillé par le goût du pouvoir, bref de cet intellectuel qui, plus encore qu'un Cicéron ou même un Marc-Aurèle, nous est un guide précieux et actuel pour notre destin personnel et collectif. Ce que Pierre Grimal a parfaitement résumé par ces phrases : *« Il est difficile de mesurer l'importance dans l'histoire de la pensée humaine d'un homme qui a eu ainsi l'ambition de "repenser le monde", et aussi bien de découvrir les lois du pouvoir entre les hommes que celles du bonheur propre à chacun. Mais on peut croire que cette importance fut très grande, et que si les historiens du siècle dernier s'y sont mépris, on n'hésitera pas à suivre tous ceux qui, avant eux, et depuis l'Antiquité, ont demandé à Sénèque de les guider dans les voies de l'esprit. »*

■ R.S.

Sénèque, Pierre Grimal, Fayard, 305 p., 150 F.



Soldats romains au travail. Bas-relief de la colonne Trajane à Rome

relles et de conditions favorables, parviennent à fonder une civilisation qui compte parmi l'une des plus brillantes de l'histoire de l'humanité.

Eugen Cizek s'est attaché à étudier les raisons de cette prospérité. Plutôt que de se contenter de décrire les institutions romaines, comme tant d'autres l'ont déjà fait, il a préféré étudier la mentalité, ce qu'il appelle « l'outillage mental » du peuple romain. C'est de la représentation qu'un peuple se donne de lui-même, qu'il tire sa cohésion, sa force, son unité, sa dynamique identitaire, son énergie nationale.

LES « NOUVEAUX CITOYENS » ET LA DÉCADENCE

On ne peut résumer un ouvrage comme le livre qui nous occupe. On peut seulement noter que page après page, il présente un intérêt jamais démenti. Intérêt historique, parce qu'il nous rappelle ou nous fait découvrir des aspects passionnants de cette époque. Mais également intérêt « politique » parce que la connaissance des mentalités qui a présidé à l'élaboration des institutions politiques romaines, n'est pas inutile pour un Français d'aujourd'hui, surtout si ce Français cherche à assumer pleinement sa responsabilité de citoyen, c'est-à-dire à engager son pays dans la voie de la survie.

Ainsi, outre les chapitres consacrés aux système de valeurs, aux assemblées politiques ou aux magistratures, on retiendra tout particulièrement — actualité oblige — les pages traitant de la question de la citoyenneté et celle de la chute de l'empire.

Les responsables politiques de la France d'aujourd'hui gagneraient à lire ces pages où l'on apprend qu'on ne devient pas citoyen romain si l'on ne réunit pas certaines conditions, la meilleure façon de devenir citoyen étant celle qui consiste à naître de père citoyen ! De plus, comme l'écrit l'auteur, *« la qualité de citoyen supposait un certain mode d'existence, un univers mental particulier, des droits et différentes obligations... »* Ils n'étaient pas si fous que cela, ces Romains !

Cependant, à la fin de l'Empire, ces bons principes perdirent de leur crédit, et la chute devint inévitable. A ce propos, on relève un passage qui ne manque pas d'éloquente actualité : *« Presque jamais*, écrit l'historien, *les Barbares ne pénétrèrent à l'intérieur de l'Empire pour le détruire. Au contraire, ils s'y glissèrent poussés à leur tour par d'autres Barbares et dans le dessein de s'infiltrer sur le territoire romain, parce que là-bas, on vivait mieux que dans leurs parages. »* Notons au passage que l'une des causes de la chute est *« la nouvelle attitude à l'égard des Barbares, sous l'influence du christianisme »* (déjà Mgr Gaillotus ?). Finalement, Eugen Cizek développe ce que Bossuet avait déjà compris dans son *Discours sur l'Histoire universelle* : *« Rome épuisée par tant de guerres civiles et étrangères, se fit tant de nouveaux citoyens, ou par brigue ou par raison, qu'à peine pouvait-elle encore se reconnaître elle-même parmi tant d'étrangers naturalisés. Le sénat se remplissait de Barbares : le sang romain se mêlait : l'amour de la patrie, par lequel Rome s'était élevée au-dessus de tous les peuples, n'était pas naturel à ces citoyens venus du dehors... »*

Le même Bossuet a écrit au début de son *Discours* : *« Quand l'histoire serait inutile aux autres hommes, il faudrait la faire lire aux princes. »* Conseillons aux princes qui nous gouvernent, enfin à ceux à qui il arrive d'ouvrir un livre, de prendre connaissance de celui d'Eugen Cizek.

■ **Robert Scheuer**

***Mentalités et institutions politiques romaines*, Fayard, 400 p., 160 F.**

« GÉNÉRATION MAURRAS »

Dans la vie, il faut choisir : soit faire partie d'une humanité robotisée, soit participer d'une humanité roborative. Les rédacteurs de *Réaction*, une nouvelle revue que viennent de lancer Jean-Pierre Deschodt, François Huguenin et Laurent Dandrieu, ont sans conteste opté pour la deuxième catégorie. Intituler une revue *Réaction* témoigne pour le moins d'un sens aigu de la provocation intelligente, de la volonté d'emblée affirmée de sortir des sentiers battus, c'est-à-dire des ornières, du confort intellectuel et politique.

Dans le patois des bien-pensants, le « réactionnaire » est, au même titre que le fasciste, un salaud infâme qui a l'inqualifiable prétention de vouloir lutter contre le cosmopolitisme triomphant et ses inévitables avatars. Il faut donc un certain courage intellectuel pour en appeler à la réaction, donc à la survie, dans le monde qui est le nôtre.

Placée sous l'égide de Charles Maurras pour qui, comme le rappelle l'exergue, *« Vivre c'est réagir »*, la revue se propose de *« montrer les failles de la démocratie et de proposer un projet alternatif; de préférer la qualité à la médiocrité, l'élévation vers le haut au nivellement par le bas. »* Dans un monde où Bernard-Henri Lévy, le penseur au cerveau rangé dans une avenante cage thoracique, si l'on peut dire, est considéré comme un maître à penser, et où Anne Sinclair fait figure d'égérie politico-médiatique, il est urgent de réagir. Et de le faire avant que la mort de la pensée libre ne nous enlève toute faculté de réaction !

On trouve au sommaire du numéro 1, numéro très prometteur, un dossier consacré à la notion d'élite, avec notamment des textes d'universitaires réputés, comme Claude Polin, Jean-Pierre Brancourt ou encore Claude Rousseau. On y trouve également un entretien avec Jacques Laurent au cours duquel l'écrivain disserte sur ses goûts littéraires ainsi que sur ses sympathies politiques. On retiendra à cet égard l'éloge lucide que l'auteur des *Bêtises* fait du chef de file de l'Action française.

Enfin, les lecteurs de la revue découvriront de très nombreuses pages culturelles, des notes de lecture, des critiques musicales ou cinématographiques.

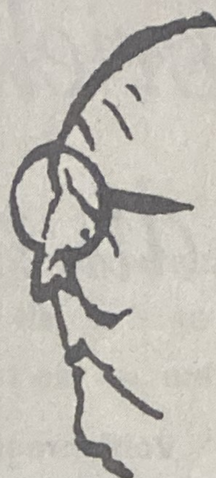
Agréable à lire et d'une facture à la fois sobre et élégante, cette revue est remarquable par l'indéniable talent de leurs rédacteurs. Humour, insolence, recherche d'une argumentation référencée, tels sont les principaux atouts de cette revue qui, si Dieu et ses futurs abonnés lui prêtent vie, est très certainement appelée à devenir un espace d'expression et de réflexion qui comptera dans le débat intellectuel et politique des prochaines années.

■ **Robert-Paul Chevrier**

***Réaction*, 85 F., S.P.R., 6, rue des Halles, 75001 Paris.**

ORNITHORYNQUE

Au bonheur d'Alexandre Vialatte



Dessin de Philippe Kaeppelin

◆

Alexandre Vialatte voyait l'homme comme un bipède invraisemblable mais charmant, en concluant que *« l'homme descend de moins en moins du singe »*.

◆

Qu'il s'agisse de l'Almanach Vermot, du SS Gernstein, du catalogue de la Manufacture de Saint-Etienne, d'un Irlandais collectionneur de limaces ou de l'ornithorynque d'Anatolie, la chronique hebdomadaire d'Alexandre Vialatte *« ne cesse de se préoccuper de l'homme, de le poursuivre, de le piéger, de le traquer à travers l'apparence, de chercher à tracer son portrait éternel. Tout au moins son ombre chinoise. Malheureusement, l'homme ne lui facilite pas la tâche. Il bouge tout le temps. »*

Cet être *« guère plus incroyable que l'ornithorynque d'Anatolie »* lui fournit son miel et sa glaise. Avec un soin d'anthropologue guoguenard, tel le père Fabre observant les insectes, il n'en finit pas d'en triturer les rites et les traditions. Mais à la différence du scientifique dont le regard froid analyse sans aimer, Vialatte, lui, tire cet étrange animal vers le haut, vers *« les choses grandes et magnifiques »*. Et comme l'on trouve parfois le plus pur diamant dans le charbon, il sait, grâce à un style inimitable, dégager de cette gangue de contradiction voire de bêtise, le trait qui le sauve. Il nous révèle alors un bipède invraisemblable, mais charmant, concluant que *« même si on s'y était pourtant habitué [...] l'homme descend de moins en moins du singe. »*

C'est tout cela et bien d'autres choses encore qui font de l'écriture de Vialatte une *« littérature qui rend heureux »*, comme disait si bien Jean-Pierre Enard.

C'est la même petite musique qui chemine dans *Le fluide rouge*, court roman, commencé, délaissé et repris au long des années 30. Les tables tournantes manipulées par une vieille tante aigrelette et les *« fluorescences semi-violettes »* téléguidées par d'improbables colonels russes bouleversent le petit monde des notabilités d'une sous-préfecture bien tranquille. Un *« Balandrier-Tulles et Dentelles »* qui plonge dans le spiritisme ! Voilà de quoi faire le *« bonheur des enfants frivoles »* et réveiller cette odeur de vieux temps, cette *« trinité souveraine : nostalgie, rigueur et carnaval »* à laquelle fut toujours soumis Vialatte, selon son amie et biographe Ferny Besson.

Et c'est d'ailleurs bien ainsi que l'Alexandre est grand. Même si *« l'homme n'est que poussière, c'est dire l'importance du plumeau »*.

■ Jean-Baptiste Chaumeil

***Profitons de l'ornithorynque*, préface de Claude Duneton, éditions Julliard, 300 p, 130 F.**

***Le fluide rouge*, Editions Le Dilettante (11 rue Barrault, 75013 Paris), 152 p., 89 F.**

L'ASSOCIATION DES AMIS D'ALEXANDRE VIALATTE

L'Association des amis d'Alexandre Vialatte, dirigée par Jérôme Trollet et Georges Allary, annonce de nombreuses manifestations à l'occasion du vingtième anniversaire de la disparition de cet auteur « notoirement méconnu ». Et notamment en octobre prochain, dans le treizième arrondissement, une exposition sur l'œuvre et la vie d'Alexandre Vialatte, un film, *Alexandre Vialatte, une évocation*, ainsi qu'un spectacle, *De l'orthographe et autres oiseaux rares*, le tout conçu et interprété par le talentueux Denis Wetterwald, membre de l'association. Cette dernière publie un cahier annuel dont profitent les seuls adhérents et qui rassemble de nombreux inédits. Le cahier n° 17, intitulé *Lagier-Lubin ou les rhétoriciens chimériques*, comporte un manuscrit des années 20.

Parmi les membres de cette association, on signale Bernard de Fallois, Ferny Besson, Jacques Laurent, Jean Dutourd, Philippe Kaeppelin, Louis Nucera...

A noter que la biographie *Alexandre Vialatte ou la complainte d'un enfant frivole* par Ferny Besson n'est plus diffusée ; elle n'est disponible qu'à l'association.

■ J.-B. C.

Association des Amis d'Alexandre Vialatte : 11, rue d'Assas 75006 Paris. Cotisation minimale annuelle : 100 F.

CHAUVE

Gabriel Matzneff : le culte du moi et de l'émoi

◆

Voilà presque trente ans que Gabriel Matzneff pratique avec un enthousiasme intact (?) le même narcissisme flamboyant.

◆

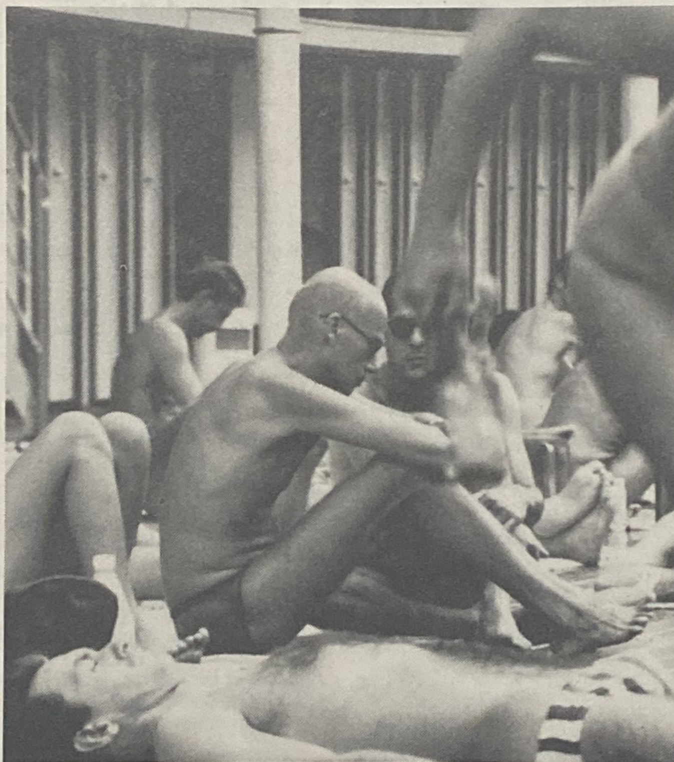
Qu'il s'agisse de romans, d'essais et à plus forte raison de journaux intimes, l'objet principal des ouvrages de Gabriel Matzneff demeure, contre vents et marées, sa propre personne.

Avec *Elie et Phaéton*, le chauve le plus chaud de Paris récidive dans l'autosatisfaction, faisant sienne une nouvelle fois cette formule de Cocteau à propos de ses pairs : *« Notre impudeur, c'est notre courage à nous »*.

Le maître de Manille (Santiago en a connu d'autres) reprend donc ses thèmes favoris. De la piscine Deligny à l'Eglise orthodoxe, des cendres de Montherlant aux corps de braise des jeunes filles, l'ex-auteur sulfureux n'en finit pas de nous rabâcher et de prêcher aux convaincus que nous sommes, qu'il vaut mieux être libre, cultivé et couvert de femmes que chômeur, bête et laid…

Aussi cette dernière livraison des états d'âme de Matzneff n'apportera rien de bien nouveau à la pensée contemporaine, d'autant moins qu'il s'agit là des confidences que l'auteur se faisait à lui-même entre les années 70 et 73. Quelques beaux passages sur la mort de Montherlant, le père spirituel, l'ami inconstant, des correspondances avec Alain de Benoist et Jean-Claude Valla et les confessions d'un Mitterrand désolé que les maîtres de sa jeunesse (Montherlant et Drieu La Rochelle) soient morts… Pour le reste, les considérations politiques et les coquetteries de Matzneff vis-à-vis de la religion orthodoxe sont expédiées à une telle vitesse qu'on se demande quel intérêt il peut bien y avoir à aborder ces sujets.

Mais trêve de tartufferies. Lit-on véritablement Matzneff pour savoir ce qu'il pense de la situation au Proche-Orient ou pour s'entendre lire que Youri Galanskov est mort au Goulag ? Certes non. Le Matzneff qui nous intéresse, c'est celui des *Moins de seize ans*, l'auteur de *Ivre du vin perdu*, de *Nous n'irons plus au Luxembourg* ou de *Cette camisole de flammes*, tous ces romans et carnets à la gloire du libertinage amoureux et du dilettantisme intellectuel dont *Elie et Phaéton* constitue l'indiscutable genèse manuscrite.



Le Maître et ses disciples, à la piscine Deligny.

Les moins de seize ans qu'il publiait en 1972 demeure dans les mémoires l'ouvrage qui va définitivement consacrer le beau Gabriel comme auteur « dérangeant ». Dans ce court roman, et par la suite à travers d'autres, l'ancien confident de Montherlant avouait l'amour incandescent — indécent pour beaucoup — qu'il vouait et faisait à une jeune beauté de quinze ans. Pas de quoi, en vérité, fouetter un chat, et pourtant les bien-pensants, toujours prêts à s'indigner pour un oui ou pour un non, crièrent au scandale. La gauche vint fournir le tir, outrée qu'un auteur se réclamant de Nietzsche et Schopenhauer (le fameux oncle Arthur), ait l'audace de franchir sans son aval l'ultime tabou. Pourtant, au-delà d'une attirance — légitime à notre sens — pour le corps soyeux des adolescentes, Matzneff se faisait le chantre d'une « philosophie » que même notre société permissive ne pouvait admettre. L'hédonisme, l'éloge de la paresse à une époque où chacun se doit de « réussir », et surtout cet hymne à l'adolescence *« pour ce qu'elle recèle de pureté […] d'enthousiasme et de passion, de fraîcheur et d'élan »*, provoquèrent les indignations d'usage. Matzneff demeurait l'irrécupérable adversaire de la lourdeur des valeurs

« adultes » et l'insolent exécutant des fantasmes les plus enfouis de nos nouveaux saints laïques.

« *Les chrétiens*, écrivait-il, *me jugent scandaleux ; les athées sont allergiques à ma sensibilité religieuse. Les progressistes me tiennent pour un esthète ; les réactionnaires savent que je ne suis pas un des leurs. Les conservateurs voient en moi un anarchiste ; les révolutionnaires un solitaire* [...] *J'avance entre deux rangs d'hostilité.* »

Il serait toutefois injuste de ne voir en Matzneff que l'immoraliste de service, le Gide moderne abonné aux convocations de la Brigade des mineurs. L'indépendance d'esprit du personnage, son goût du paradoxe et, dans une autre mesure, de l'ambiguïté, se sont exercées pendant des années dans des écrits autres que ceux relatant ses séjours à Manille où l'amour des très jeunes filles, sans avoir de prix, n'en est pas moins à vendre. De même les dragues au jardin du Luxembourg ou à la piscine Deligny n'ont pas toujours été l'axe principal des livres de Matzneff. Il n'est, pour s'en persuader, que de relire *Le Défi*, très bel essai sur le suicide chez les Romains ou *Comme le feu mêlé d'aromates*, œuvres premières et prometteuses dans lesquelles il faisait montre de préoccupations moins urgentes et de ce sens du tragique, omniprésent dans son œuvre. On peut déplorer que celui-ci se soit dilué au cours des ans au profit de la panoplie de libertin que l'on sait. De même les chroniques assassines qu'il publiait dans *Combat* demeurent l'ultime témoignage d'une certaine liberté d'esprit. En s'insurgeant à la fois contre l'impérialisme idéologique de l'URSS et celui, culturel, des Etats-Unis, ce Russe du Quartier Latin nourrissait déjà quelque goût pour la singularité.

Avec *Elie et Phaeton* donc, Matzneff se contente de naviguer dans le sillage de ses propres vagues, celles qu'il provoquait jadis lorsqu'il lançait dans les mares trop sages de la morale les pavés du scandale. A force de radoter, Matzneff va finir par donner raison à ses détracteurs, et par lasser ses inconditionnels. Faudra-t-il un autre grand amour à ce grand amant pour qu'il nous redonne des pages aussi belles que celles que lui inspirait il y a vingt ans la belle Francesca ? C'est tout le mal que nous lui souhaitons.

■ **Christian Ville**

***Elie et Phaéton*, La Table Ronde, 115 F.**

LA NATION RÉCOMPENSE LE DÉNONCIATEUR

Dr Knock, antiraciste

◆

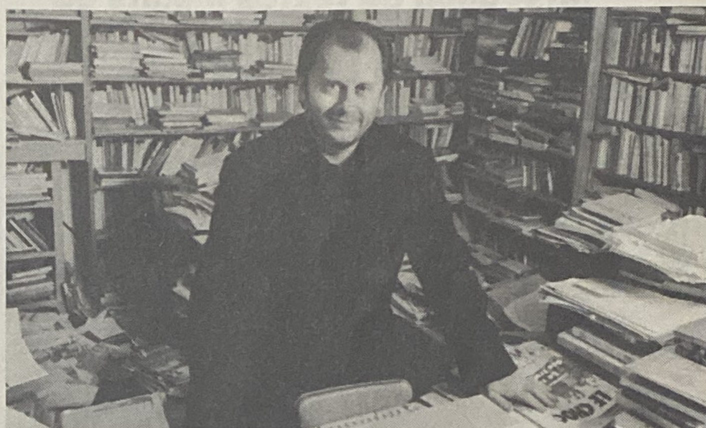
L'incroyable découverte du Dr Taguieff, chercheur de racisme au CNRS : « Tout bien portant est un malade qui s'ignore ».

◆

Pierre-André Taguieff n'est plus, comme certains pourraient le croire, ce sociologue intelligent qui tentait en 1988 de démasquer un théorique néo-racisme, le racisme ethno-différentialiste dans *La force du préjugé*.

Monsieur Taguieff est devenu médecin. Président de l'Observatoire de l'antisémitisme, il a décidé de circonscrire le racisme en s'en prenant, une fois n'est pas coutume, au symptôme, la protubérance du Front National.

Mais en intellectuel incorrigible, il a choisi pour prévention de cette pathologie l'arme la plus stérile : un ouvrage collectif.



— Dr Taguieff, le racisme, ça vous chatouille ou ça vous gratouille ?
— Ça me rapporte un max de considération, fils.

Dans une introduction chargée de néologismes et où il conceptualise la moindre intervention télévisée de Le Pen, Taguieff fustige l'irresponsabilité des associations antiracistes à la mode, qui n'ont pas su ramener le débat sur le racisme de la passion à la raison.

C'est donc ce qu'il se propose de faire afin de convaincre les *« hommes de bonne volonté »* et les *« déçus que la démagogie lepénienne guette »* (puissante analyse).

Mandarin de l'antiracisme, Taguieff sait aussi céder la parole aux autres. Anne Tristan prend le relais sur le thème (si bien traité par Malaparte dans *Kaputt*) de la peur de l'autre. Celle-ci est vue par le petit bout de la lorgnette : il s'agit du « Beauf » qui a la trouille du Maghrébin alors qu'on aurait pu penser, par exemple, aux pilotes américains qui déciment chirurgicalement l'Irak. Mais c'est pleine de passion qu'elle évoque ses six mois d'infiltration du Front National, voyage initiatique au-delà du mal.

On en vient ensuite très vite au cœur de l'ouvrage qui, rappelons-le, est médical. Charles Rojzman, qui dirige « Transformations-thérapies sociales », s'est imparti la mission de guérir du racisme les agents des services publics. En un raccourci psychanalytique fulgurant assimilant la peur de l'étranger à celle du changement et donc à celle de la mort, il démontre que le racisme est une « psychopathologie sociale ». Par une psychothérapie de groupe, il parvient à éradiquer ce phénomène chez les enseignants, les élus, le personnel hospitalier... Devant le succès des premières expériences, il a fallu former de nouveaux formateurs.

La seconde partie, inspirée de la méthode Polac, tire de petites phrases de textes et discours du FN pour leur opposer des contre-arguments dont la réthorique, malgré les conseils du professeur Taguieff, n'est pas absente.

Bref, Taguieff déçoit car il ne respecte pas sa promesse. Au lieu d'aller au fond du chancre, il s'en prend au racisme comme à un mal psychosomatique. Il veut enfermer ses adversaires dans la logique de la culpabilité. S'ils sont beaucoup à croire, comme lui, que c'est en essayant de faire naître ou d'entretenir une mauvaise conscience chez les Français qu'on viendra à bout du racisme, celui-ci a encore de beaux jours devant lui, qui rappelleront sans doute aux générations futures les heures les plus etc.

■ **Remi Desroys**

***Les moyens d'agir*, Pierre-André Taguieff, La Découverte, 95 F.**

DU FRONT POPULAIRE AU FRONT DE L'EST

l'itinéraire insolite de Marc Augier

Les éditions du Flambeau publient un recueil de textes inédits ou introuvables de Saint-Loup qui permettent de mieux comprendre pourquoi le fondateur des Auberges laïques de la jeunesse a choisi de s'engager, sept ans plus tard, dans les rangs de la Légion des volontaires français contre le bolchévisme.



Marc Augier, en uniforme de la LVF, à l'époque où il n'était pas encore Saint-Loup. (Dessin de Marienne).

« *En matière d'assurances sociales, de retraite aux vieux travailleurs, de protection du foyer, de beauté de la vie à l'usine et au foyer, l'Allemagne a réalisé en l'espace de quatre ans tout ce que les démocraties promettaient sans jamais tenir... Dans le même temps chez nous, un homme de bonne volonté, prisonnier de la SFIO et de la franc-maçonnerie, Léo Lagrange, se débattait pour l'organisation des loisirs de notre peuple avec un budget ridicule...* » Ces paroles ont été prononcées en octobre 1941 par Marc Augier, l'un des fondateurs du mouvement des Auberges de jeunesse, devenu résolument pacifiste en 1938 avant de se retrouver, au printemps de 1942, au sein de la Légion des Volontaires Français contre le Bolchevisme dont il se fera, vingt et un ans plus tard, l'historien et le défenseur sous le pseudonyme littéraire de Saint-Loup (1).

On comprend que ce disciple de Giono, attaché au rapprochement des diverses jeunesses européennes et à la construction d'un « monde nouveau », ait adopté en 1938 une position « munichoise » en inspirant le fameux « télégramme à Daladier ». On saisit moins bien les raisons qui l'entraînèrent dans le camp de la collaboration, à la suite d'Alphonse de Châteaubriant qui lui avait révélé, avec la *Gerbe des Forces*, une image toute positive de la révolution hitlérienne.

LE RHUMATISME DU CŒUR

La réédition de plusieurs textes recherchés depuis longtemps permet de répondre à cette question et il convient de remercier les éditions du Flambeau d'avoir regroupé dans un même ouvrage, *J'ai vu l'Allemagne*, les deux conférences prononcées par l'auteur

pour le groupe Collaboration et un remarquable portrait d'Alphonse de Châteaubriant rédigé une vingtaine d'années plus tard. Le tout préfacé par Jean Mabire qui présente ce qu'était le groupe Collaboration.

Dans le compte rendu du voyage qui l'a conduit outre-Rhin au début de 1941, Marc Augier nous dit avoir retrouvé le pays qu'il avait sillonné pour la première fois à moto en 1929. La victoire sur la France n'a rien changé, selon lui, au comportement des jeunes Allemands réellement désireux d'enterrer une fois pour toutes la hache de guerre entre les deux pays. C'est pour lui une certitude qu'il tient aussi bien de l'attitude des pouvoirs publics que des gestes du menu peuple, une certitude et une vérité qu'il entend exprimer, au risque de voir se dresser contre lui *« ... trente neuf millions d'ennemis. Je ne m'adresse pas à ceux qui ne comprendront jamais rien, aux irréductibles de la race ennemie, aux vétérans douloureux de la guerre mondiale, aux bourgeois atteints par le rhumatisme du cœur. Je parle à mes camarades de la France nouvelle... »*

Cette Allemagne soucieuse de paix, où le Secours d'Hiver multiplie les œuvres sociales lui fait ressentir plus durement les timidités de la France de Vichy, *« où nous avons bonne mine, avec nos boy-scouts allant collecter les vieilles chaussures dans les immeubles, avec nos affiches où le Chef a l'air si triste qu'on ne sait vraiment ce qu'il nous demande, si c'est un petit sou, une élégie ou une révolution nationale. »*

Pour le déçu du Front populaire, l'Allemagne est en train de réaliser, de manière inattendue, l'espérance socialiste car, *« pour faire le monde nouveau, il faut préalablement pétrir l'ancienne humanité dans un moule unique. Avant de voir refleurir les particularismes, il faut que l'alignement se fasse, il se fait présentement en Allemagne, sur la classe laborieuse de la nation. Le IIIe Reich est terriblement socialiste. Les bourgeois de chez nous qui flirtent avec lui en croyant prendre avantageusement des positions d'avant-garde peu dangereuses ne se rendent pas compte de cette réalité. »*

Le 17 mai 1941, le futur Saint-Loup s'adresse aux « jeunesses d'Europe ». Dénonçant l'esprit petit-bourgeois de « Monsieur Français moyen », il adjure les jeunes de ne pas laisser passer la fantastique occasion qui leur est offerte de réaliser, avec leurs camarades allemands, la grande révolution sociale du XXe siècle. Il ne s'agit pas « d'aimer » l'Allemagne — car la solution du problème franco-allemand n'est pas d'ordre sentimental — encore moins de la « servir » : *« Si la collaboration signifiait la servitude, je ne serais pas ici, mais dans n'importe quel coin du monde où je pourrais lutter pour l'indépendance de la terre de mes pères... »*

LA FRANCE DES CAMPINGS CONTRE LA FRANCE DES BISTROTS

Il s'agit en réalité d'édifier un *« ...socialisme de l'action. La collaboration signifie donc la rupture complète avec les derniers tenants du système capitaliste, dont les derniers champions sont à peu près complètement chassés du contient et se retirent chargés de nos malédictions et de nos haines pour avoir joué leur dernière carte avec notre sang, avec les trésors d'art de nos villes, avec le patriotisme des meilleurs éléments de nos races. Pour nous, jeunes, nous ne sommes que médiocrement intéressés de savoir si la collaboration est un simple troc, si le comble de l'habileté consiste à obtenir beaucoup des Allemands en donnant peu, si elle se chiffrera en millions de quintaux de pommes de terre, en tonnes de houille ou d'essence. Nous regardons plus loin et plus haut. Nous voulons savoir si elle nous apportera réellement la fin du système capitaliste, la fin de l'exploitation désordonnée du travail par le capital, la fin de l'oppression des peuples par les oligarchies économiques... »*

C'est une communauté nouvelle qu'il convient de bâtir en Europe sur les ruines et les douleurs accumulées par deux conflits suicidaires et cette mission revient tout naturellement à la jeunesse, une jeunesse animée par cet esprit de l'été 36 qui poussait vers le grand air les foules souriantes du Front populaire. Contre *« la France de l'apéro et des banquets radicaux »* stigmatisée par Drieu, c'est celle du camping et de l'auto-stop, dynamique et solidaire, réconciliée avec les « vraies richesses » qui doit désormais l'emporter pour être en mesure de relever le défi européen.

Cinq mois plus tard, en octobre 1941, Marc Augier prend de nouveau la parole pour exposer ce que doit être l'attitude des siens devant « l'aventure européenne ». Depuis le 22 juin, la guerre s'est allumée à l'Est et c'est par le fer et le sang qu'il va falloir construire le *« socialisme de l'action »* qu'il appelle de ses vœux. Le choix est difficile pour ce solitaire amoureux de liberté, qui était encore quelques semaines auparavant au sommet du Mont-Blanc en compagnie de quelques camarades. Mais il explique à ses auditeurs que le conflit en cours n'est plus désormais une guerre « nationale » au sens traditionnel du terme, mais une véritable guerre civile européenne, une guerre dont l'enjeu est *« la construction du socialisme dans une Europe unifiée »*.

La conclusion qu'il convient de tirer s'impose d'elle-même car *« ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent »* et il n'y a rien à attendre d'un régime de Vichy soumis aux influences de la réaction cléricale et patronale, d'une France où *« tout ce qui vit du travail des autres, spécule sur les besoins des autres, n'a jamais connu pareille postérité »*. C'est ailleurs qu'il faut aller chercher la construction du socialisme et des solidarités nouvelles que la jeunesse appelle de ses vœux. Quand la paix sera rétablie, les jeunes Français devront y être associés mais il s'agit pour cela de participer au combat qui seul donne des droits, *« car les faibles et les timorés seront balayés par la vie »*.

Le futur Saint-Loup ne se contentera pas d'encourager ses jeunes camarades à s'engager résolument aux côtés du pays qui porte tous ses espoirs de révolution sociale et européenne. Dès la fin de 1941, il annonce son intention d'abandonner ses fonctions à la rédaction du journal *La Gerbe* pour s'engager lui-même dans la LVF. Parti pour le front russe au printemps 1942, il y sera blessé mais poursuivra la lutte en assurant la réalisation du *Combattant Européen* puis de *Devenir*, le journal de la division Charlemagne.

■ **Jacques Berrel**

(1) *Les Volontaires*, Editions du Trident.

(2) Marc Augier : *J'ai vu l'Allemagne*, 90 F, Editions du Flambeau 175, rue Pasteur 01400 Châtillon-sur-Chalaronne. (Tel : 74 24 52 58).

Rencontres avec

SAINT-LOUP

— LES AMIS DE SAINT-LOUP —
PARIS 1991

Il faut signaler la publication d'un recueil intitulé *Rencontres avec Saint-Loup*, regroupant vingt textes ou témoignages inédits, dus entre autres à Henri Fenet, Jean Mabire, Robert Dun, Goulven Pennaod, Jean-Jacques Mourreau, Bernard Lugan, Philippe Conrad, Michel Marmin, Jean-Claude Valla et Pierre Vial. Cet ouvrage de 164 pages sur beau papier, illustré par Eric Simon-Marienne, tiré à mille exemplaires numérotés, est vendu au prix de 120 F. ■

S'adresser à l'Association des Amis de Saint-Loup, 139, rue du Faubourg Saint-Honoré, Paris 75008.

REDÉCOUVERTE D'UN EXPLORATEUR

Un Suédois au cœur de l'Asie

◆

Qui connaît aujourd'hui Sven Hedin, qui fut pourtant l'un des explorateurs les plus célèbres du début de ce siècle ? On ne lui a jamais pardonné d'avoir pris parti pour l'Allemagne, une première fois en 1914, une seconde fois en 1939. Il était temps de sortir son œuvre du purgatoire.

◆



Sven Hedin à Tachkent.

« *Je suis dans un tel état de prostration que je ne puis me retourner sur mon tapis. Une torpeur morbide m'envahit peu à peu, et, dans les affres de la défaillance, pour la première fois, la situation m'apparaît désespérée. Je repasse toute ma vie comme dans un rêve ; la porte de l'éternité me semble ouverte devant moi. Je pense à mon cher petit home, aux miens, à leur inquiétude lorsqu'ils ne recevront plus de nouvelles. Les jours, les mois, les années passeront et toujours ils attendront en vain ! On ne connaîtra même pas notre sort ! Quant, un jour, l'on s'occupera de nous rechercher, depuis longtemps le vent aura effacé nos traces.... »*

Ces instants dramatiques, au cours desquels le destin hésite une dernière fois, nous sont rapportés pas l'un des explorateurs les plus célèbres du début de ce siècle, le Suédois Sven Hedin (1), qui fut le premier Européen à visiter méthodiquement l'Asie centrale, des monts Tian Chan à l'Himalaya, à travers le bassin du Tarim et le plateau tibétain. Le destin lui sera favorable et notre voyageur ne mourra pas de soif et d'épuisement, à trente ans, dans les sables brûlants du désert de Takla Makan ; dans un dernier sursaut, il marchera avec un compagnon, quatre jours durant, jusqu'aux rives du Khotan Daria, à peu près complètement asséché, où une simple mare leur permettra d'apaiser leur soif et de sauver leur vie...

Rien ne semblait destiner à de pareilles aventures le fils aîné de l'architecte en chef de la ville de Stockholm. Issu de la grande bourgeoisie, le jeune homme, né en 1865, compte plusieurs notables importants parmi ses ancêtres, dont l'un descendait lui-même d'un rabbin venu d'Allemagne et converti au luthéranisme à la fin du XVIII[e] siècle. A l'âge de quinze ans, l'adolescent assiste au retour triomphal d'Adolf Erik Nordenskjoeld qui, à bord de la *Vega*, vient de vaincre le passage du nord-est et de contourner l'Eurasie. Sa voie est tracée, il sera explorateur à une époque où le public se passionne pour les dernières taches blanches qui demeurent sur la carte du globe. En 1885, il est à Bakou, sur les bords de la Caspienne pour prendre en charge l'éducation des enfants d'une famille suédoise. C'est l'occasion de découvrir l'Asie antérieure, d'apprendre le russe et le turc, de visiter la Perse et la Mésopotamie avant de regagner la Suède... Il est fasciné par la beauté des paysages traversés et rédige dès son retour ses *Souvenirs de voyage à travers la Perse, la Mésopotamie et le Caucase*, parus en 1887.

En 1890, il fait partie d'une mission diplomatique envoyée en Perse par le gouvernement de Stockholm. C'est l'occasion d'aller jusqu'à Yarkand, aux portes du Turkestan chinois, et de faire l'ascension du mont Demavend, qui culmine à 5 600 m au nord-est de Téhéran. Il rapporte de cette excursion les informations qui lui permettent d'obtenir son doctorat. Encouragé par la Société de Géographie de Berlin, il sollicite l'appui du roi de Suède, Oscar II, pour monter une véritable expédition, chargée de reconnaître et de cartographier la partie occidentale du Turkestan chinois. Après avoir quitté Stockholm en octobre 1893, il atteint Kashgar en avril de l'année suivante, après avoir franchi les monts Tian Chan par un col couvert de neige, à plus de 3500 m d'altitude. Il tente vainement par la suite, à deux reprises, l'ascension du Mustagh-Ata, qui cul-

mine à près de 7 800 m dans les monts Kouen-Lun mais il doit renoncer après avoir dépassé l'altitude de 6 000 m et, au début du mois d'avril 1895, il entreprend de traverser le terrible désert du Takla-Makan d'ouest en est, accompagné d'un chamelier, de deux serviteurs et d'un guide.

COUVERT D'HONNEURS

Cette aventure manque de lui être fatale mais il en faut davantage pour le décourager et, sept mois plus tard, il entame une nouvelle traversée du désert, du sud au nord cette fois.

C'est l'occasion de découvrir les ruines de l'une des anciennes cités de la Route de la Soie. En juin 1896, c'est la première incursion dans le nord du Tibet après le franchissement de la chaîne des Kouen Lun qui borde, au nord, le « toit du monde ». L'explorateur est fortement impressionné par ces immenses étendues, vides et minérales, qu'il va représenter et cartographier. Le succès de cette première grande expédition encourage le roi Oscar II à financer la suivante, avec l'aide du philanthrope Emmanuel Nobel. Parti de Suède en juin 1899, l'explorateur reconnaît tout d'abord les cours du Yarkand-Daria et du Tarim ainsi que les contours du Lob-nor, un vaste lac salé dont les rives se sont déplacées au cours des siècles. En 1901, il est de retour pour quatre mois sur le plateau tibétain, atteint Lhassa sans pouvoir y entrer et découvre, dans le désert de Gobi, les restes de l'ancienne ville de Lou-lan. Revenu en Asie centrale et plus spécialement dans l'Himalaya et au Tibet, il sillonne pendant plus de deux ans, à partir de 1905, cette région encore vierge de la planète. Il découvre les sources du Brahmapoutre, de l'Indus et de la Sutlej.



La caravane dans une tempête de sable (dessin de Sven Hedin).



Sven Hedin, ses bottes remplies d'eau, apporte à boire à son compagnon mourant.

La parution, à Stockholm, de 1917 à 1922, de la gigantesque étude qu'il a consacrée au Tibet méridional (neuf volumes représentant 3771 pages, 599 planches, 98 cartes et un album de 105 planches doubles regroupant 552 panoramas dessinés par le voyageur lui-même) a fait la renommée de l'explorateur et du savant. Cet homme de petite taille qui parlait sept langues, menacé sa vie durant par la cécité, avait accompli des exploits qui valurent à ses nombreux livres un immense



Pêcheur du Lob Nor (dessin de Sven Hedin).

succès. Admiré par le grand public et reconnu par le monde savant, il fut couvert d'honneurs et bénéficia de l'amitié du tsar de Russie, du vice-roi des Indes, de l'empereur d'Allemagne, de Kitchener et de Hindenburg, Il reçut en Angleterre le titre de « Sir » et les universités d'Oxford et de Cambridge en firent un docteur *honoris causa*. Il se vit remettre à deux reprises la prestigieuse médaille d'or de la Royal Geographical Society. Ses œuvres, représentant une cinquantaine de volumes, furent traduites dans toutes les langues.

Cette immense notoriété fut totalement ruinée par les engagements politiques du savant. Farouchement germanophile, l'ancien élève du cartographe Ferdinand von Richthofen prit résolument parti pour l'Allemagne lors des deux conflits mondiaux. En 1914, il se rendit même en Belgique occupée et sur le front allemand de France, visite dont il tira un livre, *Ein volk in Waffen*, publié en 1915 et dédié « aux soldats allemands », ce qui fut perçu comme une véritable provocation à Paris et à Londres où l'explorateur avait reçu les distinctions les plus hautes avant la guerre. Rayé des listes de la Société impériale russe de géographie, il récidive bientôt après un voyage sur le front germano-turc de Mésopotamie. Durant l'entre-deux guerres, le savant est systématiquement ignoré par les publications françaises, mais son autorité demeure considérable et il conduit de nouvelles expéditions en Asie.

FAROUCHEMENT GERMANOPHILE

Il se range de nouveau dans le camp allemand au cours des années précédant la seconde guerre mondiale et, durant celle-ci. Il collabore même avec l'*Ahnenerbe*, l'organisation de la SS chargée de rassembler pour les générations futures « l'héritage culturel des ancêtres ». Il est possible qu'il ait inspiré les expéditions conduites au Tibet avant et pendant la guerre par certains membres de cette organisation. Il publie en 1943 *L'Amérique dans la lutte des continents*, un essai qui révèle ses vastes vues géopolitiques mais, une fois de plus, il a choisi le camp des vaincus et cette fois on ne lui pardonnera pas. Citoyen d'un pays neutre, à la différence du Norvégien Knut Hamsun, il n'est pas inquiété à l'issue de la guerre, mais c'est complètement solitaire et oublié de tous qu'il s'éteindra en novembre 1952, dans sa quatre-vingt huitième année, à l'issue d'une existence vouée tout entière à la découverte des immenses étendues vierges du centre de l'Asie.

■ Jean Kappel

(1) Sven Hedin : *Trois ans de lutte dans les désertes d'Asie (1894-1897)*. Collection *Les grandes aventures de l'exploration*, Editions Pygmalion.

On doit signaler, dans la même collection, la réédition de plusieurs textes tout aussi introuvables que le récit de Sven Hedin. Il s'agit des carnets du colonel Fawcette, réunis sous le titre *Le continent perdu. Dans l'enfer vert amazonien*, de *La conquête du Pôle nord* de R. Peary, de *Dersou Ouzala*, le récit des explorations du capitaine Arsenieff dans la taïga de l'Oussouri, récit qui a inspiré le film inoubliable de Kurosawa, enfin du *Voyage à La Mecque* de Richard Burton, le héros de la découverte des grands lacs africain, ce dernier titre étant à paraître en juin.

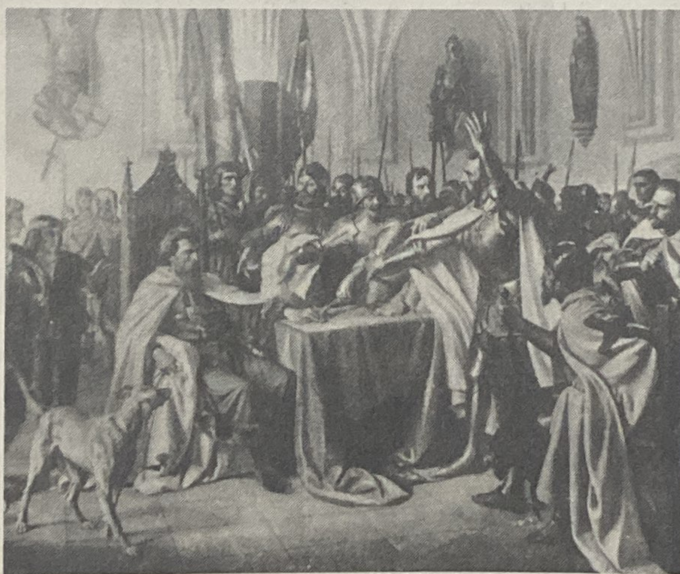
OSTPOLITIK

Au Moyen Age, les Allemands marchent vers l'Est...

Les racines de l'influence germanique en Europe de l'Est remontent au Moyen Age, période de la conquête des territoires slaves et de christianisation de leurs populations. De l'utilité de l'histoire pour comprendre l'actualité la plus brûlante.

Fait majeur de notre temps — et signe des temps —, la réunification de l'Allemagne réveille de vieilles frilosités. Certains, en effet, s'inquiètent : l'aigle germanique ne risque-t-il pas de reprendre son vol ? Et d'attirer, entre ses serres, ces peuples d'Europe centrale et orientale qui, tout à la fois grisés par des rêves d'indépendance en passe de devenir réalité, et confrontés aux dures exigences d'économies à reconstruire, peuvent être tentés de trouver accueillant le giron allemand ? Et, du coup, ne risque-t-on pas d'aller à grands pas vers une Europe sous hégémonie allemande — les vaincus de 1945 réussissant à imposer la loi du mark, grâce à leur écrasante supériorité économique, là où avaient échoué les panzers ? L'histoire ne serait-elle pas un éternel recommencement, puisque, depuis quinze siècles, germanisme est synonyme d'impérialisme ?

Ce catastrophisme fantasmatique se nourrit de vieux clichés, entretenant une vision manichéenne de l'Histoire : depuis 1870, les « bons esprits » n'ont pas manqué pour opposer les finesses de la civilisation latine et la grossière barbarie germanique. Aussi est-il réconfortant de découvrir, chez un historien digne de ce nom, la volonté de s'affranchir des vieux épouvantails. Avec d'autant plus de mérite que cet historien, Charles Higounet, aurait eu de bonnes raisons de nourrir quelque acrimonie anti-allemande : prisonnier de guerre, en 1940, il a découvert la Haute-Silésie contre son gré, dans le cadre d'un Oflag. Mais il a réagi aux coups du sort, en homme de savoir et de réflexion : médiéviste, il s'est attelé, grâce aux possibilités de lecture accordées aux officiers prisonniers, à une étude de l'implantation allemande en Silésie au cours du Moyen Age. Puis, ce passionné de géographie historique a élargi le champ de son étude. Une étude prolongée, bien après son rapatriement sanitaire, en 1943... puisque pendant quarante ans Charles Higounet a accumulé une riche documentation, intégrant les travaux des chercheurs tant slaves qu'allemands. Il en est né un ouvrage de première valeur, paru en 1986 sous le titre *Die deutsche Ostsiedlung im Mittelalter*. Ce n'est qu'en 1989 que parut l'édition française, *Les Allemands en Europe centrale et orientale au Moyen Age*. Après la disparition de son auteur. Celui-ci aura eu l'immense mérite de nous apporter une étude aussi sereine que bien informée sur un phénomène-clef de l'histoire de l'Europe : la pénétration et l'installation de populations germaniques dans des régions qui en ont gardé une profonde et durable empreinte, au plan de la culture et de la civilisation.



Cession de Marienburg (Pologne) en 1457. Marienburg fut la résidence des grands maîtres de l'Ordre teutonique à partir de 1309. (Tableau de Rosenfelder, Königsberg).

GERMAINS ET SLAVES FACE À FACE

Au début du Moyen Age, L'Elbe délimite les zones de peuplement germanique, à l'ouest, et celles de peuplement slave, à l'est. Hormis quelques épisodiques confrontations, un *statu quo* est, globalement, observé entre le VIe et le VIIIe siècles. La politique conquérante de Charlemagne, qui l'amène à soumettre la Saxe au prix d'une interminable guerre à forte allure de génocide, met le monde carolingien en contact avec les Slaves. Pour leur imposer le respect des limites de son empire, Charlemagne conduit plusieurs

expéditions au-delà de l'Elbe, de la Saale et des forêts bohémiennes, en créant des points d'appui militaires pour constituer une défense avancée.

Cette politique, poursuivie sous Louis Le Pieux, se couvre — c'est traditionnel chez les Carolingiens — d'une justification religieuse : il faut gagner à la vraie foi de malheureux peuples encore plongés dans les ténèbres du paganisme. Ainsi ont lieu de premiers essais de colonisation et d'évangélisation — ce jumelage devant rester, par la suite, une caractéristique fondamentale de la politique d'expansion du germanisme. Ansgar, nommé par le pape Grégoire IV archevêque de Hambourg en 831, reçoit du même coup les pouvoirs de légat apostolique dans « le pays des Slaves »... à charge pour lui de se tailler son ressort, en terre païenne. Au sud-est, les Bavarois, sur le pas des armées franques, font pénétrer le christianisme chez les Slovènes.

Louis le Germanique, petit-fils de Charlemagne, a une active politique orientale. Il charge Liudolf (dont le nom signifie « celui qui appartient au peuple des loups ») de veiller sur les confins orientaux de la Saxe — et de ce « loup » sortira la maison royale, puis impériale de Saxe. Au sud-est, de premiers efforts de colonisation sont entrepris au-delà de l'Enns. Mais la décadence du système carolingien s'accompagne de dures contre-attaques slaves et des dévastations de grande ampleur accomplies par les Magyars, venus des confins de l'Asie. Ceux-ci ne seront contenus, puis repoussés, que par le petit-fils de Liudolf, Henri Ier l'Oiseleur (916-936), qui prépare la voie à la décisive victoire du Lechfeld (955) remportée par son fils Ottin Ier — une victoire qui permet à ce dernier de restaurer l'Empire au profit de la maison de Saxe, en 962.

La ligne Elbe-Saale-Enns, qui avait risqué de céder sous les pressions slaves et magyares, n'est plus, désormais, un point d'arrêt mais bien plutôt une base de départ pour le *Drang nach Osten* (la « marche vers l'Est »). En créant une efficace cavalerie lourde, Henri l'Oiseleur a forgé l'arme décisive de la pénétration gernamnique. Après 965, Otton organise en marches (glacis frontaliers) les pays conquis au-delà de l'Elbe. Mais ses fils et petit-fils, Otton II et Otton III, sont trop fascinés par leur politique italienne pour consacrer au front slave tous les efforts nécessaires. Vers l'an 1000, l'Elbe est redevenue la fragile frontière du germanisme.

ALBERT L'OURS ET HENRI LE LION

Au XIe siècle, la lutte contre la papauté mobilise toute l'énergie de l'empereur Henri IV (1056-1106). Le scénario est toujours le même : dès que les empereurs, polarisés par les affaires italiennes, sont, du coup, contestés par certains féodaux allemands, les Slaves en profitent pour reprendre l'offensive.



Croix sur la maison de l'Ordre des chevaliers teutoniques (Coblence).

C'est seulement à partir de 1125 que le duc de Saxe Lothaire de Suipplimbourg, devenu empereur, relance la marche vers l'Est : il ne cède pas, lui, au mirage italien (lié au thème d'un « empire universel ») et comprend que l'avenir allemand est à l'Est, non au Sud. Il est suivi par un hardi féodal, Albert l'Ours, qui doit à ses conquêtes le titre de margrave de Brandebourg (germe d'un Etat dont devait sortir l'Allemagne des temps modernes). A la génération suivante, Henri le Lion, le puissant rival de Frédéric Barberousse, pousse ses pions en Mecklembourg. Frédéric, lui, agit en Silésie.

Au XIIIe siècle, le germanisme a atteint la Baltique, l'Oder et la Leitha, englobant les territoires qui s'étendent du Holstein à l'Autriche : Schwerin, Meckelembourg, Brandebourg, Misnie, Lusace. Les entreprises conquérantes des souverains et des féodaux ont ouvert la voie aux paysans et aux artisans. Mais aussi aux moines.

COLONISATION ET CHRISTIANISATION

L'évangélisation des Slaves s'est faite sans douceur. En 1108, l'archevêque de Brême et les évêques de la province de Magdebourg n'hésitent pas à lancer un appel à la croisade contre les païens de l'Est, en promettant le salut aux croisés... mais aussi en les appâtant avec des promesses plus tangibles : *« Ces païens sont très cruels, mais leur terre est très bonne : elle est riche en viande, en miel, en grains, en volaille, et si on la travaille bien, aucune autre ne peut lui être comparée... O Saxons, Francs, Lorrains et Flamands, ici vous pourrez sauver vos âmes et, s'il vous plaît, acquérir la meilleure des terres pour y habiter ».*

En 1147, nouvel appel à la croisade. Lancé cette fois-ci par la plus haute autorité spirituelle de l'époque. Saint Bernard, en effet, voyant le peu d'enthousiasme que manifestaient l'empereur Conrad III et la noblesse allemande pour entendre ses appels enflammés en faveur de la croisade d'Orient (la seconde), se rabat sur une nouvelle proposition : la croisade du Nord, contre les Wendes, aura le même prix spirituel que le pèlerinage armé en Terre Sainte... Il n'y a, affirme le saint homme, que deux solutions : *« l'extermination ou la conversion ».* Il est entendu : Albert l'Ours amène 60 000 hommes, Henri le Lion 40 000. De nombreux baptêmes seront obtenus. Mais, à vrai dire, ni très sincères ni très durables.

Plus efficace, en fait, s'avère l'entreprise de colonisation des moines défricheurs. Si, dès la fin du Xe siècle, les bénédictins s'implantent en Bohème et en Pologne, ce sont les cisterciens et les prémontrés qui vont fournir les gros bataillons. Au début du XIVe siècle, soixante-dix abbayes cisterciennes jalonnent les territoires s'étendant de l'Elbe aux confins orientaux de la Pologne. La plupart sont filles ou petites filles de Miromond, quelques-unes sont issues de la maison-mère de Clairvaux. Les prémontrés alignent un nombre comparable de fondations. Créé en 1120 par Norbert, fils du comte de Xanten, ce nouvel ordre a un caractère spécifiquement allemand. Saint Norbert appelé à occuper le siège épiscopal de Magdebourg (1126-1131), ses disciples multiplient les fondations en Brandebourg, puis dans les pays tchèque et morave. Au XIIIe siècle, franciscains et dominicains interviennent à leur tour, pour catéchiser les derniers ilôts de résistance.

L'action missionnaire devant s'appuyer sur une logistique, les abbés, ayant souvent reçu en donation des terres incultes, ont besoin de bras pour mettre en valeur forêts et marécages. Les évêques des diocèses orientaux calculent, eux, que l'augmentation du nombre des nouvelles tenures entraînera la croissance du revenu des dîmes. On constate donc, sans étonnement, que les appels à la colonisation ont souvent été lancés par des autorités ecclésiastiques.

Les margraves ont cependant, eux aussi, cherché à attirer les colons, pour

étayer leur emprise sur les pays conquis grâce à de solides noyaux de populations allemandes, au milieu de zones ethniques slaves.

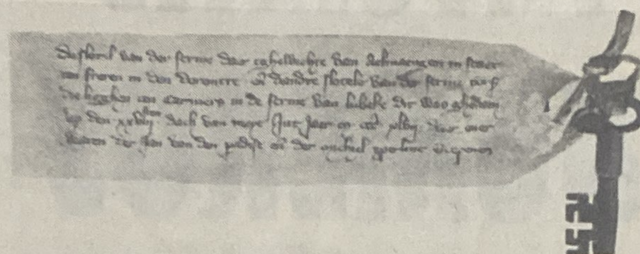
Il faut noter ici que les migrations qui ont porté vers l'Est, aux XII[e] et XIII[e] siècles, paysans et artisans allemands (mais aussi flamands et hollandais) doivent être replacées dans le cadre du vaste essor démographique que connut l'Europe à cette époque. Essor provoquant les grands défrichements, à l'intérieur des pays d'Europe occidentale, mais aussi les aventures conquérantes des Normands en Méditerranée ou les migrations de Français du Midi, partis peupler et coloniser en Espagne les espaces reconquis sur les musulmans. La faim de terre a même un rôle dans le succès de la première croisade puisque, si l'on en croit le chroniqueur Robert le Moine, nombre de Français ont répondu à l'appel d'Urbain II *« parce que la terre qu'ils habitaient était trop étroite pour leur nombre et pas assez poductive pour ceux qui la cultivent. »*

En Europe centrale et orientale, le mouvement de colonisation germanique s'est porté sur les grandes zones, aux sols souvent difficiles, laissés inoccupés par les Slaves. De vastes forêts, de grandes étendues de friches séparent en effet les territoires mis en valeur par les Slaves. L'installation des Allemands n'a donc pas été forcément ressentie comme une usurpation. Bien plus, certains princes des grandes maisons slaves n'ont pas hésité à faire appel à la colonisation, bien conscients qu'ils étaient des avantages matériels qu'ils retireraient de l'installation des paysans occidentaux. Ainsi, en Bohême, les Premyslides favorisent la venue de marchands allemands à Prague, puis permettent aux Cisterciens et Prémontrés de recruter des paysans de l'Ouest pour défricher les régions montagneuses ; même chose en Pologne et en Hongrie, où les mineurs allemands sont très appréciés.

Les transformations de la société et de l'économie rurale, aux XII[e] et XIII[e] siècles, ont favorisé le mouvement d'émigration vers l'Est. La pression démographique provoquant le morcellement des tenures et l'affaiblissement des revenus des seigneurs fonciers poussèrent ceux-ci à imposer aux paysans de nouveaux contrats de métayage et de fermage. Incapables de faire face à ces obligations, les paysans les plus modestes hésitèrent peu à partir vers l'Est, où le front pionnier était plein de promesses pour les audacieux.

SOUS L'EMBLÈME DE LA CROIX NOIRE

L'aire de la colonisation germanique a été considérable : Holstein et Lauenbourg, terres d'entre Saale et Elbe, le Brandebourg et ses marches, les pays de la Baltique (Mecklembourg et Poméranie), l'Autriche et les pays alpins, Bohême, Moravie et Sudètes, la Silésie, les pourtours de la Hongrie (Moldavie), la Pologne, la Prusse, la Livonie. Avec, pour ce dernier pays, le rôle déterminant joué par les ordres militaires germaniques : le cistercien Théodoric fonde en 1202 l'ordre des chevaliers Porte-Glaives, recruté en Westphalie, en Allemagne moyenne et au Holstein. Le Pape lui donne la règle de l'ordre du Temple. En 1237, les Porte-Glaives sont intégrés à l'ordre des teutoniques, dont le grand-maître Hermann von Salza entend protéger les marchands allemands de Riga (fondée en 1210), vite devenue grande place du commerce hanséatique vers le nord-est, tandis que se développait aussi Reval (Tallin).



Clef du coffre des « orientaux », c'est-à-dire des marchands de la hanse germanique. Le texte déclare que cette clé est confiée en dépôt aux frères mineurs et qu'une seconde se trouve chez les Carmes « dans l'armoire des marchands de Lübeck » (28 mai 1347).

L'ordre à la croix noire quadrille le plat-pays d'une soixantaine de forts châteaux, tandis qu'une ligne de points fortifiés ouvre la frontière orientale. Les heurts avec les Lituaniens sont fréquents et sanglants : en Livonie, sur 20 maîtres de l'ordre teutonique, au XIII[e] siècle, 6 sont tombés en combattant les Lituaniens.

En Estonie et en Lettonie, une aristocratie terrienne d'origine allemande crée de grands domaines, en prenant souvent comme noms de famille des noms locaux (les Wrangel, les Uxküll). Ce qui illustre bien le syncrétisme qui, au plan de la civilisation et de la culture, caractérise l'insertion des Allemands dans les pays slaves et baltes.

La présence allemande se manifeste d'abord dans les paysages. Il en reste aujourd'hui de nombreuses traces dans la morphologie des villages et des finages. Les colons allemands ont reçu, lors de leur installation, des lots de terre offerts à la mise en valeur : le manse (appelé *Hufe* en terre germanique), est l'unité de tenure seigneuriale et correspond, en principe, à la quantité de terre nécessaire à la subsistance d'une famille. Il a une étendue moyenne de 16 à 28 hectares.

A part quelques régions, où l'installation a donné lieu à un habitat dispersé ou à des hameaux de quelques fermes en ordre irrégulier, la colonisation allemande orientale s'est essentiellement faite sous la forme d'habitats groupés villageois. Avec deux formes principales d'implantation : les villages-rue (*Strassendörfer*) et les villages à place centrale (*Angerdörfer*). Le village-rue aligne ses maisons des deux côtés d'un chemin ; souvent, l'ensemble des habitations et des jardins adjacents est protégé vers l'extérieur par un fossé, des haies, voire un mur. Dans l'*Angerdorf*, la rue axiale s'écarte en deux bras enserrant une place qui appartient à la communauté, avec un étang, une fontaine, quelques arbres, une pâture pour le petit bétail et, parfois, l'église et le cimetière.

Les Allemands apportent avec eux de nouveaux systèmes de culture, l'assolement triennal, un meilleur outillage (charrue), qui permettent de meilleurs rendements. Une nouvelle civilisation rurale en est née.

L'urbanisation de l'Est porte aussi l'empreinte germanique. Parallèlement aux progrès du front paysan, des villes nouvelles surgissent, dues à l'opiniâtre volonté d'un fondateur. La nouvelle communauté bénéficie de la concession de franchises et d'un droit urbain. Un urbanisme organique établit les villes selon des schémas réguliers et géométriques, l'axe de l'activité urbaine étant la place du marché, le *Markt*. En bien des cas, les Allemands ne sont pas fondateurs, mais leur arrivée donne au développement urbain une impulsion décisive. C'est le cas à Gdansk-Danzig, où l'installation des chevaliers teutoniques en 1308 provoque un afflux d'immigrants allemands ; les Teutoniques élèvent un puissant château en 1340, développent une nouvelle ville à côté de l'ancien noyau, planifiée autour de son hôtel de ville, édifient une solide enceinte pour protéger greniers et entrepôts alignés au cordeau sur les rives de la Motlava. Du coup, la cité a sa place, à partir de 1361, au conseil des villes hanséatiques.

Au plan intellectuel et artistique, aussi, la colonisation allemande a porté ses fruits. Le développement d'écoles et d'universités (la plus ancienne, Prague, est fondée en 1348) a lancé un trait d'union entre l'ouest et l'est de l'Europe, en faisant circuler un fonds culturel commun. L'imposante Marienkirche de Danzig, les hautes flèches de Riga et de Reval, les puissants hôtels de ville avec leur beffroi, les halles, les greniers, les murailles et les tours témoignent d'un art de la Baltique où l'utilisation de la brique apporte une signature très originale, d'une sévère majesté.

Les « casernes monastiques » qu'étaient les châteaux des teutoniques ont, eux aussi, marqué durablement le paysage — celui de Marienbourg, résidence des grands maîtres à partir de 1309, étant en soi tout un symbole.

En dressant, au-delà des passions circonstancielles, un bilan serein de la marche vers l'Est des Allemands, Charles Higounet a voulu montrer qu'il y a là un épisode décisif de l'histoire de l'Europe. Un épisode qui a permis — c'est la conclusion de ce grand médiéviste — *« d'enrichir la communauté européenne »*.

■ **Pierre Vial**

Charles Higounet, *Les Allemands en Europe centrale et orientale au Moyen Age*, Aubier, 1989, 454 p., 195 F.

COMPLÉTEZ VOTRE COLLECTION



ANCIENS NUMÉROS

- □ N° 2 : Les collabos de Moscou (30 F)
- □ N° 3 : Pourquoi Chirac ne sera jamais président (30 F)
- □ N° 4 : Mitterrand : le parrain et ses mafias (30 F)
- □ N° 5 : Immigration, chômage, insécurité… Et si Le Pen avait raison ? (30 F)
- □ N° 6 : L'extrême droite en France (30 F)
- □ N° 7 : Sans accord avec Le Pen, le suicide de la droite (30 F)
- □ N° 8-9 : La fiche de police de François Mitterrand (30 F)
- □ N° 11 : Ces juifs qui en font trop (30 F)
- □ N° 12 : Derrière les grèves, le retour des trotskystes (30 F)
- □ N° 13 : L'armée française est-elle de droite? (30 F)
- □ N° 14 : Bicentenaire de la Révolution : le ras le bol (30 F)
- □ N° 15 : La police déchaînée. Extrême droite : la chasse aux activistes (30 F)
- □ N° 16 : A quoi sert un homme politique ? (30 F)
- □ N° 17 : Spécial Histoire. Hitler aurait 100 ans (30 F)
- □ N° 18 : Enquête au cœur des sectes (30 F)
- □ N° 20-21 : Services secrets : rien ne va plus (35 F)
- □ N° 23 : Qu'avons-nous fait de nos enfants ? (35 F)
- □ N° 24 : Qu'est-ce qui oblige la droite à défendre les riches ? (35 F)
- □ N° 26 : Immigrés : 2 Français sur 3 d'accord avec Le Pen (35 F)
- □ N° 27 : Pays de l'Est : pendant les travaux, le communisme continue (35 F)
- □ N° 30 : L'amnistie votée pour « couvrir » Emmanuelli (35 F)
- □ N° 31 : Jean-Marie Le Pen : l'irrésistible ascension (35 F)
- □ N° 32 : Nouvelles lois : vers la fin des libertés (35 F)
- □ N° 33 : Saddam Hussein, l'homme de l'année (35 F)
- □ N° 34 : Socialisme : le grand reniement (35 F)
- □ N° 35 : Va-t-on juger les collabos de gauche ? (35 F)
- □ N° 36 : Les dangers qui menacent la France (35 F)
- □ N° 37 : Les Juifs ont-ils poussé à la guerre ? (35 F)
- □ N° 38 : Armée française : la gâchis (35 F)
- □ N° 39 : Télé-mensonge, le naufrage de l'information (35 F)

BON DE COMMANDE

Nom : ....

Prénom : ....

Adresse : ....

....

....

Code postal : ....

Ville : ....

....

Je désire recevoir les numéros suivants :

□□□□□□□□□□□□□□□□□□□□□□□□□□□□□

Je vous envoie la somme de F + 5 F de port,

soit ▭ F

Chèques à l'ordre des Editions Choc,
25 rue Jean-Jacques Rousseau 75001 Paris

Date :



D'Obélix à Thoumieux

Un repas, ce n'est pas seulement une assiette...

Je crois avoir trouvé un vrai restaurant pour nos jeunes et moins jeunes lecteurs à la bourse pas trop garnie. Un vrai restaurant, qui ne soit ni un self ni un sépulcral néfaste lieu. Un vrai restau de chez nous avec un zinc, de vraies tables et de solides chaises pour s'asseoir autour.

Un patron « hénaurme » plus vrai que nature en tablier bleu et aux manches retroussées, au visage radieux et enluminé. A côté de lui, Obélix fait gringalet.

Le cadre paraît sortir d'un décor de cinéma qu'aurait imaginé Carné ou Renoir. Au même titre que l'Hôtel du Nord pas très loin d'ici, on pourrait le classer pour son réalisme criant de bistrot populaire. Car, c'est un modèle, malheureusement en voie de disparition, qui risque de finir en « chinois » ou en pizzeria.

Ce soir-là, une équipe de télévision finlandaise tournait sur place. Les étrangers sont, peut-être, plus sensibles que nous à une certaine image de nos particularismes. Il est sûr qu'un reportage sur un Mac Do, qu'il soit à Paris, Londres ou Singapour n'est guère représentatif de la spécificité locale. Alors que nous devrions, jalousement, préserver notre différence, nous — du moins une grande partie — allons, en courant et bêlant, nous aligner sur un universalisme anonyme et insipide. Ça n'est malheureusement pas seulement vrai en matière de restauration (?) ou d'hôtellerie avec les Hilton, Sheraton et autres Sam tonton.

Mais là est un autre problème.

Revenons à notre bonhomme de cambusier aussi singulier que son rade.

M. Pierquin, tel est son nom, travaille en famille. Ce qui peut expliquer les prix incroyablement bas — pour Paris, bien sûr — qu'il propose. Le menu le plus cher est à 50 F. Avec — accrochez-vous — un hors d'œuvre au choix, un plat du jour au choix, un fromage ou un dessert, toujours au choix.

Comme nous étions six, nous pûmes comparer entre crudités, charcuteries, hareng pommes à l'huile. Quel dommage que les pommes à l'huile fussent froides, le hareng était parfait.

En plat du jour : bavette à l'échalote, crosse de porc demi-sel, andouillette grillée. La crosse de porc servie avec de petites pommes sautées, n'avait rien à envier à la carte d'une des plus grandes brasseries connues des Halles spécialisée dans les cochonailles. Des trois fromages, le camembert était fait à cœur et pas trop salé. Que demander de plus ?

Nous disons bien 50 F, boisson non comprise, précise la carte avec cette délicate attention mais « une carafe d'eau est gracieusement mise à la disposition du client ».

Etant de ceux qui pensent — d'accord pour une fois, avec Brice Lalonde — qu'il faut économiser l'eau et faire payer une taxe aux buveurs d'icelle, nous la réservons à un usage strictement externe ou exceptionnellement, pour secourir par pure charité chrétienne, un éventuel blessé. *« Donne-lui tout de même à boire, dit mon père. »*

Nous commandâmes du vin, au nom de la solidarité nationale qui impose d'aider dans la mesure de nos moyens l'agriculture et la viticulture françaises.

Dédaignant, peut-être à tort, la Cuvée du Patron à 25 F la bouteille, nous choisîmes deux cheverny rouge issus de cépages différents : un pinot noir et un gamay.

Comme il y avait dans la bande un Bordelais de passage, il fallut, courtoisie oblige, commander un bordeaux (Château La Favière). Chaque bouteille est comptée 46 F. C'est de l'incitation à ne pas boire modérément, car en plus, c'est très bon.

Vous l'aurez compris, à ces prix-là, la clientèle est composée de jeunes habitués. Notre arrivée, pas très discrète, fut ressentie comme une intrusion d'allogènes fourvoyés. Ils crurent nous impressionner en chantant quelques chansons de gauche qu'ils croient être les seuls à connaître. Manque de bol. De *L'Internationale*, ils ne connaissaient que le refrain alors que nous pûmes aligner trois couplets. Quel dommage que Michel et Pierre ne fussent pas là, ils auraient eu droit à six ou sept couplets, à la façon Tino Rossi ou Mariano.

Pour ce qui est de la *Jeune Garde*, ils faisaient plutôt ringards. Avec *Braves soldats du 17e*, nous enfoncions leur flanc gauche pour les anéantir avec la *Révolte des Canuts*.

Après cela, ils applaudirent chaleureusement et sans réserve nos chants accompagnés, à la guitare, miraculeusement, par une ravissante Antillaise qui se trouvait alors dans la salle.

Un repas, ce n'est pas seulement l'assiette, c'est tout un ensemble. Pour moins de 100 F par personne, nous avons fait un festin et gagné la sympathie du patron auprès de qui nous nous excusions d'avoir été un peu bruyants.

« Mais pas du tout, j'aime ça. Revenez souvent. » nous dit-il avec un large sourire.

Si la télé finlandaise passe tout, ils sauront à Helsinki que le répertoire de la chanson française ne correspond pas à l'idée qu'en donne le Top 50.

■ **Jean Nouyrigat**

Restaurant de Bourgogne
26, rue des Vinaigriers,
75010 Paris
Fermé samedi et dimanche.

UNE INSTITUTION

J'ai eu l'occasion de faire l'autre soir un petit banquet chez Thoumieux. C'est vraiment toujours resté la véritable institution de la restauration classique. Serveurs discrets et rapides habillés en noir et portant longs tabliers blancs. Banquettes en velours rouge, nappes et serviettes blanches.

Le repas fut remarquable de simplicité et de qualité.

— Asperges sauce mousseline.

— Sandre au beurre nantais servi avec pleurotes et brocolis.

— Nougat glacé au coulis de framboise.

Enfin, un menu qui change de la mode en vigueur. Pour une fois qu'on ne trouve pas le saumon (d'élevage) cuit « à l'unilatéral » et l'incontournable magret de canard, cela mérite d'être relevé et que soit félicitée l'organisatrice qui a su suggérer au restaurateur un tel choix.

■ J.N.

Thoumieux, 79 rue Saint-Dominique, 75007 Paris. 47.05.49.75.
Ouvert tous les jours. (Environ 150 F).

Vous nous avez écrit...

Coup de tonnerre au Quartier latin : la Droite nationale part à l'assaut des facs et des grandes écoles de Paris et de sa région. Fondé lors de la dernière rentrée universitaire, le Cercle national des étudiants de Paris (CNEP), présidé par son fondateur, Régis de la Croix-Vaubois, diplômé de Sciences-Po, est déjà le quatrième syndicat étudiant à Paris et présent dans une vingtaine d'établissements. Alors que certains persistent à rêver tout haut du reflux du Front national, le CNEP leur apporte un démenti cinglant ... De plus en plus d'étudiants refusent les trahisons des syndicats dits de droite, comme l'UNI, ou l'opportunisme et la démagogie des syndicats de gauche. Aujourd'hui, les étudiants dénoncent l'alternative Jospin-Devaquet. Ainsi ils rejoignent toujours plus nombreux le syndicat représentant Jean-Marie Le Pen dans les facultés et les grandes écoles de Paris.

André Dufraisse
(Paris)

On peut contacter le Cercle national des étudiants de Paris au 11, de la rue Bernouilli, 75008 Paris. Téléphone : (1) 44.70.O5.72.

C'est avec grand plaisir que j'ai pu lire l'article de Jean Mabire consacré au national-bolchevisme, courant de pensée totalement et malheureusement méconnu du public. Mais pourquoi affirmer que ce sont là des idées discutables ? **(Toute idée est discutable, c'est-à-dire sujette à discussion. NDLR)** *L'expression « national-bolchevique » apparaît pour la première fois en avril 1919, année de l'humiliation de l'Allemagne par le traité de Versailles. Donc, pour bien saisir l'enjeu de cette théorie intrinsèque à l'Allemagne de l'époque, il est nécessaire d'avoir en tête la situation unique de ce pays, un pays acculé et meurtri. L'anti-occidentalisme en sera une des conséquences, l'orientation vers l'Est, notamment vers la Russie, en sera une autre. Le national-bolchevisme est, d'une certaine façon, l'ultime recours, la solution héroïque à une situation d'asservissement. Le professeur Louis Dupeux (dont il faut lire la thèse éditée chez Honoré Champion :* Le National-bolchevisme dans l'Allemagne de Weimar 1919-1933) *n'a d'ailleurs pas hésité à dire du national-bolchevisme qu'il était « la forme la plus dure et la plus pure du nationalisme allemand, un nationalisme authentiquement révolutionnaire, sorte de paroxysme de la Révolution conservatrice. »*

E.D.
(Le Havre)

Votre numéro de mars 1991 contient des attaques contre mon pays que je juge inadmissibles. Vous nous présentez comme des barbares et des assassins (cf. l'article de Jean-Claude Valla : « Quand les Américains bombardaient les villes françaises ») et vous paraissez oublier combien des nôtres ont laissé leur vie en terre française en 1917 et encore en 1943-45 pour vous permettre de rester libres. Quant à l'article signé par Alain de Benoist (« L'Amérique, c'est la barbarie à visage humain »), il est proprement révoltant. Que connaît ce petit paltoquet de l'âme américaine ? Quelle présomption de vouloir nous juger !

Henry M. Tort
(Etats-Unis)

Les Américains n'admettent pas la critique, car il y a chez eux une présomption permanente de supériorité morale, clairement définie par le président Jefferson qui disait que « les Etats-Unis sont une nation universelle qui poursuit des idéaux universellement valables ». Nous n'oublions pas les soldats américains qui ont laissé leur vie en terre française, mais cela ne nous empêchera jamais, au risque de passer pour des « paltoquets », d'exercer notre droit de critique sur les Etats-Unis, ni surtout de conserver le souvenir des 60 000 civils français tués inutilement sous les bombes américaines (et anglaises). Nous invitons notre correspondant à plus d'humilité.... et à lire les deux lettres ci-dessous.

A propos de la lettre signée A.S., dans la page courrier de votre n° 39, sur les bombardements « libérateurs » de nos alliés, il est visible, pour moi, que votre correspondant, qui dit « avoir vécu la seconde guerre mondiale », ne l'a pas connue comme combattant du front, ni comme bombardé civil, deux aspects que j'ai vécus, moi, sur les lieux mêmes. Et il se croit dès lors autorisé à « protester vigoureusement (sic) contre votre article partisan (resic) », avec l'ingénuité de ceux qui ne connaissent les horreurs de la guerre que par la presse, la radio ou les images d'Epinal, comme d'autres se croient sportifs parce qu'ils suivent assidûment les matches à la télé, bien calés dans leurs fauteuils. Mes félicitations pour votre commentaire. Vous pouvez publier le mien, avec mon nom en toutes lettres.

Henri P. Belzacq

A.S. déclare avoir vécu la seconde guerre mondiale sans nous dire où. A le lire, je pense qu'il devait se trouver à Saint-Tropez ! S'il avait vécu comme moi toute la guerre à Amiens (j'ai 68 ans), il ne parlerait pas ainsi. Comme des centaines d'autres au cours de ces plus de quatre ans, j'ai bien failli y laisser ma peau, notamment le 13 juin 1944, soit six jours après le débarquement, où tout un quartier fut rasé, sans qu'une seule bombe ne tombe sur la voie de chemin de fer qui semble avoir été l'objectif. Pendant plus de 48 heures, des bombes à retardement explosèrent, faisant encore de nombreuses victimes. Et ceci ne fut qu'un bombardement parmi tant d'autres. Merci à nos libérateurs ?

H.M. (Amiens)

J'ai déjà eu l'occasion de vous écrire pour vous féliciter. Je veux le faire encore aujourd'hui pour votre numéro d'avril, à l'exception toutefois de l'article d'Arnaud Buclet : « Le can-bô Boudarel ». Si votre collaborateur raisonne correctement au départ, il part en dérapage incontrôlé à partir d'un certain moment, sans doute parce qu'il

C O U R R I E R

ignore [illegible] de choses. Que [illegible] en Indochine, dans les années 1944-1945 ? Aucun soldat de l'armée française n'est allé en Indochine pour combattre le communisme. Ce combat contre le communisme n'est qu'une invention a posteriori de la propagande pour [illegible] à culpabiliser sur le colonialisme ». D'ailleurs, les communistes vietnamiens étaient minoritaires, même s'ils étaient les maîtres chez le Viet-Minh. D'autre part, il convient de rappeler que l'armée française qui s'est battue en Indochine était alors composée, entre autres, de FFI et de FTPF, de personnels venant des FFL, de légionnaires dont la majeure partie étaient des anciens combattants de l'armée rouge espagnole et des Allemands ayant fui leur pays, c'est-à-dire des communistes, des communisants ou des alliés du communisme. Ce n'est qu'après 1945 que sont arrivés des légionnaires ayant appartenu aux armées du Reich et des gens ayant collaboré avec l'Allemagne (j'en étais). Ceux-là étaient anti-bolchevistes, mais ils n'ont fait que tenter de sauver leur peau le mieux possible et n'avaient rien à voir avec cette histoire.

La bagarre actuelle entre Beucler et Boudarel n'est qu'un simple règlement de comptes entre anciens alliés. Nous n'avons pas à prendre parti, même si beaucoup des nôtres ont été sacrifiés par la République. Il ne faut pas se cacher que l'armée française a commis de nombreux crimes en Indochine — j'en ai parlé dans mon livre Et la terre a bu leur sang — et il faut savoir que les communistes et les communisants ont été les plus féroces. Certains officiers avaient pris de mauvaises habitudes dans les maquis de France !...

Georges Cazalot,
ancien sergent-chef de la
Légion étrangère

Notre correspondant nous pardonnera d'avoir abrégé sa très longue lettre. Nous lui laissons, bien entendu, l'entière responsabilité de ses opinions et nous invitons à nous écrire tous les lecteurs du *Choc* qui auraient un témoignage à apporter.

Non seulement les bombardements sur les civils (Dresde était une ville-hôpital, une ville de réfugiés) n'ont pas affaibli la Wehrmacht, mais ils ont soudé la population allemande qui n'a eu d'autre choix que de se battre jusqu'au bout. Les guerres modernes sont des guerres totales, qui suppriment la distinction entre le front et l'arrière, entre les militaires et les civils, entre l'action militaire et l'action psychologique. Contrairement à une opinion reçue, qui veut que l'Allemagne nazie ait mené dès le départ une guerre totale (ce qu'infirme déjà l'invasion de la France), elle n'est rentrée dans ce phénomène moderne que très tardivement, en 1944, contrainte et forcée par les événements. Les bombardements de terreur ont joué dans cette évolution un rôle décisif. Je tiens cette révision de l'histoire de la guerre de M. Raoul Girardet, lors d'un séminaire sur la guerre totale organisé à l'IEP de Paris. Historien réputé, M.Girardet tenait pour acquis par la recherche historique que les alliés avaient mené une guerre totale plus tôt que l'Allemagne. Il en concluait à la capacité supérieure des démocraties à mobiliser totalement forces matérielles et psychologiques. Mais contrairement à lui, je ne crois pas qu'il y ait lieu de se féliciter de ce fond totalitaire des démocraties. Le déluge de feu et de propagande de la guerre du golfe illustre l'aggravation de cette tendance propre à tous les régimes du XXᵉ siècle.

P.G.
(Saint-Germain-en-Laye)

GRILLE N° 40

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1										
2										
3				■			■		■	
4										
5			■		■					■
6						■		■		
7	■					■				
8										
9					■					
10					■					

HORIZONTALEMENT

1. Héroïne pure. 2. Délivrée par la précédente. 3. Déforme les tarses. Fait de l'ombre à l'ombre. 4. Le Pen n'a pas fini de le provoquer malgré les médias. 5. Grecque. Respectable même s'il est fou. 6. Coupe de mots. Centrale. 7. A sa manière le regretté Gripari en était un. Moi pour Louis. 8. Cédera peut-être alors ? 9. Pas unique chez Schubert. Annonce un repos. 10. Ventilé. Esotériques pour des frères.

VERTICALEMENT

I. L'amer Michel. Roi juif. II. Choderlos de Laclos l'a largement exploitée. III. Une voix pour une femme. Traitement d'un sauvageon. IV. Fourier à Besançon. Envoyée par un fils de Rostand. V. Principale caractéristique du I vertical. La nôtre s'achève. VI. Départ de marelle. On les trouve en toute phraséologie. VII. Revient souvent dans la bouche du 1er soviétique. A la base d'une industrie. VIII. Marquent un coup de pouce céleste. ...Et tout s'éteint ! IX. Cœur de persil. Ce qu'est le régime socialiste. X. Un père qui a la vie dure. Mises ailleurs.

SOLUTIONS DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

SOLUTION DE LA GRILLE N° 39

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1	G	U	I	L	L	E	M	E	T	S
2	E	B	R	I	E	T	E	■	O	■
3	N	U	E	R	■	U	R	I	N	E
4	D	■	N	E	U	V	A	I	N	E
5	A	G	E	■	R	E	N	I	E	R
6	R	R	■	B	E	■	O	■	L	T
7	M	A	T	E	■	Z	■	A	I	N
8	E	N	S	E	M	E	N	C	E	R
9	■	E	A	■	A	S	T	E	R	■
10	E	T	R	O	I	T	E	S	S	E


LE CHOC DU MOIS
Ces juifs qui en font trop
Derrière les
Gorbatchev
ARGENT, SEXE, GOUROUS, MANIPULATIONS...
Enquête au cœur des sectes
et sociétés initiatiques
Mafia de l'art : Jack Lang compromis
La seconde mort des
QUI EST CETTE FILLE ?
DOCUMENT
Le testament politique du duc d'Anjou
LES ARABES
DANGER OU ALLIÉS
Les pro-arabes de Le Pen
Maghrébins
IMMIGRÉS
TOUS LES SONDAGES LE PROUVENT
2 Français sur 3 d'accord avec
LE PEN
QU'EST-CE QUI OBLIGE LA DROITE A DEFENDRE LES RICHES ?
ATTENTAT CONTRE LE CHOC :
UNE BOMBE QUI DEVAIT TUER.
NOTRE RÉCIT.